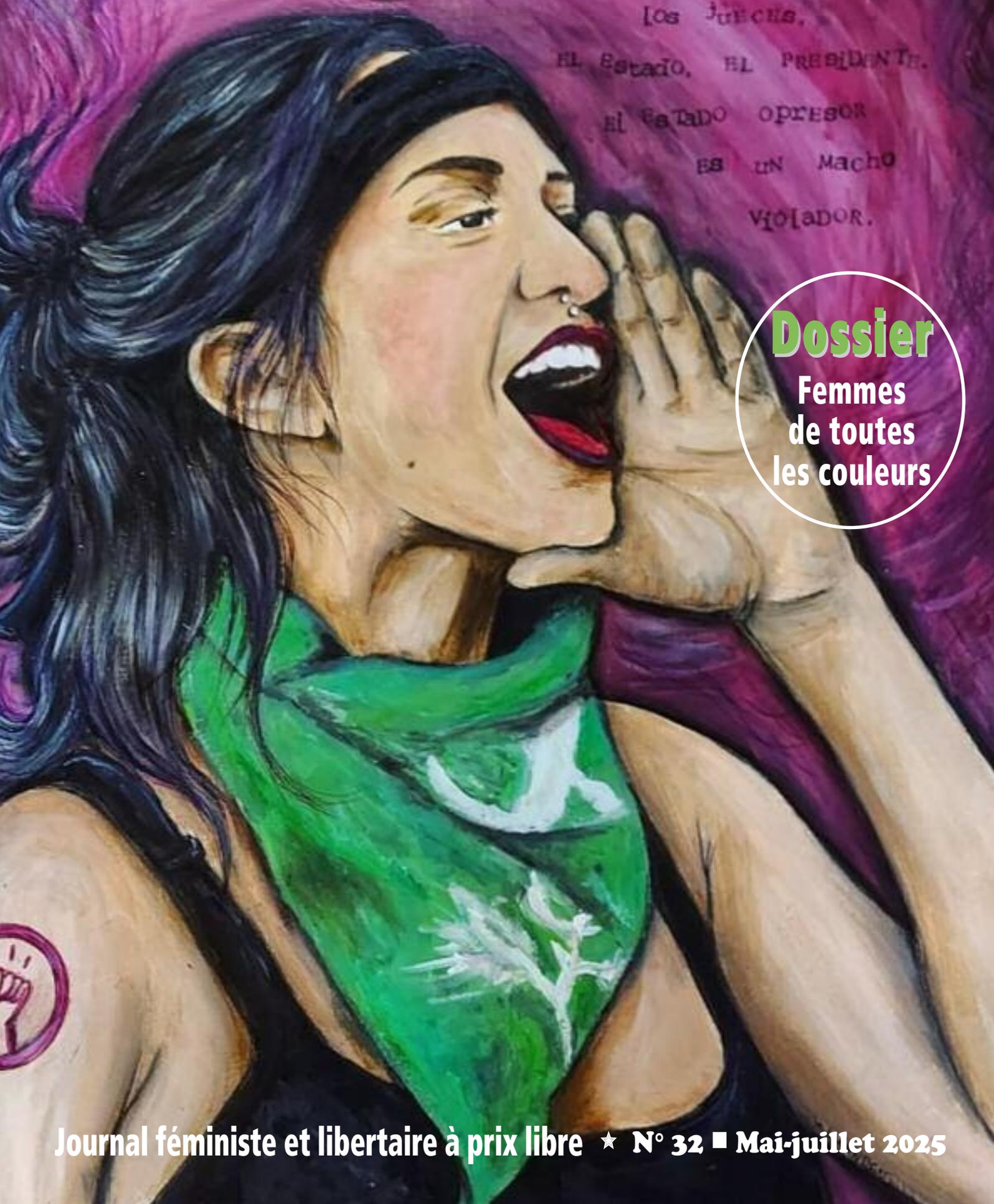


# CASSE-RÔLES



los juéchs,  
El Estado, EL PRESIDENTE,  
El Estado OPRESOR  
ES UN Macho  
VIOLADOR.

**Dossier**  
Femmes  
de toutes  
les couleurs

# É d i t o

**Dans ce numéro, nous vous présentons des femmes battantes, connues ou moins connues, venues de tous les coins du monde et qui luttent pour un ordre social moins violent, moins indécent: une vie bonne pour tou-tes, face à la barbarie écocidaire, capitaliste, identitaire qui nous menace de plus en plus, et les bruits de guerre qui se font entendre.**

**Nous aurions aimé en évoquer plus encore, mais la barbarie nous rattrape en nous imposant son actualité mortifère, alors impossible de s'en éloigner complètement.**

**La Palestine est bien sûr très présente – dans et hors dossier –, le génocide en cours nous oblige !**

**Le féminisme radical que nous prônons n'empêche pas, bien au contraire, de lutter sur tous les fronts: le social, les luttes contre le racisme, les discriminations – positives et liées au genre –, les droits toujours remis en question par tous les pouvoirs, en France, mais aussi partout dans le monde; la période n'est pas favorable à l'espérance d'une vie réjouissante, cependant nous devons garder l'espoir que les luttes entreprises soient déterminantes pour faire reculer l'ultralibéralisme, quand ce n'est pas le fascisme, qui s'étend sur toute la planète...**

**En attendant, voici encore près de 70 pages qui devraient faire oublier un petit moment ces difficiles périodes.**

**CASSE-RÔLES**

## Association

### Les Amies et Amis de Casse-rôles

Le **siège social** est accueilli désormais chez Michèle Gay  
12, rue du Colonel Rol-Tanguy  
87000 Limoges

### Ont participé à ce numéro :

Amande, André, Annie, Aurélien, Belén, Carole, Christine, Colette, Fabienne, Grégory, Jean, Josh, Laurence, Margaux, Marie-Hélène, Michèle G., Michèle M., Mohamed, Monique, Olt, Pierre, Sagna, Solange, Véronique

**Couverture :** Amande

### Maquette, mise en page, correction :

Jean-Marc B., Solange

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées fin mars 2025

Abonnements et contacts : p. 65

### Imprimerie :

Espace Copie Plan, Guéret (23)

ISSN 2646-6961

En ligne ISSN 2804-3995

Les articles n'engagent que leurs auteurs et autrices

L'ILLUSTRATION de couverture représente l'une des très nombreuses « anonymes » manifestantes pour les droits des femmes sans cesse menacés.

« Un violeur sur ton chemin » [*Un violador en tu camino*, en espagnol], que j'ai écrit à droite du portrait, est une performance créée par un collectif féministe de Valparaíso (Chili) dénommé Lastesis, dans le but de manifester contre les violations des droits des femmes, dont l'accès à l'IVG, dans le cadre des manifestations de 2019 au Chili. Les organisatrices de chaque pays adoptent les paroles, en les traduisant et en les modifiant pour accompagner leurs protestations et leurs revendications locales. Elles gardent le sujet principal de la performance pour une éradication des féminicides et des violences sexuelles, entre autres.

« Un violeur sur ton chemin » consiste en une performance urbaine interprétée par des femmes de tout âge, portant un foulard vert autour le cou. Les interprètes s'alignent et exécutent une chorégraphie en chantant une chanson contre le patriarcat, les principales formes de violences contre les femmes – telles que le harcèlement de rue, les abus et les viols, le féminicide, la disparition forcée des femmes – et le manque de justice, critiquant la société et les pouvoirs exécutif et judiciaire des pays où la performance a lieu, pour leur inaction face aux crimes commis et à l'impunité, et les désignant comme complices par la phrase *El violador eres tú* [Le violeur c'est toi].

Amande

<<https://www.facebook.com/AmandeArt>>

**CONTRIBUTIONS...** Vous souhaitez nous adresser un article, des commentaires, positifs ou pas, pour le prochain numéro de *Casse-rôles* (n° 33, sortie 1<sup>er</sup> août 2025) : vos propositions devront nous parvenir pour le 25 juin !

# La nationalité, entre contingences et ségrégation

**Le Groupe d'information et de soutien des immigré-es (Gisti) vient de sortir son 142<sup>e</sup> numéro de la revue *Plein Droit*. Le Gisti est né en 1972 de la rencontre entre des travailleurs et travailleuses sociaux, et des militant-es d'associations en contact régulier avec des populations étrangères et des juristes.**

**Les camarades du Gisti nous ont autorisé à publier l'article de Karine Parrot ci-dessous... d'une brûlante actualité.**

**L**ES RÈGLES DE DROIT fonctionnent en découpant le monde sensible en catégories juridiques abstraites et désincarnées. Ainsi, « en droit », la petite cabane au bord de la rivière devient un « bien immobilier », l'adolescent un peu perdu, « un mineur » (ou « un majeur » s'il vient d'un pays pauvre sans autorisation de séjour) et, via la nationalité française, les humains peuvent être catégorisés comme « Français » ou comme « étrangers ». Si cette nationalité apparaît aujourd'hui comme un élément incontournable de l'identification des personnes, il s'agit pourtant d'un concept juridique relativement récent. Bien sûr, la figure de l'étranger, considéré comme l'individu extérieur au clan, existe certainement depuis que les humains s'organisent en groupes, mais il faut attendre le XIX<sup>e</sup> siècle pour que l'État français établisse des règles précises permettant d'assigner à une personne la qualité juridique de Français et que naisse ainsi la nationalité française.

D'abord, pendant une grande partie du Moyen Âge, la qualité de « sujet du roi de France » est discutée exclusivement à l'occasion des litiges successoraux. Pour éviter que les richesses ne quittent le Royaume, les juges décident que seules les personnes nées et résidant sur son territoire doivent être considérées comme sujets du roi, aptes à transmettre leur patrimoine (les autres, nées à l'étranger, sont spoliées à leur décès au profit du roi ou du seigneur local, c'est le fameux « droit d'aubaine »). Une première définition de l'ancêtre du Français se fait donc jour, jurisprudentielle et pragmatique, tandis que, dans la vie courante des campagnes, l'étranger continue d'être celui qui vient d'une autre vallée.

La période révolutionnaire va transformer radicalement la communauté politique et, avec elle, la figure du Français. D'une part, le droit d'aubaine, qui visait les étrangers, est aboli à la fois comme symbole de l'arbitraire royal et dans l'idée que tous les hommes ont les mêmes droits civils. Mais, surtout, les Français cessent d'être des « sujets du roi », ils deviennent des citoyens. Plus encore, ils sont décrits comme « l'universalité des citoyens français » formant le peuple souverain, et les Constitutions qui se succèdent s'emploient chacune à définir non pas le « Français » mais le « citoyen français », la personne titulaire des nouveaux

droits politiques. À ce titre, l'étranger qui s'installe en France et prête le serment civique (le serment révolutionnaire) rejoint le peuple français et peut désigner des représentants à l'assemblée législative. La Constitution montagnarde de 1793 prévoit ainsi que tout étranger domicilié en France depuis une année, qui « y vit de son travail ou acquiert une propriété ou épouse une Française ou adopte un enfant ou nourrit un vieillard », est automatiquement reconnu citoyen français. (On est loin de la citoyenneté européenne qui se négocie en euros<sup>1</sup>.)

La parenthèse se referme assez vite avec l'entrée en vigueur du Code civil des Français, le « code Napoléon », qui vide la catégorie de Français de sa dimension politique émancipatrice et pose les prémices de la nationalité moderne. D'abord, le citoyen (rapidement envoyé aux oubliettes) et le Français sont définis dans des textes distincts. Ensuite, c'est par la filiation (paternelle, bien sûr) que l'on acquiert la qualité de Français : « *Est français l'enfant né d'un père français.* » Le « droit du sang », comme on l'appelle, est consacré et vient supplanter le critère de la résidence – le « droit du sol » – utilisé sous l'Ancien Régime et choisi par les révolutionnaires<sup>2</sup>.

Utiliser la filiation pour caractériser au premier chef le lien entre l'individu et l'État, c'est à la fois en faire un lien familial, une petite affaire privée et un privilège de naissance. Si arriéré qu'il paraisse, ce critère de la filiation figure



1. Moyennant « une donation » de 610 000 € à l'État maltais, il est possible d'obtenir la nationalité maltaise et, du même coup, la citoyenneté européenne qui autorise à circuler et s'installer dans n'importe quel pays de l'Union européenne (UE), alors même que celle-ci interdit aux exilé-es lambda d'accéder à son territoire pour déposer une demande d'asile.

2. Le Code civil prévoit bien qu'à certaines conditions, les enfants de ces immigrés sont français, mais ils ont toute latitude pour réclamer cette qualité ou y renoncer via des déclarations recueillies sur des feuilles volantes, dont les intéressés se prévalent ou non, suivant les circonstances. Sur la place respective du « droit du sang » et du « droit du sol » dans l'attribution de la nationalité française et son évolution sur le long terme, on se reportera à l'article de Jules Lepoutre.

*Plein droit*, n° 142, p. 7.

→ toujours dans la loi : « Est français l'enfant dont l'un des parents au moins est français » (Code civil, art. 18). Et ce « droit du sang » n'a pas eu pour seul effet de neutraliser la dimension politique de la nationalité française, il permet en outre de la présenter comme un attribut de la personne humaine, une sorte de qualité qui coulerait dans ses veines. C'est sur ce genre de conception biologique de la nationalité que fleurissent au XX<sup>e</sup> siècle les thèses les plus ouvertement racistes, comme celle de René Martial, professeur de médecine à la faculté de Paris, qui, en 1934, dans un ouvrage primé par l'Académie française, propose de sélectionner les étrangers admis à travailler en France suivant un « indice biochimique » évaluant leur degré d'affinité sanguine avec les Français. Sans aller nécessairement jusqu'au racisme scientifique, l'idéologie charriée par cette nationalité rattache les individus à leur lignage, à leur origine. Elle légitime durablement les discours ségrégationnistes qui décrivent la nation comme un club fermé, une famille à protéger.

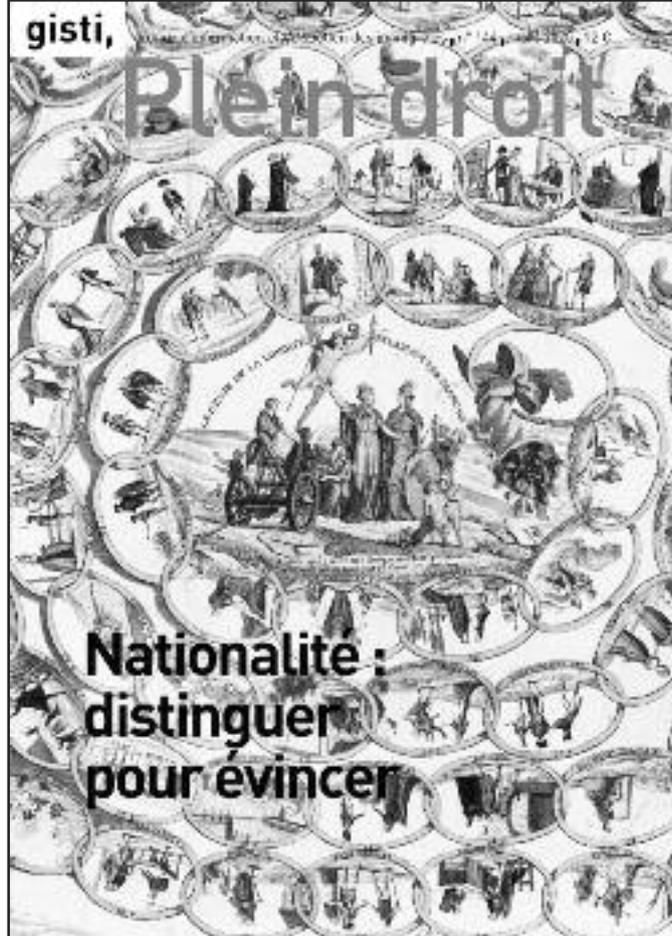
Ainsi, en 1889, la loi vient figer les conditions de fonctionnement du « droit du sol » : elle conforte le système mis en place par la loi de 1851 qui dispose qu'est Française de naissance celle ou celui qui naît sur le territoire français d'un parent lui-même né sur le sol français – c'est le fameux « double droit du sol » –, tandis que l'enfant simplement né en France de parents étrangers devient Français de plein droit à sa majorité<sup>3</sup>. C'est en particulier à cette dernière règle, qui vise celles et ceux que l'on nomme parfois « les immigré·es de la seconde génération », que la droite va s'attaquer en 1993, puis de nouveau en 2024.

« Le droit français de la nationalité est au service de la nation française dont la pérennité postule le rejet d'une société multiculturelle, le maintien d'une communauté de culture », expliquait ainsi, en 1993, le ministre de l'intérieur Charles Pasqua, au soutien d'un texte de loi qui a entériné l'entrée du thème de l'identité nationale dans le débat politique. Avec cette loi du 22 juillet 1993, réformant le droit de la nationalité, la droite porte une lourde charge contre le « droit du sol » qui, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, s'était fait une place importante dans le droit français de la nationalité.

## Le « droit du sol » dans le viseur

Dans la proposition de loi initiale du Rassemblement pour la République (RPR) de juillet 1986, il était prévu de supprimer totalement le « droit du sol ». Pour le député Pierre Mazeaud – qui deviendra membre, puis président du Conseil constitutionnel –, le « droit du sol », institué pour augmenter le contingent de soldats, aurait perdu son utilité. Il aurait aussi perdu sa « justification » car, toujours selon Pierre Mazeaud, d'une part la nationalité doit « résulter d'une véritable adhésion », d'autre part la France n'aurait plus, pour des raisons économiques et démographiques, la même capacité d'assimilation qu'autrefois.

Si le texte finalement adopté en 1993<sup>4</sup> laisse subsister le « double droit du sol », les jeunes nés en France ne deviennent plus automatiquement français à leur majorité mais doivent souscrire une déclaration de volonté. Les débats parlementaires sont un pot-pourri d'arguments fallacieux : il faudrait « mieux respecter les aspirations des diverses commu-



nautés étrangères implantées sur notre sol en vue de garder leur identité nationale et culturelle» et éviter d'intégrer dans la communauté française « des personnes qui ne le souhaitent pas réellement ». L'essentiel de la charge porte sur l'automatisme du processus : la nation existe par le consentement de celles et ceux qui la composent, devenir Français devrait donc être un acte de volonté. On apprend également que l'intégration des personnes étrangères sera d'autant plus aisée que l'identité nationale sera forte et stimulée par cet acte de volonté. Mais alors pourquoi ne pas exiger des enfants de Français, qui sont nés et qui vivent à l'étranger, qu'elles et ils manifestent leur volonté d'être français-es ?

La loi est votée concomitamment à deux autres textes, l'un sur les contrôles d'identité, l'autre sur « la maîtrise de l'immigration », ce qui favorise l'instrumentalisation du droit de la nationalité au profit de la politique migratoire. Cela dit, cette instrumentalisation n'est pas chose nouvelle ; depuis qu'il existe, le droit de la nationalité est au service d'objectifs étatiques primaires : repeupler, coloniser, déporter, précariser, stigmatiser.

## Repeupler, coloniser, déporter, stigmatiser

Dans l'entre-deux-guerres, la classe politique unanime veut combattre la dépopulation considérée comme un mal terrible et fait adopter une loi pour « augmenter la population nationale ». La loi de 1927 libéralise l'accès à la naturalisation, de sorte que des milliers de travailleurs étrangers fraîchement importés par l'État et les patrons depuis la Pologne, l'Italie ou la Tchécoslovaquie, comme les réfugiés – Russes, Arméniens, Allemands, Autrichiens, Espagnols – deviennent éligibles à la nationalité française après seulement trois années passées en France. L'État naturalise allègrement, malgré l'arrivée du chômage, des thèses racistes et des critiques virulentes contre ces « naturalisations scandaleuses<sup>5</sup> ». À la veille de la guerre, la machine à produire du Français tourne de nouveau à plein régime ; cette fois, ce sont les rangs de l'armée qu'il s'agit de pourvoir.

Pour illustrer la manière dont l'État instrumentalise la nationalité française, on pourrait montrer comment aujourd'hui encore il s'acharne contre des anciens colonisés devenus Français après les déclarations d'indépendance, pour empêcher qu'ils ne transmettent leur nationalité aux enfants nés au pays. Après une vie passée à travailler en France, ces vieux immigrés comptaient bien leur en faire cadeau et leur conférer ainsi un droit au séjour permanent en France. Mais c'était sans compter avec les tracasseries liées à la preuve de l'état civil qui « s'impose comme l'obstacle majeur pour la reconnaissance ou l'acquisition de [la] nationalité française <sup>6</sup> ». C'était sans compter non plus avec la mesquinerie et le racisme des juges de la Cour de cassation qui ont élaboré une règle de preuve ubuesque pour ressusciter une nationalité au rabais, une nationalité française non transmissible par la filiation <sup>7</sup>... On pourrait décrire aussi le patriarcat dont les règles d'attribution de la nationalité française ont été clairement le vecteur jusqu'en 1973, puisque la femme mariée a longtemps « suivi la condition juridique de son mari ». Et cela, même si l'automatisme de l'acquisition de la nationalité pour les étrangères épousant un Français suscite déjà, dans l'entre-deux-guerres, beaucoup de méfiance à l'encontre de celles qui contracteraient « un mariage de pure forme dans le seul but de tenir en échec des mesures de police ou de surveillance <sup>8</sup> ».

Certain·es ont beau présenter la nationalité comme un lien fort entre l'État et l'individu, un élément qui relèverait de l'identité profonde de chacun·e et dessinerait ainsi une véritable communauté nationale, l'histoire montre qu'elle est d'abord un outil forgé par l'État pour fournir de la chair à canon, discipliner les travailleurs, assujettir et humilier les colonisés, réguler l'immigration, bref, gérer les populations.

## Des pratiques administratives racistes et antipauvres

Et la période contemporaine ne vient pas démentir l'analyse. Depuis les années 1990, l'objectif de lutte contre l'immigration est venu contaminer le droit de la nationalité et en restreindre toutes les voies d'accès, et prioritairement l'acquisition par mariage et la naturalisation. Alors que, sous l'empire de la loi de 1973, la personne qui épousait un ou une Française pouvait immédiatement devenir française, elle doit désormais attendre quatre années et apporter des preuves tangibles que le couple mixte file toujours le parfait amour. S'il soupçonne une fraude, le ministère public peut à tout moment chercher à faire tomber la nationalité française acquise par mariage. C'est que l'étranger – et surtout l'étranger pauvre – est toujours soupçonné, par les textes et les agents de l'administration, d'être un fraudeur.

En matière de naturalisation, la condition d'« assimilation à la communauté française », posée en 1945 et jamais remise en cause depuis, sert de fondement aux pratiques institutionnelles les plus ouvertement racistes. Dans certaines préfectures, il est arrivé que des femmes portant le hijab soient priées de le retirer en vue de l'entretien individuel d'assimilation, le refus valant défaut d'assimilation. Plus généralement, les personnes de culture ou de religion musulmanes (ou supposées telles) sont systématiquement soupçonnées d'être mal assimilées.

Mais, au-delà des motivations racistes induites par la condition légale d'assimilation, la grande majorité des refus de naturalisation sont motivés par « l'absence de ressources stables et suffisantes » des aspirant·es. Alors même que cette condition de richesse ne figure nulle part dans la loi, l'administration et le Conseil d'État ont décrété que, pour être naturalisé français, il fallait justifier d'une bonne « insertion professionnelle ». Cela permet d'exclure beaucoup de vieux travailleurs immigrés arrivés dans les années 1960 et qui, pour avoir travaillé sans être déclarés ou pour des salaires de misère, vivent aujourd'hui avec le minimum vieillesse. Cette exigence écarte aussi une bonne partie des personnes inaptées au travail; elle évince, d'une manière générale, les chômeurs, les précaires, les intermittents du spectacle, celles et ceux qui enchaînent les CDD, les contractuel·les de la fonction publique qui n'ont pas accès au statut de fonctionnaire précisément car ils et elles ne sont pas français·es... Bref, le bon Français est blanc et de culture catholique, il est de préférence salarié et il doit être en bonne santé.

Il faut se plonger dans la lecture des décisions préfectorales de refus pour comprendre le dispositif d'humiliation à l'œuvre. Untel n'a « pas été en mesure de donner une définition acceptable de la laïcité et de la démocratie » lors de son entretien en préfecture; une autre « ne travaille que 30 heures par semaine, ce qui ne lui donne pas une autonomie matérielle suffisante », une autre encore « n'a pas su expliquer pour quelle raison elle souhaitait devenir française »...



3. Pour la première fois, avec cette loi de 1889, l'État se dote d'un corpus de règles qui lui permettent de déterminer précisément qui est français et qui est étranger. C'est ainsi la fin progressive d'une période où le statut des immigrés – qui vivent dans les zones frontalières et les grandes villes – reste relativement indéterminé, et c'est en quelque sorte l'apparition de la nationalité telle que nous la connaissons (même s'il faut attendre encore pour que les cartes d'identité se généralisent et parachèvent le mécanisme d'identification stricte et certaine).

4. Sur les circonstances de l'adoption de la loi du 22 juillet 1993, dite loi Méhaignerie, voir la contribution d'Emmanuel Blanchard et Émilien Fargues, *Plein droit*, n° 142, p. 19.

5. Vichy s'attellera à « éliminer de la collectivité française les éléments nuisibles qui avaient pu s'y introduire ». Entre 1940 et 1944, ce sont ainsi plus de 15 000 personnes qui seront dénaturalisées par une commission spécialement créée à cet effet. Voir Claire Zalc, *Dénaturalisés. Les retraits de nationalité sous Vichy*, Seuil, 2016.

6. Voir l'article de Stéphanie Calvo, *Plein droit*, n° 142, p. 36.

7. Précisément, la Cour de cassation a décidé qu'un certificat de nationalité ne prouvait la nationalité que de son titulaire, interdisant aux descendants majeurs des personnes titulaires de ces certificats de s'en prévaloir pour établir eux-mêmes leur nationalité française transmise par le lien de filiation !

8. Voir la contribution de Linda Guerry, *Plein droit*, n° 142, p. 15.



Pourtant, c'est très simple, si certaines personnes qui vivent en France souhaitent devenir françaises, c'est pour se soustraire définitivement aux exigences d'une administration brutale et structurellement raciste, pour vivre sans redouter d'être un jour chassées pour avoir perdu son travail ou son mari français. Comment admettre que certaines reçoivent automatiquement cette nationalité française de leur parent, y compris si elles ont été adoptées<sup>9</sup>, tandis que cette nationalité reste inaccessible à d'autres, qui vivent ici depuis des décennies, au motif qu'ils sont trop pauvres ou trop musulmans, ou encore parce que les aléas de la vie les ont maintenus dans un statut administratif flou<sup>10</sup>?



Cabu, «Chasseur»

Telle qu'elle existe, la nationalité, celle qui définit en contrepoint les étrangers, est un privilège qu'on reçoit par le hasard de la naissance, en héritage ou qu'on peut acheter. Et cela, avec des conséquences d'autant plus graves que, depuis les années 1980, la nationalité est devenue un instrument clef du bouclage des frontières: seuls les nationaux de certains États – riches – sont dispensés de visa et autorisés à gagner l'Europe, les autres sont triés sur le volet depuis leur pays d'origine et majoritairement contraints de risquer leur vie et celle de leurs enfants sur des embarcations de fortune. ■

**Karine Parrot,**

professeure de droit à l'université de Cergy-Pontoise,  
membre du Gisti

Voir aussi Karine Parrot, *Étranger*,  
Anamosa, collection Le mot est faible, 2024.

9. Voir l'article d'Yves Denéchère, *Plein droit*, n° 142, p. 11.  
10. Voir l'article Filipina Salomon, *Plein droit*, n° 142, p. 23.

## Riche Arabie saoudite, l'enfer du décor

**L'Arabie saoudite (un peu plus de 32 millions d'habitants en 2022, dont 18 800 000 Saoudien-nes) ne pourrait fonctionner sans ses ouvrier-es, employé-es, soignant-es et même cadres émigré-es (environ 13 500 000). Que ce soit dans les bureaux, les hôpitaux, sur les chantiers ou dans l'espace familial, elles et ils sont des millions à avoir quitté leur pays, et la plupart du temps leur famille, contre un emploi et la promesse d'un salaire qui leur permettrait de faire vivre leurs proches avec, en perspective, un retour au pays et d'argent pour réaliser leurs rêves...**

**C**ERTAINS TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES étrangères sont en situation illégale, sans contrat de travail (il a expiré et n'a pas été renouvelé, ou ils ont été piégés par un intermédiaire véreux qui n'avait pas de « parrain » à leur proposer, ou trop exploités-es, ont voulu changer d'employeur sans passer par leur « parrain »...) et peuvent à tout moment être arrêtés, se retrouver en prison ou en centre de rétention pour des mois et des mois, puis, dans le meilleur des cas, expulsés. Ces personnes sont en danger d'être encore plus exploitées et réduites au rang d'esclaves quand elles travaillent sans contrat légal.

La réalité de la vie et du travail dans ce royaume est bien loin des promesses qui leur sont faites avant leur départ; le pays, sous la houlette de son prince futur héritier, Mohammad Ben Salman, se veut ultra-moderne, inclus dans la vie internationale, et sur le chemin du changement... mais ses lois et ses coutumes restent parmi les plus archaïques et les plus dures au monde pour les femmes, qu'elles soient saoudiennes et, plus encore, lorsqu'elles sont étrangères.

Les femmes des pays pauvres, africains, arabes ou asiatiques, qui viennent y travailler sont plus proches des esclaves – corvéables sans limite, punissables et même



« vendables » – que des employées de maison comme nous les connaissons en Europe.

Vous êtes marocaine, ougandaise, kenyane, bangladaise, etc., pauvre, avec une famille à nourrir, des études à payer pour des frères ou sœurs, des parents âgés ou malades : une solution est d’émigrer.

### Les employeurs saoudiens vous attendent

Mais d’abord il faut pouvoir y aller, donc signer un contrat dans le pays de départ (lequel voit d’un bon œil ces transferts, car cela ramène de l’argent au pays) et, là, il faut en passer par un intermédiaire qui, déjà, prend de l’argent pour s’occuper de votre voyage et de votre arrivée. En particulier, il faut trouver, pour l’émigrante (idem pour les hommes), un « kafil », toujours un homme, c’est-à-dire une sorte de parrain, un tuteur, une caution – parfois ce sera l’employeur lui-même mais pas toujours ; certains en font un métier et gèrent de nombreux migrant-es.

Ce système, la *kafala* – le fait d’avoir une caution, un répondant – vaut aussi pour les femmes saoudiennes, éternelles mineures soumises à la tutelle d’un homme, père, frère aîné, etc. – malgré de petites évolutions souvent contournées.

À l’arrivée, le passeport est confisqué et le contrat de travail, signé, est rarement respecté ou est si vague que l’on peut tout demander à l’employée de maison qui bien souvent ne parle ni l’arabe ni l’anglais : bien rares sont celles qui sont payées pour les nombreuses heures supplémentaires qu’elles exécutent ou bénéficient d’une journée de repos.

Ceci ne serait encore pas « trop grave » s’il n’y avait pas le reste : par exemple les « ventes » sur Internet à prix cassés d’employées dont l’employeur ou l’employeuse est mécontent-e ; ou, pire encore – violence domestique,

coups, privation de nourriture, violences sexuelles, viols... et parfois même, assassinats.

Quant à celles qui ont des enfants nés de relations sexuelles forcées ou consentantes avec leur patron (ou ses fils ou un autre homme), en tant que mère sans mari, elles ne peuvent faire enregistrer les naissances de ces enfants qui se retrouvent sans papier ni nationalité. Elles ne peuvent pas retourner dans leur pays ou alors il leur faudrait abandonner leur(s) enfant(s).

Des centaines de femmes ces dernières années sont rentrées chez elles dans un cercueil avec, pour expliquer la cause de leur mort, un certificat de « mort naturelle ».

Quant à celles qui se révoltent et passent à des actes violents – blessant ou tuant leur employeur (dans le cas de viol par exemple), et encore plus souvent celles qui les martyrisent au quotidien, leur patronne –, c’est la peine de mort quasi assurée par décapitation, sauf si la famille de la victime « pardonne », ce qui se transforme alors en prison à vie. On note aussi beaucoup de suicides...

Le résultat de ces conditions d’esclavage est que des milliers d’employées demandent chaque année le rapatriement dans leur pays, en ayant tout perdu.

Malgré ces conditions désastreuses, la misère et les espoirs étant infinis dans les pays les plus pauvres, il y a toujours de nouvelles arrivées dans le royaume saoudien. ■

Colette Berthès

Sources : *New York Times*, 16 mars 2025, « Why Maids Keep Dying in Saudi Arabia » ; *Middle East monitor*, décembre 2024, Amnesty international, *L’Humanité*.

# Argentine : nouvelle répression et nouvelle résistance

**Les mauvaises nouvelles continuent d'arriver d'Argentine, dans un contexte de pauvreté, de faim et de chômage, avec le président Javier Milei – dénoncé pour une arnaque cryptographique internationale –, et sa ministre de la Sécurité, Bullrich, qui est soupçonnée d'agir comme dans une « dictature ». Du point de vue du peuple, la situation devient dramatique.**

**A**VEC LES POLITIQUES D'AJUSTEMENT drastiques de ce gouvernement ultralibéral, le groupe social qui est le plus impacté est celui des retraité-es. Tous les mercredis, les retraité-es manifestent contre les mesures gouvernementales; le montant des retraites est très faible par rapport à l'inflation actuelle, la suppression de la gratuité des médicaments et des traitements, nombre de leurs droits ont été bafoués ces derniers mois. Tout cela fait référence à la période ménémiste (du président Carlos Menem), dans les années où les retraité-es, mené-es par Norma Plà, manifestaient également pour leurs droits.

Chaque mercredi, depuis des mois, il y a des manifestations de retraité-es, pour lesquelles la ministre de la Sécurité, Patricia Bullrich, mène une forte répression contre les personnes âgées. Des gaz, des coups et bousculades ont été vu-es à la télévision aux abords du Congrès national. Mais le pire a eu lieu lors de la manifestation du 12 mars 2025. On connaît les méthodes de Patricia Bullrich, ancienne ministre de la Sécurité sous Mauricio Macri de 2015 à 2019, et ses « modes de répression » contre les manifestant-es.

Le déni extrême de ce gouvernement s'inscrit dans ce qui est appelé la « bataille culturelle », comme l'a démontré le discours de haine de Javier Milei du 23 janvier 2025 à Davos, où on l'a entendu crier : « *Comme dénominateur commun dans les pays et les institutions qui sont en faillite, c'est le virus mental de l'idéologie woke, c'est la grande épidémie de notre temps dont il faut guérir, c'est le cancer qu'il nous faut rejeter.* » Entendre ces paroles du président argentin a généré choc, de la peur et le rejet, et met en évidence le revers de toutes les réalisations obtenues par le mouvement LGBT dans ce pays. Face à ce discours odieux, la réponse a été, le 1<sup>er</sup> février 2025, une marche massive de la Fierté LGBT et des femmes, en rejet du discours de Milei et des menaces en termes de parité de genre et de déni du féminisme par le gouvernement. De fait, certaines politiques de prévention sexuelle ont été supprimées, comme la distribution gratuite de préservatifs. Le 8 mars, des milliers de femmes sont

également sorties pour protester contre les menaces qui génèrent de l'angoisse face à la suppression possible de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse de 2020<sup>1</sup>.

Ce que toutes ces situations nous montrent clairement, c'est que malgré le positionnement répressif et menaçant du gouvernement Milei, les mouvements sociaux continueront à résister avec force pour défendre leurs droits, et en solidarité pour soutenir les opprimés. Car malgré tout, une grande partie du peuple argentin reste debout...

Actuellement, le ministère de la Sécurité applique le protocole « anti-piquetage » : « *Les nouvelles réglementations du ministère de la Sécurité de la Nation permettent aux forces fédérales d'intervenir en cas de protestation dans lesquelles la circulation des personnes et des moyens de transport est interrompue*<sup>2</sup>. »

De plus, lorsque ce protocole est appliqué, les forces de l'ordre peuvent photographier et filmer les manifestant-es pour en identifier les dirigeant-es. La marche des retraité-es du 12 mars 2025 était accompagnée par des supporters de football des grands clubs argentins, dont Boca, River, Chacarita (le premier à appeler pour soutenir Jubilados), Independiente, Tigre, etc. Cet appel était surprenant, car l'« inimitié » entre ces équipes et leurs supporters est bien connue, mais la solidarité manifestée en soutien aux retraité-es a été applaudie par de nombreuses personnes.

Pour la ministre Bullrich, il s'agissait d'une « provocation » et elle a déclaré qu'elle allait « les attendre ». En effet, le déploiement des forces fédérales a été important, police fédérale, police de sécurité aéroportuaire, préfecture, gendarmerie et police municipale, y compris personnel en tenue civile. La manifestation était prévue à 17 heures, mais les forces fédérales ont commencé à la réprimer dès 16 heures, avec des gaz lacrymogènes, des poursuites et des embuscades devant le Congrès national. Des images des brutalités ont été vues, comme celle de Beatriz Blanco, une retraitée de 81 ans, qui est tombée sur le dos après avoir été frappée féroce à la tête par un policier. Non loin des lieux, et presque au même moment, le photographe Pablo Grillo, 35 ans, qui travaillait, a été touché par un projectile de gaz lacrymogène. Il a été transporté en ambulance, mais il est actuellement en détention et se bat pour la vie.

Cent quatorze personnes ont été arrêtées lors de cette manifestation. Face aux médias, Bullrich n'a fait que minimiser la situation et défendre les actions des forces de sécurité. En fait, parlant du photographe blessé, elle l'a qualifié de « militant kirchnériste », comme si être un militant de l'opposition était un crime. Elle a été critiquée par l'opinion publique et par des journalistes, liés ou non à sa politique, et pour ses déclarations.

Cependant, malgré les intimidations des forces de l'ordre et les menaces publiques de la ministre, les retraité-es et



Norma Plá, 1991

leurs sympathisant-es continuent de manifester, cernant le Congrès, bien que toutes les forces fédérales soient présentes.

### **Le peuple continue de manifester pour exiger l'État de droit et la démocratie**

Le 24 mars 2025, la marche pour la Mémoire a eu lieu une nouvelle fois sur la Place de Mai, quarante-neuf ans après le dernier coup d'État militaire de 1976-1983 qui a fait 30 000 disparus en Argentine. Une foule s'est rassemblée pacifiquement dans les rues et, ce jour-là, « le protocole anti-piquetage » n'a pas été appliqué. Il a été démontré que les gens peuvent manifester en paix puisqu'il n'y a pas eu de troubles. Le peuple continue de soutenir les Mères et Grands-Mères de la Place de Mai, même si le gouvernement est ouvertement « négationniste ».

### **Norma Plá, retraitée emblématique des années 1990**

Ces derniers temps, la figure de cette militante à la retraite renaît. Sous le gouvernement néolibéral de Carlos Menem, dans les années 1990, chaque mercredi, elle et plusieurs groupes de retraité-es manifestaient aux abords du Congrès national, au cœur de Buenos Aires, pour exiger une augmentation des pensions et des retraites. Ce

mouvement a donné naissance à la pratique du blocage de rues. Ce fut le précurseur du mouvement Piquetero connu pour ses barrages routiers. Norma Plá incarnait la rébellion et générait une inspiration chez les jeunes de l'époque; plusieurs groupes de musique célèbres lui ont dédié des chansons qui reflétaient son courage: *Bersuit Vergarabat*, *Las Manos de Filippi* ou *Resistencia Suburbana*. « *Si quelqu'un a faim, il va aussi sortir et se battre* », a déclaré Norma Plá aux journalistes; elle était l'invitée de plusieurs programmes télévisés très regardés. C'était une référence qui n'a arrêté son combat qu'à son dernier souffle. Elle est décédée en 1996, laissant un héritage inoubliable qui ressurgit avec force en ces temps troublés.

Beaucoup d'entre nous se souviennent du jour où elle a interrogé le « super ministre de l'Économie » du gouvernement Menem, Domingo Cavallo, jusqu'à ce qu'elle le fasse pleurer, exigeant calmement mais fermement ses droits et ceux de tous ses collègues. L'héritage de résistance laissé par Norma Plá résonne dans divers secteurs sociaux et ses propos n'ont rien perdu leur pertinence. ■

**Belén Cabrera**

1. Belén Cabrera, « Argentine : Femmes et extrême droite », *Casse-rôles*, n° 29, p. 38-39.

2. <<https://www.chequeado.com> checkado.com>, 24 janvier 2024.



Manifestation des retraité-es, 12 mars 2025

# Des Juifs contre le sioniste

**Poursuivons et approfondissons le débat sur sionisme et antisémitisme, avec le très bon livre de Sonia Fayman, Béatrice Orès et Michèle Sibony, *Antisionisme, une histoire juive*.**

**L**ES AUTRICES ONT COLLECTÉ DES TEXTES émanant du monde juif, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> à nos jours, qui analysent et critiquent l'idée sioniste. Critiques développées par des congrès de rabbins, des hommes politiques, des philosophes, des écrivains juifs du monde occidental et du monde arabe. Critiques qui ont été mises sous le boisseau, étouffées, niées, voire assimilées à de la « honte de soi », qui serait pour les sionistes une forme d'antisémitisme intériorisé !

Ce qui apparaît, c'est que, dès les prémices, ceux qui ont critiqué le sionisme ont vu clair en pointant le nationalisme exacerbé, le racisme, en particulier dans cette idée que « la race juive » serait supérieure, et un coup de main à l'antisémitisme. Puis, en dénonçant la colonisation, la militarisation, l'expansionnisme et l'impérialisme à l'œuvre derrière cette couverture de « foyer national juif », d'autant plus facile à endosser après la Shoah.

La Conférence centrale des rabbins américains, en 1897, considère « l'agitation et la propagande sioniste comme détournant la mission d'Israël du domaine de la religion et de l'humanisme dans une direction étroitement politique et nationale où le judaïsme perd son fondement universel et sacré, ainsi que sa signification historique ». Elle évoque « une utopie irréfléchie menée par le ballet grotesque de politiciens insensés ». Un rabbin russe, Schneersohn, publie en 1903 une virulente diatribe contre le sionisme qui voudrait convaincre les juifs « que le nationalisme plutôt que la foi suffirait à faire d'eux des juifs accomplis ».

Parmi la population juive établie en Palestine, avant le début de l'immigration sioniste, deux communautés hongroise et lituanienne ultraorthodoxes fondent le groupe radicalement antisioniste « Neturei karta », en 1938. Une de leurs références spirituelles, le rabbin Domb, installé à Londres après la Seconde Guerre mondiale, considère, en 1958, « l'establishment de l'État sioniste comme le défi de notre temps, en ce qu'il sème la confusion, y compris chez les plus pieux ». Il écrit : « L'idéologie sioniste tout entière est la négation complète des principes fondamentaux de notre foi. »

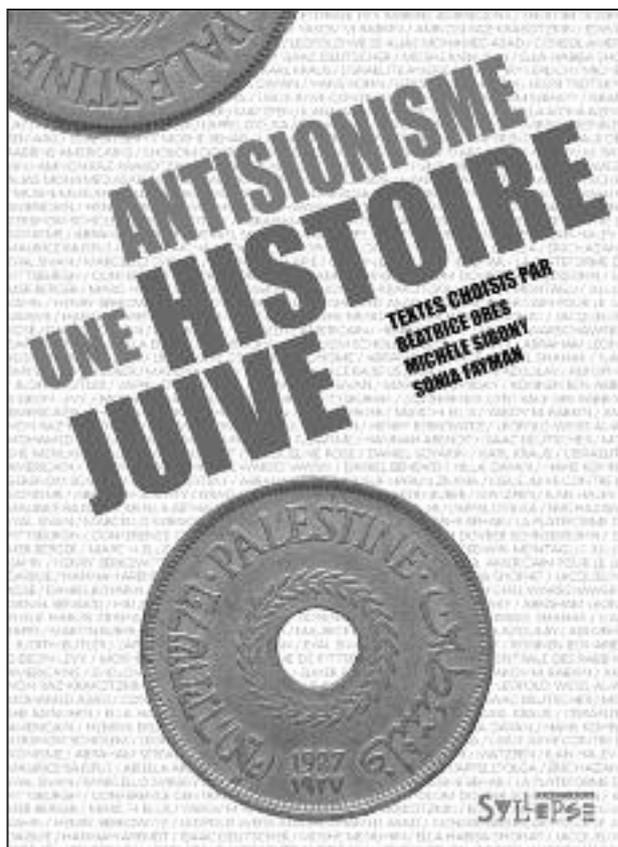
Elmer Berger, rabbin réformé américain, a participé à la fondation du Conseil américain pour le judaïsme, la plus importante organisation antisioniste juive américaine. Dans un article de 1981, « L'Idéologie sioniste, obstacle à la paix », il déplore que « l'information mesurée, délivrée par les antisionistes américains ou ouest-européens, ait pâti d'un manque de ressources et ait été constamment submergée par une propagande sioniste très maîtrisée et largement financée ». Il consi-

dère nécessaire qu'un débat ait lieu sur le sionisme, tant dans le monde juif que dans le reste du monde, et que « les critiques constructives des politiques israéliennes destructives soient délivrées de toute stigmatisation d'antisémitisme ».

Marc H. Ellis, enseignant l'histoire et les études juives dans une école de théologie américaine, prône une théologie juive de libération. Il s'en prend à la théologie juive contemporaine qui « met en mots éloquents les victimes de Treblinka et Auschwitz, mais ignore Sabra et Chatila, qui paie tribu au soulèvement du ghetto de Varsovie, mais n'accorde aucune place à l'Intifada de ceux qu'a ghettoisés le pouvoir israélien ».

Yakov M. Rabkin, chimiste et historien, quitte l'URSS en 1973, passe à Jérusalem où il étudie le judaïsme et devient religieux, puis il s'établit à Montréal. En 2004, il écrit *Au nom de la Torah : une histoire de l'opposition juive au sionisme*, qui « entend combattre l'équivalence développée par les sionistes et leurs alliés : antisémitisme = antisémitisme ». Il remarque la quasi-absence de textes opposés au sionisme dans l'historiographie de l'État d'Israël. « Ainsi les élèves des écoles d'État en Israël apprennent les mythes fondateurs du nouvel État et lisent les biographies de grands sionistes. »

Le Bund, Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, Pologne et Russie au début du XX<sup>e</sup>, se méfie du chauvinisme auquel conduit « un sentiment national



exacerbé». Il rejette le sionisme en tant que mouvement de la petite et moyenne bourgeoisie juive à la «tactique réactionnaire... et opportuniste à l'égard de l'antisémitisme», par ailleurs «inculquant une psychologie de ghetto».

Lord Edwin Samuel Montagu, homme politique anglais, ministre de l'Armement, puis secrétaire d'État pour l'Inde, «seul ministre juif du cabinet de Lloyd George au moment de la déclaration Balfour en 1917, fut aussi le seul à s'y opposer». Les autrices font remarquer que «Lloyd George et Arthur Balfour étaient des protestants évangéliques pour lesquels le sionisme pouvait représenter une étape dans la réalisation de leurs prophéties millénaristes». Montagu s'explique avec finesse et humour dans son *Memorandum sur l'antisémitisme du gouvernement [britannique] actuel*: «La guerre a justifié le patriotisme comme motif premier de la pensée politique», écrit-il. «C'est dans cette atmosphère que le gouvernement propose d'entériner la formation d'une nouvelle nation avec un nouveau foyer en Palestine... Quand on dit que la Palestine est la patrie nationale des Juifs, chaque pays voudra immédiatement se débarrasser de ses citoyens juifs et vous trouverez une population en Palestine chassant ses habitants actuels, s'appropriant le meilleur du pays, venue de tous les côtés du globe», tandis que «les Juifs seront traités comme des étrangers dans tous les pays sauf la Palestine». Il prétend que les juifs britanniques, compte tenu de leurs implications dans la vie publique, désirent «être considérés, non comme des Juifs britanniques, mais comme des Britanniques juifs». Il ironise sur le fait qu'«il y a trois fois plus de Juifs dans le monde qu'il serait possible de faire entrer en Palestine, si l'on en chassait toute la population qui y vit maintenant [...] La Palestine deviendra le ghetto du monde». Il termine en assurant «Lord Rothschild que le gouvernement sera prêt à faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir que les Juifs en Palestine jouissent d'une liberté complète d'établissement et de vie sur un pied d'égalité avec les habitants de ce pays qui professent d'autres croyances religieuses».

**En 1919, une protestation contre un État sioniste, signée par trente et un membres éminents de la communauté juive américaine, est adressée au président Wilson et constitue la première opposition conséquente du judaïsme américain à la déclaration Balfour.**

Ils font des «objections [tant] à l'organisation d'un État juif en Palestine... qu'à la ségrégation des Juifs considérés comme entité nationale dans quelque pays que ce soit». Ils protestent «contre la demande des sionistes de reconfigurer les Juifs en une entité nationale à laquelle serait accordée une souveraineté territoriale en Palestine», estimant qu'elle peut mener à «la fin de ce mouvement revendicatif plus large des Juifs pour une citoyenneté et des droits humains pleins et entiers dans tous les pays où ils ne leur sont pas encore garantis». Ils font eux aussi

remarquer cette évidence: «Pour la population juive de ces pays [Russie et Roumanie], estimée entre six et dix millions de personnes, la Palestine ne peut pas devenir une patrie.» Considérant «la conjoncture actuelle des problèmes du monde» (on est en 1919) et appelant au «principe démocratique accordant des droits égaux à tous les citoyens d'un État», ils jugent qu'«un tel projet de ségrégation est d'orientation nécessairement réactionnaire, d'esprit antidémocratique et totalement contraire aux pratiques de libre gouvernement [...]. Nous demandons que la Palestine soit constituée en un État libre et indépendant, gouverné sous une forme démocratique, sans distinction de race, de croyance ou d'origine ethnique».

En 1943, «dans ce moment de confusion mondiale», le Conseil américain pour le judaïsme, fondé par des rabbins réformés, fait une déclaration. Prenant acte de la détresse des Juifs européens chassés, expulsés, déportés, alors que «pendant des siècles, les Juifs se sont considérés comme citoyens des pays dans lesquels ils vivaient [...] selon l'ancien commandement juif». «La loi du pays est la loi», et admettant que «la Palestine a contribué à l'atténuation de la catastrophe actuelle [...] en offrant un refuge», il déclare cependant: «Nous nous opposons à l'ambition de créer un état national juif en Palestine ou ailleurs, que nous jugeons défaitiste et n'offrant pas de solution pratique au problème juif. Nous nous dissociions des doctrines qui lui sont associées, empreintes de racialisme, de nationalisme et théorisant le manque de foyer national pour les Juifs... doctrines contraires à la tranquillité des Juifs, en Palestine, en Amérique et en quelque lieu où des Juifs puissent se trouver. [...] Nous espérons voir enfin s'installer en Palestine un gouvernement démocratique, autonome, dans lequel juifs, musulmans et chrétiens seront équitablement représentés, jouissant de droits égaux et de devoirs égaux.»

Un texte d'Hannah Arendt, en 1945, envisage «l'alternative à la voie préconisée par Herzl, qui aurait consisté à organiser le peuple juif de manière à négocier sur la base d'un grand mouvement révolutionnaire». Le seul à avoir imaginé cela fut «le grand sioniste français, Bernard Lazare, qui dût quitter l'organisation dès 1899. À partir de cette date, plus aucun dirigeant sioniste officiel n'osa lutter aux côtés des forces révolutionnaires d'Europe. Au lieu de cela, les sionistes en vinrent à rechercher la protection des grandes puissances en échange de services possibles [sans avoir] pris conscience du fait qu'être protégés par ces intérêts impérialistes soutient un peuple tout comme la corde soutient le pendu». Elle fait remarquer que la gauche au pouvoir en Israël s'était «contentée d'ajouter le sionisme officiel à son socialisme» et que «le parti travailliste juif a lutté contre le parti travailliste arabe... sans accorder aucune attention aux conditions économiques des Arabes... transformés du jour au lendemain en prolétaires potentiels», par contre obsédé par le «travail juif», c'est-à-dire le travail pour les Juifs d'abord!

Moshe Menuhin, le père du violoniste Yehudi, né dans une famille hassidique, ayant étudié en Israël jusqu'à 20 ans, part à New York en 1913 et devient l'un des théoriciens juifs américains de l'antisionisme diasporique.

➔ À 80 ans, en 1974, il écrit : « *En dépit de la tragédie subie par ce peuple juif qu'on a persuadé d'abandonner le judaïsme prophétique, universel et éthique pour une vie séculière, temporaire, scintillante et aveuglement excitante dans un nouvel État national-socialiste juif, conquérant et expansionniste [...], j'ai toujours espéré que [...] la nouvelle génération des Juifs israéliens se libérerait des idéaux archaïques et obsolètes de l'État-nation prédateur, impérialiste et colonialiste qui ont détruit leur jeunesse, leur bien-être et leurs patries.* » Il parle de la petite pépite juive que son grand-père « *lui a plantée dans le cœur: un noyau dur d'universalisme et de judaïsme prophétique, avant que je subisse l'influence suffocante du nationalisme "juif" et du racisme du "peuple élu" au lycée Herzliya en Palestine, où j'ai étudié de 1909 à 1913.* » (Déjà!) « *Comment des Juifs instruits, sages, âgés, civilisés, éthiques et humains ont-ils pu perdre la tête et leur sagesse triplement millénaire pour embrasser les idéaux païens, matérialistes et sanglants d'un nationalisme politique prédateur [...] et se mettre à menacer, défier, soumettre, déloger, occuper, et saisir les foyers et les patries de millions d'Arabes.* » Il parle du rêve sioniste de « *grand empire juif, en réalité défendu par un peuple maintenu en permanence sous les armes, financé par des Juifs américains, canadiens et anglais, ignorants et lobotomisés.* » On était dans les années 1970, il pouvait encore rêver que « *des vents se lèvent avec rage contre l'Israël sioniste isolé et exposé.* »

La famille d'Ella Habiba Shohat, originaire de Bagdad, a fait partie de l'immigration massive de Juifs du Maghreb et du Proche-Orient à l'initiative de l'Organisation sioniste, entre 1950 et 1960. Elle est à présent aux États-Unis « *une représentante notable de la pensée multiculturelle... critique radicale du sionisme et d'une société israélienne façonnée par les institutions sionistes ashkénazes.* » Elle se définit « *juive arabe* » et a travaillé sur la place des Juifs orientaux en Israël qu'on appelle les *mizrahim* pour qui « *le sionisme européen a été [...] un gigantesque massacre culturel.* » Elle dénonce comment « *l'establishment sioniste d'Israël [...] a créé les conditions de la discorde entre mizrahim et Palestiniens... réprimant ou récupérant tous les éléments susceptibles de favoriser une alliance progressiste entre eux.* »

Si « *le sionisme se présente comme la solution à un antisémitisme ontologique [...] et l'État d'Israël comme le refuge de tous les Juifs du monde,* » il prend soin de distinguer dès les débuts entre juif de la diaspora, « *passif, misérable, lâche, improductif, qui a vécu deux mille ans d'oppression, une longue parenthèse honteuse* » et le juif nouveau qui va accéder à la souveraineté par un État-nation. Quant à la lutte contre l'antisémitisme, ce n'est pas son objectif. Le philosophe allemand Constantin Brunner disait en 1924 : « *Je ne veux pas prendre en considération les "solutions" que les antisémites et les sionistes prétendent apporter à la "question juive". Il n'existe pas de question juive, mais uniquement une question des antisémites... et de leur haine des Juifs. Antisémites et sionistes, tous deux veulent sortir ceux qui sont d'origine juive de leurs peuples respectifs pour les transformer en Juifs au sens politique.* »

Erlich, dirigeant du Bund, écrit en 1938 : « *Le sionisme s'est transformé en un allié ouvert de notre ennemi juré: l'antisémitisme. Le Bund considère comme criminelle l'attitude méprisante des sionistes envers la diaspora, leur disposition à sacrifier les intérêts de millions de Juifs du monde entier pour les Juifs "élus" de Palestine.* »

Il y a encore de très beaux textes condamnant l'impérialisme et le colonialisme. L'entreprise de colonisation sioniste, commencée en 1882, s'est poursuivie grâce au soutien militaire et financier des puissances impérialistes, dont le projet colonial est, comme le dit Arie Bober, en 1972, « *d'agir contre les aspirations de toutes les masses arabes à l'unification.* » Des ligues pour la lutte contre le sionisme se créent en Irak, en Égypte dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. « *Le sionisme est en train de contribuer à faire du monde arabe, réputé pour son amitié traditionnelle envers les Juifs, un terrain propice à l'antisémitisme. [...] L'antisémitisme n'avance que là où la démocratie recule. Le fascisme, voilà l'ennemi n° 1 des Juifs. [...] Nous tenons le sionisme responsable de la pénétration de l'idéologie et de la pratique fasciste dans le judaïsme. [...] Les Juifs d'Égypte sont soumis à une intense propagande sioniste qui leur inculque une idéologie chauvine-raciste et cherche à dévier toute leur attention et leur activité vers la constitution d'un soi-disant État juif en Palestine [...] tendant à séparer la communauté juive du peuple égyptien pour l'isoler dangereusement.* » On trouve aussi un texte de 2010 d'Ilan Pappé, « *l'un des chefs de file des nouveaux historiens qui, au début des années 80, reprennent l'histoire [...] remettant en question l'historiographie israélienne.* » Il étudie les prémisses du sionisme dans les écrits même de Herzl, « *marqué par le nationalisme romantique qui faisait rage à Vienne [...] nationalisme de la race et des ancêtres [...] qui a finalement engendré l'aberration nazie,* » et soulevé par le « *messianisme germanique* » qu'il hébraïse en décrivant son rêve de réincarnation du royaume biblique de Salomon et de son Troisième Temple. À côté de ces élucubrations, Herzl écrivait dans son journal que « *les Arabes de Palestine devaient être expulsés sans que cela ne se voie, avec discrétion et circonspection.* »

## C'est raté pour la forme, mais cela s'est fait quand même !

Et après ? Le philosophe Martin Buber, la revue *Matzpen* de l'Organisation socialiste israélienne, prennent position contre le sionisme tandis qu'en 1975, l'Assemblée générale de l'ONU définit le sionisme comme une forme de racisme. Ilan Halevi, cofondateur de la *Revue d'études palestiniennes*, choisit de devenir citoyen palestinien et représentera l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat, en Europe. En 1988, il décrit la transformation du « *rêve israélien* » en cauchemar militarisé et comment, à partir de la guerre de 1967, « *l'ivresse militariste assure la métamorphose du sionisme hypocrite au sionisme cruel, de celui qui se cache à celui qui se vante de ses forfaits.* »

La philosophe Judith Butler questionne la légitimité de la fondation de l'État d'Israël, ce qui ne signifie pas pour elle « *rejeter les Juifs israéliens à la mer* », mais juste reconnaître qu'aucun État ne peut légitimement se maintenir à travers la domination violente d'une population autochtone et minoritaire qui vit sur cette terre et que « *les injustices, du fait des expulsions, des assassinats, des privations de droit, n'ont pas seulement marqué la fondation de l'État d'Israël, mais [...] qu'elles sont des formes fondamentales de reproduction de cet État et de ses effets de légitimation.* »



L'Appel d'Olga, en 2004, a trouvé un écho auprès de 400 intellectuels juifs et palestiniens. Il prône « *la vérité et la réconciliation* » et considère l'impasse dans laquelle se trouve l'État d'Israël, qui devait apporter la sécurité aux Juifs et n'a fait qu'édifier le plus vaste ghetto de l'histoire juive. Il demande « *la fin immédiate de l'occupation* » et de la discrimination envers les Palestiniens, préalable indispensable à la vision d'une vie commune.

Eric Hazan et Eyal Sivan critiquent la partition en deux États ethniquement ou religieusement homogènes comme fausse solution, entérinant les faits accomplis, et défendent plutôt la solution d'un État unique « *commun à tous ses citoyens, libres et égaux devant la loi* ».

Un universitaire argentin travaillant sur les relations de pouvoir dans les contextes coloniaux et un architecte israélien ont recherché ensemble ce qui faisait la vie commune aux Juifs et aux Arabes dans la Palestine historique, avant l'établissement sioniste, et les formes de cette vie commune que les sionistes, dès avant la création de l'État d'Israël, ont rapidement éradiquées, « *vandalisées* », disent les auteurs, dans une « *aspiration à détruire les conditions d'existence des formes de vie traditionnelles dans le pays* ». Ce qui excluait non seulement les Palestiniens, mais aussi les Juifs orientaux, les *mizrahim* originaires des pays arabes et même d'orient plus lointains et qui créait une nette séparation avec « *les sionistes européens qui concevaient la réalité autochtone comme incompatible avec le sionisme aussi bien racialement que culturellement et physiquement* ». Le sionisme n'a pas seulement laminé le peuple palestinien, il a aussi laminé l'esprit des Israéliens. « *Dans la société israélienne, on est consacré à devenir un oppresseur volontaire* », inadapté à vivre dans une société d'égaux. Les auteurs ne se font pas trop d'illusions : ils font un travail militant de dé-sionisation, « *une préparation culturelle dans l'élaboration de la conscience collective d'un peuple encore à venir* ».

Lancé en 2008, le Réseau international juif antisioniste s'engage pour le démantèlement du régime d'apartheid israélien, le retour des réfugiés palestiniens et la fin de

la colonisation israélienne sur la Palestine historique, dénonçant le sionisme comme raciste, antisémite et islamophobe.

Tant de voix se sont élevées dans le monde juif, non seulement pour dénoncer le sionisme, mais pour proposer des solutions démocratiques et, cependant, nous en sommes arrivés à l'apartheid institutionnalisé et au génocide méthodique. Aujourd'hui, l'impunité et le soutien des grandes puissances occidentales, dont jouit le gouvernement israélien d'extrême droite, et le dernier caprice de Trump de faire de Gaza une riviera pour riches montrent à quel point, parce qu'ils ont des fortunes colossales et se sont emparés de tous les médias et moyens de propagande, une poignée de milliardaires, évidemment d'extrême droite, noie les consciences, étouffe toute dissidence

et, détruisant le peuple palestinien, entend nous faire savoir ce qui attend les peuples qui prétendent exister et résister. ■

**Michèle Monico**

À lire (entre autres),

« *Non, nous ne sommes pas un peuple élu !* » *Sionisme et antisémitisme dans les années trente. La doctrine du Bund polonais dans les textes*, Acratie, 2016.

*Vider la Palestine des Palestiniennes et des Palestiniens et créer un État pour empêcher leur retour était un crime contre l'humanité.*

*Les responsables, celles et ceux qui l'ont mis en œuvre, étaient des Juives et des Juifs sionistes, formés en Europe à devenir des agents coloniaux.*

*Dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale, les puissances impériales euroaméricaines ont confié la Palestine aux sionistes par la voix de l'organisation internationale qu'elles avaient créée à la fin de cette guerre pour les aider à imposer un nouvel ordre mondial.*

*La Palestine est à vous, dirent-elles, en vertu du droit des Nations Unies.*

*Et, ce faisant, elles ont désigné les Palestiniennes et les Palestiniens comme les corps sur lesquels ces crimes contre l'humanité seraient inscrits.*

**Ariella Aïsha Azoulay**

Ariella Aïsha Azoulay est une théoricienne de la photographie, essayiste et cinéaste française et israélienne, née en 1962 à Tel Aviv, d'un père originaire d'Algérie et d'une mère née en Palestine, issue d'une famille juive séfarade venue de Bulgarie et de Grèce.

# Blanche Gardin est antisémite. Moi aussi !

**En juillet 2024, lors d'une soirée caritative *Voices for Gaza*, les humoristes Aymeric Lompret et Blanche Gardin ont commis un sketch que vous trouverez en ligne<sup>1</sup>.**

RÉCEMMENT, la rabbine Delphine Horvilleur a partagé sur les réseaux sociaux une vidéo de la journaliste Elisheva Gottfarstein, diffusée sur la chaîne Akadem, qui est un véritable lynchage de Blanche Gardin (mais pas d'Aymeric Lompret, on ne sait trop pourquoi). Laquelle, paniquée qu'on l'associe à Dieudonné, a réagi en demandant à la rabbine de retirer cette vidéo. Celle-ci a répondu avec un certain mépris, beaucoup de froideur et un peu d'ironie.

Par hasard, je suis tombée sur cette réponse. J'ai donc cherché la lettre de Blanche, puis la fameuse vidéo d'Elisheva Gottfarstein, dont j'avoue qu'elle m'a laissée sur le cul.

Le conditionnel, Elisheva, n'est pas une démonstration. Pour démontrer que le sionisme n'est pas un colonialisme, il faut un argument un peu plus solide que «le sionisme serait un colonialisme». Le seul argument qui pourrait infirmer le fait que le sionisme soit un colonialisme, c'est que l'État juif n'en était pas encore un avant de se rendre militairement maître de la Palestine. Mais si on veut bien admettre que la conquête, par des Européens, du continent américain est une forme de colonialisme précédant la naissance d'États autonomes, alors la conquête militaire de la Palestine par des Juifs biélorusses, russes, polonais, etc., qui en firent ensuite un État, est bel et bien ce type de colonisation. On sait d'ailleurs ce que les Britanniques aussi ont pris dans les dents à l'occasion de cette conquête dans la Palestine dont ils étaient mandataires.

Faut-il rappeler que cette branche ultranationaliste du sionisme, qui a donné naissance à l'État d'Israël, a suscité dès sa naissance une opposition antisioniste juive qui ne s'est pas départie depuis ? On se renseignera avec profit là-dessus dans la recension de Sonia Fayman Béatrice Orès, et Michèle Sibony, *Antisionisme, une Histoire juive*, aux éditions Syllepse, qui couvre une période allant de 1885 à 2019.

Selon Elisheva, être antisioniste consisterait à priver les Juifs et Juives du seul «refuge» qu'ils ont, cet État. Outre le fait que la violence de la colonisation en a fait un des endroits les plus insécures du monde pour les Juifs, depuis quand «État» signifie-t-il «État ethnique» ou «État religieux»? Les États pratiquant l'occupation et une forme d'apartheid peuvent-ils espérer apporter à leurs citoyennes une forme quelconque de sécurité? Hélas, les faits démontrent le contraire.

Elle attaque ensuite Blanche Gardin sur ses déclarations à propos des *fakes news* relayées par les médias pendant plusieurs semaines au sujet des 40 bébés décapités. On comprend que cette surenchère laisse perplexe. Mais ce n'est pas sur cela que va répondre, forcément à côté, Elisheva. Elle va biaiser de deux façons : en affirmant qu'il est loisible

d'avoir le détail des tueries, ce qui est exact – c'est d'ailleurs ainsi qu'on a fini par savoir que les décapitations de bébés n'avaient pas eu lieu –, mais aussi en mettant en avant le massacre plus récent de la famille Bibas, dont personne n'a jamais prétendu que c'était une *fake new*, et pour cause. Or, à aucun moment Blanche n'a nié les massacres qui avaient eu lieu.

Elisheva lui reproche de «savoir ce qui est bon pour les Juifs», en choisissant parmi eux ceux avec lesquels elle se sent des affinités, Tsedek pour ne pas les nommer. «Elle trie entre les bons et les mauvais.» Mais n'est-ce pas ce que nous faisons tous, Elisheva la première, quand elle parle des Juifs décoloniaux comme des Juifs qu'adorent les antisémites? Pas les bons donc, on l'aura compris.

Les reproches à l'humoriste d'avoir l'empathie unilatérale laissent pantoise quand on voit l'empathie manifestée par Elisheva pour les dizaines de milliers de morts palestiniennes. Parler de «ceux qui méritent sa compassion, ou pas» constitue une drôle d'attaque qui pourrait jouer les boomerangs.

Du sketch qui l'a tant choquée, Elisheva retient que c'est une tentative de démonstration que l'antisémitisme n'existe pas, puisqu'il ne sert que d'argument pour faire taire les soutiens à la cause palestinienne. Eh bien, c'est un sophisme, en plus d'être un procès d'intention. Que l'accusation d'antisémitisme soit utilisée à vaste échelle pour censurer les soutiens de la cause palestinienne n'entraîne absolument pas que l'antisémitisme n'existe pas, ni même que les humoristes le laissent entendre. Mais Elisheva ne comprend vraiment rien à l'humour. Elle ne comprend pas que comparer l'antisémitisme à l'alcoolisme, ce n'est pas valoriser l'antisémitisme, et elle ne comprend pas non plus que quand la salle crie «On est antisémites», ça veut dire, littéralement, «on s'en fout d'être accusés d'antisémitisme, on soutient les Palestiniennes». Puisque dès qu'on le fait, on encourt une accusation aussi infamante, allons-y franco. Tout ça est de l'humour par l'absurde, comme de montrer la chaise vide de Jordan Bardella qui, lui, est guéri de son antisémitisme.

«Ce sketch, dit-elle, est un condensé de toute la problématique de l'antisémitisme de gauche.» Eh bien non, c'est un condensé de toute la problématique de l'intimidation mémorielle pour servir par ailleurs les agendas les plus sanglants.

La démonstration par Dieudonné de l'antisémitisme de Blanche touche le fond de l'indigence argumentaire. Car Dieudonné a apprécié ce sketch. Sauf que ce qu'il dit n'a strictement rien à voir avec ce que dit Blanche. Lui parle de «compétition victimaire» et de «Shoaaaaa». C'est-à-dire qu'il a un discours antisémite. Pourtant, qu'il ait aimé ce sketch et qu'il soit antisémite n'entraînent pas que Blanche le soit.

# C'EST DANS LES VIEUX CHAUDRONS QU'ON FAIT LES MEILLEURS CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

C'est ce qu'on appelle une confusion entre la corrélation et la causalité. L'obsession de Dieudonné est raciste. Par conséquent tout ce qui peut être approprié comme une critique de ce qu'il appelle « *compétition victimaire* » est bon à prendre. L'obsession de Blanche, c'est la défense des Palestinien·nes et son opposition à un gouvernement d'extrême droite qui s'efforce de les anéantir. Je me permets de rappeler que l'antisémitisme est une forme de racisme envers les personnes juives qui pousse, comme pour toute forme de racisme, à vouloir *a minima* les discriminer, *a maxima* les anéantir. Les mots ont un sens.

Comment appeler ce rapport assez effrayant qu'ont certain·es Israélien·nes et certains des soutiens d'Israël, avec les Palestinien·nes? On pourrait faire un intéressant florilège de toutes les déclarations monstrueuses et parfaitement inhumaines qu'on a pu entendre ces derniers mois. La question n'est pas posée, c'est bête.

Elisheva passe ensuite aux actes antisémites qui ont explosé partout dans le monde, et surtout en France, et au fait que des personnes juives aient été tuées parce que juives. Tout ça est vrai, bien qu'il soit difficile d'en imputer la responsabilité à Blanche.

Personne ne nie les traumatismes des Juifs. En tout cas, Blanche Gardin ne le fait pas, pas plus qu'Aymeric Lompret. Ce qu'ils font, c'est nier que la solidarité envers les Palestinien·nes ait quoi que ce soit à voir avec l'antisémitisme.

Je résume: il n'est pas question des massacres de Palestinien·nes, qualifiés par l'ONU d'actes génocidaires et de crimes contre l'humanité. Elisheva n'englobe pas les populations arabes dans cet humanisme qu'elle jette à la figure de Blanche Gardin. On a envie de lui rétorquer une bonne fois pour toutes qu'heureusement beaucoup de Juifs et de Juives sont antisionistes, ou simplement solidaires des Palestinien·nes, qu'ils le manifestent aux États-Unis, en France, en Israël même, partout où ils se trouvent, et tant mieux, qu'ils ne veulent pas avoir de sang sur les mains et refusent le suprémacisme juif – hélas trop repré-



senté en Israël –, refusent les colonies, refusent la haine et le racisme, refusent cette course en avant vers un état de guerre permanent.

J'ai lu, donc, la réponse de Delphine Horvilleur, qui a partagé sur les réseaux cette vidéo peu reluisante. Puisqu'elle l'a partagée, elle en était d'accord, jusque dans les amalgames douteux, les biais malhonnêtes et les torsions de raisonnement. Il est par conséquent normal qu'elle réponde à la lettre désespérée de Blanche, qui n'a pas de sang-froid, par cette adresse glacée; normal qu'elle ne relève pas la malhonnêteté de la comparaison avec Dieudonné, normal qu'elle ne retire finalement rien à ce qui a été dit, et si mal dit.

En tout mal, tout déshonneur: c'est l'époque! ■

Laurence Biberfeld

1. <<https://www.youtube.com/watch?v=5riRhsKYHOQ>>.

# Orwell, sa femme et...

**Parfois lire un livre emmène le lecteur là où il ne pensait pas aller. C'est ce qui m'est arrivé.**

**L'***Invisible M<sup>me</sup> Orwell* d'Anna Funder<sup>1</sup> n'est pas un livre supplémentaire sur Orwell, enfin pas tout à fait. L'autrice, australienne, s'est appuyée sur 8 ou 9 biographies, toutes écrites par des hommes et sur d'innombrables autres sources. En le lisant, je me suis trouvé confronté à trois choses différentes: la façon dont les femmes des grands hommes (mais pas seulement eux) sont invisibilisées, un récit de la révolution espagnole vue par les yeux d'une simple (un peu plus que cela quand même) secrétaire et la question du rapport entre l'œuvre et son auteur. Ce livre parle essentiellement de la façon dont la femme d'Orwell a vécu auprès d'Eric Blair, plus connu sous le nom de Georges Orwell.

L'actualité, quelle que soit la forme qu'elle prenne, laisse, offre, hélas, une grande place aux femmes et à leurs histoires, agressions, revendications etc. L'autrice, Anna Funder aborde entre autres choses ces trois domaines notés plus haut. Elle examine l'attitude que Blair, pas encore Orwell, a envers les femmes dans ces années qui précèdent la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est rien de dire qu'il n'est que peu exemplaire. Arrivé à la fin de ce paragraphe, je m'aperçois que j'ai de même invisibilisé cette femme en oubliant de mentionner son nom.

## L'héroïne de ce livre s'appelle Eileen O'Shaughnessy

Issu d'une famille de la bonne société britannique, ruinée, Blair sera, en Birmanie, policier au service du colonialisme anglais, un amateur de jeunes prostituées birmanes. De retour en Angleterre, il est travaillé par ses pulsions sexuelles qui l'entraînent dans de multiples relations de courte durée pouvant aller jusqu'à une tentative de viol. Certes, passer au crible la vie privée d'un auteur, si cela est assez courant aujourd'hui, ne l'était pas alors. Là, cette enquête systématique a pour origine la prise de conscience d'Anna Funder, grande fan de Georges Orwell et de ses livres, du *Quai de Wigan* à 1984. C'est en se posant la question suivante « mais où est sa femme? », qu'elle entreprend la reconstitution du destin d'Eileen.

Dans la mouvance, tant libertaire que de gauche, *Hommage à la*

*Catalogne*<sup>2</sup> occupe une place importante. Curieusement, si Orwell mentionne à plusieurs reprises la présence de son « épouse », à aucun moment il ne dit son prénom, comme si seule sa fonction par rapport à lui avait une quelconque importance.

## Allons à Barcelone, l'année 1936 !

Eric et Eileen viennent de se marier le 6 juin 1936, quand il décide de rejoindre la révolution espagnole. Que fit-elle alors ? Eh bien, tout ce que toute bonne épouse fait, elle prépare les bagages de son mari, elle finance son départ en mettant au clou de la vaisselle de sa famille et, une fois lui parti, elle envoie à l'éditeur la dernière version du *Quai de Wigan* qu'elle a révisée et tapée.

Orwell semble avoir rejoint le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM)<sup>3</sup> sur les conseils de sa tante, très engagée politiquement ; lui ne semble pas très bien savoir où il met les pieds. Eileen, loin de son homme, décide de le rejoindre. Par le biais de cette tante, elle est embauchée sans salaire comme secrétaire auprès de la délégation de l'Independent Labour Party (ILP)<sup>4</sup> à Barcelone. Elle va tout y prendre en main, même en prêtant de l'argent au délégué. « *La première partie de son travail concerne la logistique. L'ILP s'occupe de trente et un combattants. Eileen doit faire acheminer leurs lettres, télégrammes et colis entre l'extérieur et le front. Elle leur trouve des vêtements, de l'argent, du tabac, des petites gâteries (chocolat, margarine, cigares).* »

En outre c'est elle qui s'occupe de la propagande vers le Royaume-Uni. C'est elle qui glorifie les actes des milices. L'hôtel où elle réside est l'endroit où tous les correspondants étrangers viennent aux nouvelles. Il s'y rencontre aussi bien des combattants que des espions. En fait, Eileen y tient ce que l'on pourrait en d'autres temps, autres lieux,

nommer « salon ». Elle fait forte impression au point que son « chef » déclare : « *Un homme qui a su conquérir une femme d'une telle trempe doit avoir de la valeur.* »

Elle minimise ce qui se passe dans ses lettres à sa mère. Le bombardement de Barcelone a été « très intéressant », dit-elle. Elle réussit à convaincre un de ses amis, Kopp, de l'emmener sur le front. Elle y passe trois nuits, va dans les tranchées et intervient partout où elle peut. Elle écrira « *en vérité je ne me suis jamais autant amusée* ». Elle s'occupe



tellement des hommes qu'un commentateur parlera de son instinct maternel. Mais Orwell ne mentionnera nulle part sa présence sur le front.

### À son retour à Barcelone, il est minuit dans le siècle<sup>5</sup>

La clandestinité devient une condition de survie. À Moscou, Staline a décidé de liquider tout ce qui ressemble de près ou de loin à une opposition. La chasse aux membres du POUM est ouverte. C'est le règne de la terreur. Au front l'ennemi était devant, à Barcelone il est partout. Eileen sait qu'elle est devenue une cible. Richard Rees, meilleur ami d'Orwell, alors de passage, dira: «*Je me suis rendu compte ensuite qu'elle était la première personne chez qui je percevais ce que cela faisait de vivre sous le joug de la terreur politique.*» À partir de ce moment, il n'est plus question que de trouver les moyens d'échapper aux staliniens. Simultanément, sur le front, Orwell est blessé à la gorge. Quarante-huit heures après, Eileen l'a rejoint, le prend en charge et l'installe dans un sanatorium. Remis, ils décident de rentrer chez eux, mais Orwell tient à avoir une décharge prouvant qu'il s'est battu et retourne au front pour l'obtenir. À ce moment-là, pour partir il faut des tampons des autorités. C'est Eileen qui fait les démarches au risque de se faire arrêter. Pendant les quelques jours qui se passent avant de prendre le bon train pour la France, Orwell, Eileen et leurs amis vivent dans une semi-clandestinité. Les membres du POUM sont raflés et assassinés. Anna Funder écrit qu'en retraçant le périple d'Orwell en Catalogne, elle avait noté qu'il mentionne «*ma femme*» 37 fois dans son livre, sans jamais écrire son nom et elle ajoute «*à une épouse – une fonction – on peut tout prendre*».

De retour en Grande-Bretagne, Orwell et Eileen vont vivre dans une espèce de baraque insalubre où il fait un froid de gueux. Elle tape sur une table branlante et propose des modifications qu'il discute et ne cesse de lui redonner une nouvelle version. Il y aurait un roman à écrire à propos de ce lieu où ils élèvent des poules, des chèvres et des canards et n'ont à manger que des œufs. Le roman fini, expédié, Orwell tombe malade et est hospitalisé. La nouvelle est brutale: tuberculose. Séjour en sanatorium, voyage au Maroc pour se remettre, tentation assouvie des jeunes Berbères.

Le deuxième livre important d'Orwell, *La Ferme des animaux* naît pendant la guerre. Orwell veut écrire un essai antistalinien. C'est Eileen qui lui suggère de prendre la forme d'une fable animale. Orwell reconnaîtra à mi-mots



qu'elle a contribué à en élaborer le plan. Ce sera un succès. À la fin de la guerre, la victoire devenant probable, Eric et Eileen décident d'adopter un enfant. C'est elle qui s'occupe de toutes les démarches. Ils sont très heureux. Peu après l'adoption, Orwell part en Allemagne faire un reportage et elle tombe malade. C'est un cancer. Elle va à l'hôpital. Elle meurt. Orwell cherchera alors quelqu'un qui acceptera de devenir veuve d'un homme de lettres. Il se sait très malade, mais il a besoin de quelqu'un pour tenir son intérieur et taper son œuvre.

### La décence ordinaire d'Orwell

C'est sous le vocable anglais *common decency* que ce concept est devenu à la mode. Selon Orwell, le monde ouvrier, de par sa condition, serait plus enclin que d'autres couches de la société à l'entraide, à la fraternité, à un comportement «*moral*». Voilà ce qu'il appelle la décence ordinaire. C'est à mon avis la vision de quelqu'un qui est extérieur à ce monde et qui tend à l'idéaliser. C'est aussi pour lui une façon d'échapper à cette façon d'être, Orwell dira, «*J'ai mis le meilleur de moi-même dans mes livres*», qui restent incontournables, leur auteur beaucoup moins. Non? ■

Pierre Sommermeyer

1. Éditions Héloïse d'Ormesson, 2024.

2. Version originale: <<https://gutenberg.net.au/ebooks02/0201111.txt>>.

3. Le POUM est un rassemblement de petits groupes marxistes antistaliniens. Il est remarquable que nombre de commentateurs déclarent qu'Orwell a rejoint les Brigades internationales alors que c'est justement elles qu'il a fuies avec beaucoup de membres du POUM. Les mêmes évitent soigneusement de préciser que ce parti est le rassemblement de petits groupes réunis autour de leur opposition radicale au «*marxisme*» stalinien russe.

4. L'ILP est le plus ancien des partis travaillistes; il formera avec d'autres le Labour, en sortira pour rester libre par rapport à ses convictions pacifistes et antistaliniennes. Il sera en Grande-Bretagne le parti frère du POUM.

5. Victor Serge, *S'il est minuit dans le siècle* (éd. Grasset). Ce roman a été écrit «*en mémoire de ceux du POUM, Kurt Landau, André Nin, Erwin Wolf, disparus à Barcelone et dont on nous a ravi la mort même*».



# MIKA ETCHEBÉHÈRE

« Ce qui peut me rester de l'anarchisme, c'est mon incapacité à respecter les hiérarchies imposées et ma foi dans le cercle de l'égalité... »

Texte : MLT & Dessins : OLT (CC BY-NC-SA)

Ses parents juifs ayant fui la Russie, Michèle Feldman naît le 2 février 1902 en Argentine. Dans sa ville, Rosario, elle milite dès 15 ans chez les anarchistes.



Étudiante à l'université de Buenos Aires, elle rencontre en 1920 Hippolyte Etchebéhère, militant au groupe Insurrexit.



En couple, ils rejoignent l'Europe en 1931. Ils sont à Berlin en octobre 1932. Ils constatent *La tragédie du prolétariat allemand* qui donnera le titre de son livre à Hippolyte Etchebéhère.



Le 12 juillet 1936, ils sont à Madrid. Ils s'engagent dans la colonne du POUM. Nommé commandant, Hippolyte est tué le 16 août. Ses camarades éliront Mika responsable de sa compagnie.



Fin 1936, elle est officier à la 14<sup>e</sup> Division de l'Armée populaire dirigée par l'anarchiste Cipriano Mera. Lors des journées de mai 1937 à Barcelone, arrêtée par des agents staliniens, elle est libérée sur intervention de Mera.



Elle rejoint le groupe féministe libertaire Mujeres Libres.



Après la chute de Madrid le 28 mars 1939, elle rejoindra la France, qu'elle quittera pour l'Argentine à cause de ses origines juives. De retour en France en 1946, elle devint traductrice. Elle meurt le 7 juillet 1992 à Paris.



Voir aussi le livre de l'Argentine Elsa Osorio, *La capitana*, éditions Métailié, 2012.

## MIKA ETCHEBÉHÈRE : MA GUERRE D'ESPAGNE À MOI (POCHE)

« C'est l'un des textes les plus forts sur la guerre d'Espagne, écrit par Mika Etchebéhère (1902 — 1992), une internationaliste argentine francophile qui dirigea une colonne du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) en 1936. On y croise des révolutionnaires antistaliniens, des anarcho-syndicalistes, des marxistes hétérodoxes, tou-tes habité-es par la conviction d'imminents lendemains qui chantent. Ce livre porte la parole rare d'une femme au combat. À nos yeux, un chef-d'œuvre. » <[www.editionslibertalia.com](http://www.editionslibertalia.com)>



# Contre toutes les guerres

« Qu'on fasse cesser cette danse des morts. » Cette phrase a été prononcée par Stéphanie Bouvard, féministe et antimilitariste, en novembre 1915.

C'EST LE TITRE D'UN CHAPITRE du livre d'Hélène Hernandez, *La Guerre contre les femmes. Les femmes contre la guerre*, plus que jamais d'actualité à l'heure où l'on parle réarmement et hausse des crédits militaires.

Pour pallier cette hypocrite emphase guerrière, il faut lire ce livre, recueil commenté et enrichi de textes publiés dans *le Monde libertaire* et dans la revue *Casse-rôles*. Il se divise en trois parties.

La première reprend des textes écrits par des femmes anarchistes à différentes époques historiques. Emma Goldman en 1917, Hélène Brion en 1918, Nelly Trumel en 1993; des textes antimilitaristes qui s'inscrivent dans l'histoire face à la violence, et adoptent un point de vue féministe.

La deuxième partie expose les effets négatifs de la guerre sur les femmes, englobant violence militaire, patriarcale et capitaliste. En effet, la guerre contre les femmes n'est pas que celle qui utilise des armes, c'est aussi la guerre quotidienne en temps de paix, la guerre qui opprime, exploite, discrimine.

La troisième partie donne la parole aux femmes qui, partout dans le monde, luttent: au Chiapas, au Rojava contre la guerre et la domination masculine et capitaliste et rejoignent les combats contre l'extractivisme forcené, au mépris des populations locales, et contre l'énergie nucléaire.

**La guerre est à nos portes et l'a toujours été en dépit des médias qui ne nous informent pas toujours et choisissent les conflits qui ont un intérêt géopolitique.**

En 2023, il y avait 59 conflits dans le monde: en Afrique, Asie, au Moyen-Orient. Ces mêmes médias qui taisent souvent les sévices spécifiques infligés aux femmes: viols, tortures, blessures. Parmi ceux-ci, l'auteur cite la purification ethnique déployée dans la guerre en ex-Yougoslavie au début des années 1990 et le film *Le Silence de Sibel* d'Ali GEGAMEH, qui raconte l'histoire d'une jeune fille yézidie, enlevée par Daesh devant sa famille massacrée en Irak, et réduite à l'esclavage.

« Les violences sexuelles liées aux conflits sont dues à la militarisation, à la prolifération des armes, l'impunité, l'effondrement des institutions mais aussi aux inégalités fondées sur la guerre, les normes sociales discriminantes et néfastes. »

Hélène Hernandez fait également référence au discours guerrier d'Emmanuel Macron, qui parlait déjà de guerre contre le Covid, de réarmement démographique pour exhorter les femmes à faire plus d'enfants en France – devenue le deuxième pays du monde exportateur d'armes, et qui verra son budget militaire augmenter de façon inversement proportionnelle à celui des services publics en déshérence...

Emma Goldman, en 1917: « La tentative d'allumer la torche des furies de la guerre est des plus monstrueuses... Je parlerai contre la guerre jusqu'à mon dernier souffle. » ■

Annie Nicolai

Sources: Entretien avec Hélène Hernandez, « Au fil des pages », sur Radio libertaire, 12 mars 2025.



**Et pour se réjouir, malgré tout, on chantera avec Dominique Grange, toutes ses chansons contre la guerre!**

Dominique Grange, Tardi, Jean Pierre Verney. *1914-1918. Chansons contre la guerre. Des lendemains qui saignent*, Casterman, 2014.



# Le Petit Commerce

de Boris Vian



*J'ai vendu du mouron mais ça n'a pas marché  
 J'ai vendu des cravates, les gens étaient fauchés  
 J'ai vendu des ciseaux et des lames de rasoir  
 Des peignes en corozo, des limes et des hachoirs  
 J'ai essayé les fraises, j'ai tâté du muguet  
 J'ai rempaillé des chaises, réparé des bidets  
 Je tirais ma charrette sur le mauvais pavé  
 J'allais perdre la tête, mais j'ai enfin trouvé  
 Je roule en Cadillac dans les rues de Paris  
 Depuis que j'ai compris la vie  
 J'ai un petit hôtel, trois domestiques et un chauffeur  
 Et les flics me saluent comme un des leurs  
 Je vends des canons, des courts et des longs  
 Des grands et des petits, j'en ai à tous les prix  
 Y a toujours amateur pour ces délicats instruments  
 Je suis marchand d'canons,  
 venez me voir pour vos enfants  
 Canons à vendre!*

*Avec votre ferraille on forge ces engins  
 Qui foutront la pagaille parmi ceux du voisin  
 Ça donne de l'ouvrage à tous les ouvriers  
 Et chacun envisage de fonder un foyer  
 Pour se faire des finances on fabrique des lardons  
 On touche l'assurance et les allocations  
 Ça n'a pas d'importance car lorsqu'ils seront grands  
 Ils iront en cadence crever pour quelques francs  
 Je vendais des canons dans les rues de la terre  
 Mais mon commerce a trop marché  
 J'ai fait faire des affaires à tous les fabricants  
 d'cimetières  
 Mais moi maintenant je me retrouve à pied  
 Tous mes bons clients sont morts en chantant  
 Et seul dans la vie je vais sans souci  
 Au coin des vieilles rues, le cœur content, le pied léger  
 Je danse la carmagnole, y a plus personne sur le pavé  
 Canons en solde!*

## RELIGIEUSES OU CAPITALISTES



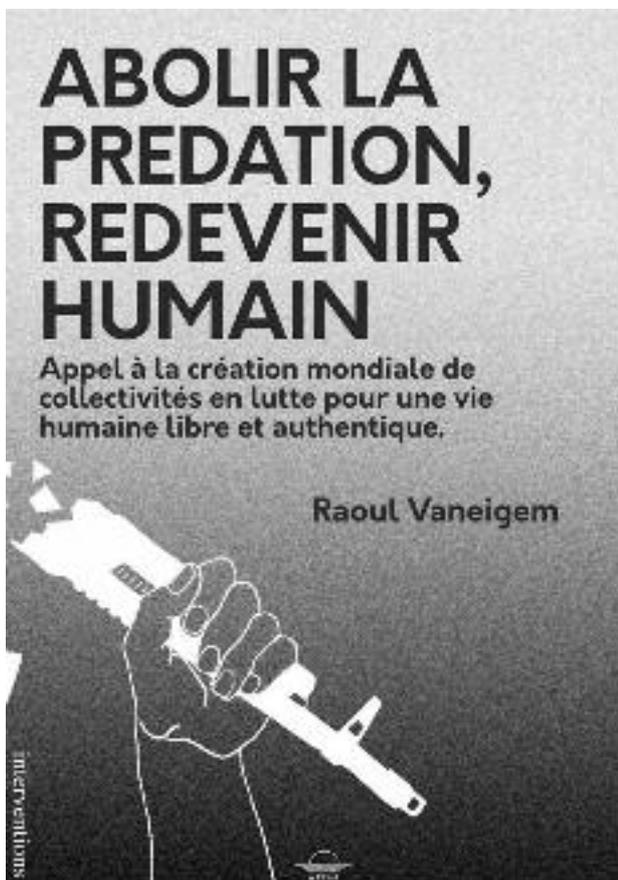
## A BAS TOUTES LES ARMÉES !

## Abolir la prédation. Redevenir humain

### Appel à la création mondiale de collectivités en lutte pour une vie humaine libre et authentique

**Nous avons fait de l'Homme la honte de l'humanité. Du plus lointain des temps à nos jours, aucune société n'a atteint le degré d'indignité et d'abjection attesté par une civilisation agro-marchande qui passe, depuis dix mille ans, pour la Civilisation par excellence.**

**L** EST INDÉNIABLE que nous avons hérité d'un instinct de prédation et d'un instinct d'entraide. Ils constituent notre part d'animalité résiduelle. Mais alors que la conscience d'une solidarité fusionnelle favorisait notre humanisation progressive, l'agressivité prédatrice développait en nous une tendance à l'autodestruction. Est-ce si difficile à comprendre ?



Dessin de Garance Tefnin

L'apparition d'une économie sacrifiant la vie au Travail, au Pouvoir, au Profit, a marqué une rupture avec l'égalitarisme et l'évolution symbiotique des civilisations pré-agricoles. L'agriculture et l'élevage ont privilégié l'instinct prédateur, aux dépens d'une pulsion de vie qui n'a jamais renoncé à rétablir sa souveraineté usurpée.

L'appropriation, la compétition, la concurrence se complaisent à exalter le « fauve civilisé » dont la sublimation spirituelle sert à légitimer leurs entreprises. Sous sa forme emblématique, le lion donne ainsi à croire qu'il est naturel de le chasser et d'opprimer les bêtes. Ce qui s'impose ainsi, en fait, c'est la dénaturation de l'être humain. On chercherait en vain, parmi les carnassiers les plus impitoyables, une cruauté aussi déli-bérée, une férocité aussi inventive que celle qu'exercent Justice, Religion, Idéologie, Empire, État, Bureaucratie.

Il faut voir le rictus des marchands d'armes à l'heure où leurs produits tarifés déshiquettent femmes, enfants, hommes, bêtes, forêts et paysages. « À la guerre comme à la guerre », n'est-ce pas ?

Le Profit a le cynisme du fait accompli. Il ne nous cache rien de ces restaurants sans cœurs où des messieurs-dames se bâfrent, tandis que leurs godillots de luxe dégoulinent de sang et d'excréments.

Pourquoi se gêner tant que l'opinion publique préformatée prend parti pour l'un ou l'autre belligérant, comme s'il s'agissait d'un match de football opposant Russie, Ukraine, Israël, Palestine ? Les paris sont ouverts et les hurras des spectateurs couvrent les hurlements des foules massacrées.

# Féminisme et antimilitarisme: appel à la cohérence

**Comment peut-on se dire communiste, socialiste, féministe, écologiste... et ne pas s'opposer, cette fois frontalement et radicalement, à cette visée guerrière ?**

« Le Schneider, le Krupp, le Daudet, le Léon Nailby  
Le monsieur des filatures, celui du pétrole  
Et celui de l'agence Havas  
Se tapent joyeusement sur les cuisses  
Quelle bonne plaisanterie...  
Mais il y a trop de travailleurs dans le monde  
Il faut les expédier dans l'autre.  
Et le sourire de la bourgeoisie s'est figé  
La prochaine guerre va commencer. »

Jacques Prévert

« Il ne faut pas rire avec ces gens-là »  
(In Recueil pour le groupe Octobre, Gallimard).



**Q**UAND ON A AIMÉ SES GRANDS-MÈRES comme j'ai aimé les miennes, qu'on les a beaucoup écoutées raconter leurs vies de femmes qui avaient quinze ans pendant la Seconde Guerre mondiale, elles, dont les parents avaient connu « 14-18 » et leurs grands-parents l'invasion des « uhlans », ce qu'on en a retenu, d'abord, c'est que la guerre, c'est une sacrée saleté. C'est moche, c'est dur, c'est violent, c'est généralement inutile, et pas seulement pour ceux qui sont « au front », quand il y en a. Mes grands-mères en ont gardé la terreur des troupes militaires, quelles qu'elles soient, pour avoir vu notamment, jeunes femmes, les soldats « alliés » se comporter avec les femmes comme précédemment les soldats ennemis.

**La guerre c'est toujours, d'abord,  
celle des hommes et du masculinisme  
le plus crasse, toujours...**

Susan Brownmiller en a très bien parlé dans son ouvrage de 1975 intitulé *Le viol*: la guerre des hommes contre les femmes est permanente, même en temps dit « de paix » (la question de savoir qui est « en paix » méritant toujours d'être posée), mais la guerre la décuple.

« La guerre, un massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas », aurait justement dit Paul Valéry. C'est toujours vrai.

Que des présidents de la bourgeoisie n'aient de cesse de nous terroriser pour nous faire avancer au pas comme du bétail, qu'ils soient prêts pour cela, comme disait Prévert, à « se payer une pinte de bon sang », qu'ils retrouvent soudain comment on ouvre les cordons de la bourse pour financer « l'économie de guerre », pour abreuver d'argent public les industries de l'armement (industrie informatique, industries « lourde », etc.) n'a rien de surprenant, même si c'est toujours sidérant, cette facilité, cette légèreté à le faire.

Mais bon, il existe bien en France ce que l'on peut appeler le complexe militaro-médiatico-industriel. Des « patrons de presse » détiennent aussi des entreprises d'armement. Voilà.

Que ces gouvernants dénoncent d'emblée comme du « défaitisme » (c'est-à-dire potentiellement ce qui peut devenir un crime contre les intérêts de l'État – cf. les articles 413-1 et suivants de notre actuel Code pénal) la possibilité de remettre leurs décisions en question, en dit long sur leur brûlant désir de nous jeter enfin dans une « vraie » guerre (M. Macron n'attend que cela depuis longtemps) et devrait inquiéter tous les démocrates sincères (quoi qu'ils pensent des relations internationales).

Car cette dénonciation et cette opposition à ces visées bellicistes sont hautement nécessaires : si on ne voit pas, très vite, ce qu'il y a « derrière », il faut pouvoir le montrer et autoriser les citoyen·nes à réfléchir : le prétexte de « la guerre », c'est toujours d'abord la fin de la démocratie. C'est la fin de la liberté d'expression, c'est la fin des droits d'opposition au Parlement, c'est l'avènement des « pouvoirs exceptionnels » et des « lois d'exception », c'est la rigueur (la spoliation) absolue sur le plan économique et financier en dehors de tout ce qui n'est pas armée et armement, et j'en passe.

**C'est surtout, toujours, la fin de la démocratie réelle. Regardez dans le monde entier, cela se vérifie partout. La propagande devient d'État. Tous les moyens de l'État sont captés et détournés à cette fin. La Justice est mise au pas, les droits sociaux sont suspendus... Cela ressemble à l'enfer.**

Ce qui est donc absolument sidérant (révoltant), c'est d'entendre des élu·es, des influenceur·ses, des activistes... qui se disent « de gauche », qui se disent « écologistes », qui se disent « féministes » embrasser, presque avec passion, la cause belliciste et militariste dessinée par M. Macron et son club, courir comme des poulets sans tête à sa suite, applaudir au projet d'une « économie de guerre ».

Cela me révolte – et me dégoûte. Comment peut-on se dire communiste, socialiste, féministe, écologiste... et ne pas s'opposer, cette fois frontalement et radicalement, à cette visée guerrière ? Il faut avoir perdu la tête ou être totalement corrompu·e, au moins moralement. Il faut être apeuré·e comme un lapin dans des phares. Quelle confiance peut-on faire à des « dirigeant·es » qui ne savent pas garder leur sang-froid, qui préfèrent toujours l'autocratie au débat public, à la démocratie ?

Quand on a eu des grands-mères comme les miennes, avant même de devenir féministe, on ne peut que haïr la guerre, la militarisation, les armes.

Quand on a eu un père comme le mien, « enfant de troupe » dès l'âge de 9 ans, dressé à la trique par des militaires jusqu'à ses 17 ans, brisé à vie dans ses ressorts les plus intimes et acculturé à la loi du plus fort, on ne peut pas aimer l'armée, on ne peut pas vouloir la guerre.

Quand on a grandi dans un environnement où la présence des armes de chasse était constante, une menace permanente même lorsqu'elles étaient silencieuses, on ne peut pas trouver qu'engraïsser l'industrie de l'armement soit une très bonne idée.

Quand on reçoit quotidiennement dans son cabinet des femmes et des enfants victimes de violences sexuelles ou de discrimination, quand on voit comment les victimes sont traitées, on ne peut pas vouloir cette haine, cette folie.

Quand on a le souvenir de la façon dont nos « démocraties » se sont entraînées à terroriser et mutiler les militant·es « antimondialisation » jusque dans leur sommeil à Gênes (Italie) en 2001, quand on a défendu des militant·es qui s'opposaient au nucléaire ou à l'Otan... qui prennent tellement « plus cher » et « plus vite » que des pédocriminels chez qui on trouve des millions de photos de viol d'enfants, on ne peut pas trouver que ce soit le bon chemin.

Quand on aime la nature, qu'on dit vouloir préserver l'environnement, on ne peut pas vouloir tout cela. On ne chante pas *La Marseillaise*, on fredonne plutôt avec Marlène Dietrich sa magnifique chanson « *Sag mir wo die Blumen sind* » [Dis-moi où sont passées les fleurs].

S'aboucher avec le projet du président Macron et de ses homologues européens, c'est d'abord le signe qu'on est un·e froussard·e, qu'on a probablement eu une enfance très très protégée, ou qu'on n'a pas eu de grand-mère chérie ou qu'on n'a jamais approché, même de loin, ni les armes, ni la guerre, ni rien, qu'on n'a pas subi le service militaire, je ne sais pas, mais aussi, qu'on n'a, soit rien compris au film, soit rien à faire des « autres ». C'est qu'on n'aime pas la vie.

La meilleure manière de lutter à la fois contre Poutine et contre Trump, pour la libération du peuple ukrainien (j'inclus

le peuple palestinien car cette question est intimement liée à notre sujet, vu qu'Israël est un ressort majeur de l'économie de guerre européenne), pour la paix, c'est d'abord et avant tout de lutter à maintenir et restaurer ici la démocratie la plus absolue.

C'est de rester un véritable bastion des libertés et des droits, un phare dans cette nuit de peurs qui n'en finit plus d'avancer. Tous ces milliards dont j'entends parler depuis 72 heures, il est urgent, s'ils existent, de les donner à la Justice, à la lutte contre les violences de genre, à la santé, à la lutte contre les inégalités, à l'école, à la solidarité, à la recherche et à l'environnement. Pas à la guerre, pas à l'armée, pas aux armes.

**Face à ces choix que nous imposent M. Macron et ses acolytes si nerveux, si excités, Van der Leyen en tête, la réponse ne peut être que, immédiatement, démocratie, paix et diplomatie. Il faut être radicalement opposé·es, sans aucun compromis, à cet « appel aux armes ».**

C'est comme cela que l'on aidera le mieux les Ukrainien·nes. Il y a dix moyens de faire « mal » à la Russie (et aux USA qui les soutiennent) et de renforcer la défense ukrainienne qui ne nécessitent pas ce vers quoi on veut nous emmener, qui n'ont pas été utilisés (c'est exactement le même sujet qu'avec Israël – les conflits que créent ces gouvernements d'extrême droite ne sont pas traités sérieusement sur le plan diplomatique et sur le plan des sanctions non-létales, notamment économiques).

Enfin, à celles et ceux qui confondent soutien inconditionnel à des résistances populaires et renforcement des armées d'État dans des démocraties vacillantes, je vous le dis, reprenez conscience, on ne parle pas de la même chose. Résister aux fascismes, résister au colonialisme, ce n'est pas soutenir le projet européen en cours.

Il est urgent que les personnes sensées reprennent le contrôle de la situation, tant que nous le pouvons encore.

Urgent qu'un appel à un antimilitarisme radical, féministe, antiraciste, écologiste et anticapitaliste, soit lancé de la manière la plus large, et soutenu par de nombreuses luttes de toutes sortes. ■

**Élodie Tuillon-Hibon**  
avocate au Barreau de Paris  
Billet de blog, 7 mars 2025, site Médiapart

P. S. : Vous avez le week-end pour revoir *Full metal jacket*, *Voyage au bout de l'enfer*, et j'en passe.



# Chronique d'un camp de Gilets jaunes dans le 78, six ans après...

Depuis la réinstallation du camp à l'entrée de la zone industrielle (ZI) d'Épône, le 6 janvier 2020, puis son déménagement sur un terrain agricole en bord de route à Buchelay mi-février, mon cœur est de plus en plus jaune !

**C**OMMENT NE PAS ÊTRE IMPRESSIONNÉE par cette organisation au quotidien, cette inventivité dans l'aménagement du camp – les fameuses cabanes en palettes –, cette dynamique de partage et de convivialité, de combativité depuis des mois, et ce malgré les baisses de forme, les anicroches inévitables (comme dans une famille!) et la répression pour certain-es! Ça repart toujours avec ce groupe d'une soixantaine de personnes actives, plutôt jeunes (30 à 45 ans), représentatives de la population mélangée du Val-de-Seine, salarié-es du privé ou du public, intérimaires, chômeur-euses, petits entrepreneur-ses ou artisan-es, avec aussi quelques retraité-es comme moi. À la question « Gilet jaune, quel est votre métier? », ils et elles répondent « Aouh! Aouh! Aouh! », comme les révoltés autour de Spartacus!

Il y a toujours de nouveaux GJ qui arrivent. Non, le mouvement ne s'épuise pas: il s'enracine, il s'étend et surtout mûrit et s'organise! Les femmes, nombreuses, sont très impliquées et animatrices malgré leurs charges familiales, leur boulot souvent précaire et lointain, les fins de mois difficiles. Certaines sont allées aux marches de femmes GJ à Paris. La plupart ne se disent pas (encore...) féministes, mais tiennent farouchement à l'égalité; il ne faut pas leur marcher sur les pieds! Tous et toutes ont à y gagner, dans ce formidable mouvement social. Et tout ce riche vécu est déjà une victoire, une revanche sur nous-mêmes, nos anciens renoncements, nos précédents découragements, balayés par ces cinq mois de mobilisation non-stop!

Elles et ils sont de presque toutes les manifs du samedi à Paris, Rouen, Évreux ou Caen: déjà 22 actes! Avec la présence intrusive de la police sur les actions, le camp, la forte répression en manif ou l'espionnage sur les groupes Internet, les GJ se sont vite aperçu-es que la police n'était pas de leur côté. Les actions locales, en semaine ou le dimanche, s'organisent de mieux en mieux: manifs dans les grandes surfaces comme Carrefour, telle celle de Mantes-la-Jolie à 50, le 16 février (une deuxième action avec convergences prévue en mai), les opérations péages sur l'autoroute A13 ou parkings gratuits dans les hôpitaux du département. Sur un côté de la toile de bâche de la cabane des GJ de Buchelay: actions visant des multinationales fraudeuses fiscales, comme début avril au McDo de Saint-Germain-en-Laye et Starbuck, où les flyers d'Attac ont été appréciés et diffusés, visites d'autres groupes du 78 pour se coordonner, rencontre avec des cheminot-es de Paris-Saint-Lazare et Mantes, réunions pour se former et débats publics pour informer,

échanger. Sans oublier la fabrication de banderoles et de tracts...

La structuration et la communication se veulent souples, ouvertes, démocratiques et sans chefs, même si ce n'est pas toujours si facile: AG hebdomadaires, autour des braseros ou dans la magnifique agora construite en palettes, goûter ouvert certains dimanches, groupes de travail – Internet ou pas – par thèmes (référendum d'initiative citoyenne, démocratie et constituante), par petites villes du secteur (Meulan, Aubergenville, Rosny), ordres du jour, comptes rendus, animation et rotation des rôles pour les AG, gestion de la page Facebook comptant 4300 membres, rapports avec les médias, projets d'actions de désobéissance pacifique et de communication (un journal local) préparés sur des groupes Facebook privés ou cryptés... Et, bien sûr, le film *J'veux du soleil* est et sera projeté avec débats dans le 78, car il est un vrai miroir du mouvement à un moment donné, donnant sa réalité – autre que celle des médias dominants –, sa spécificité et sa richesse humaine.

C'est l'imagination qui prend le pouvoir sur fond d'auto-éducation populaire! La conscience de la nécessaire coordination locale, départementale (12 groupes GJ dans 78), régionale (en allant parfois aux AG Île-de-France) et nationale (l'appel de Commercy et l'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire interpellent) fait son chemin petit à petit. Il en est de même pour la convergence autre que symbolique avec les salarié-es et syndicats des entreprises locales (Renault-Flins, Brico-dépôt qui va fermer, hôpitaux, SNCF, établissements scolaires, raffineries, etc.) et d'autres mouvements locaux, dont celui pour le climat ou la défense des écoles (contre la loi Blanquer). Ainsi, la réflexion sur le système politique et économique, la politisation dans le sens noble du terme, avancement de façon incroyable pour la grande majorité très méfiante au début vis-à-vis de « la politique », ressentie comme forcément politicienne; même chose vis-à-vis des syndicats et autres organisations pour celles et ceux n'ayant probablement jamais fait ni grève, ni manif, ni réunions, mais découvrant l'ampleur et la force potentielle de leur mouvement social. Du jamais vu ni vécu depuis cinquante ans (1968), ébranlant en quelques semaines et pendant plusieurs mois, un pouvoir des plus durs qu'il soit! Quelle qu'en soit l'issue, les graines jaunes sont semées. Et pour la plupart des GJ, plus rien ne sera jamais comme avant! Pour moi non plus!

Le camp fut un des derniers à être détruit par un incendie suspect. Souvent, je passe en voiture devant ce lieu en broussaille, pas loin de l'autoroute A13, vestige d'une formidable lutte encore bien vivante dans mon cœur.

Certain-es ont changé leur vie, leur travail, des femmes se sont libérées de l'emprise familiale, d'autres se sont rapproché-es du syndicat Solidaires local, et certains sont même engagé-es ou reconverti-es dans un ancien corps de ferme pour en faire un lieu de production ouvert et écologique... D'autres encore sont toujours là dans les luttes locales ou nationales.

Le soleil jaune se lève et se couche aussi en rouge... ■

Fabienne Lauret



Femmes de toutes origines:  
 « Elles se connaissent, se soutiennent  
 et s'organisent. »  
 Source: Camila Soato, 2018



Fête de la liberté à La Réunion.  
 Célébration de l'abolition de l'esclavage.  
 Source: Manuel Marchal, 2008



## SOMMAIRE

**Évolution des oppressions masculinistes  
 et des résistances** .....26-29  
**Amande, peintre et conteuse belge** ....30-31  
**Audre Lorde. Penser nos différences**...32-35  
**Héroïnes africaines** .....36-37  
**Mouvement féministe arabe** .....38-39  
**Être féministe en Palestine**.....40-41  
**Les Palestiniennes oubliées** .....42-43  
**Marine Vlahovic: le journalisme  
 autrement** .....44-45  
**Les nuances de la colère** .....45  
**Qu'est devenue Greta Thunberg?** .....46-47

**Des fois que tu manques de raisons  
 d'être féministe...** .....47  
**Comité Vérité et Justice pour Adama**..48-49  
**Léonora Miano**.....50-51  
**Ama Bentounsi, pour que justice  
 soit rendue** .....52-53  
**Au Parlement européen, Carola garde  
 le cap**.....54-55  
**Sit-in domestiques:  
 les femmes de Salamiyah**.....56

# Évolution des oppressions masculinistes et des résistances entre siècles

**Qu'y a-t-il de commun à l'évolution de la condition des femmes entre le XIX<sup>e</sup> siècle et le XXI<sup>e</sup> siècle dans notre pays? Tout simplement les deux faces d'une puissance masculine très particulière dépassant la simple domination patriarcale à deux époques différentes et avec un XX<sup>e</sup> siècle capital pour la compréhension.**

**E**NTRE LA RAGE D'ESSENCE MASCULINISTE de la société française du XIX<sup>e</sup> siècle, entraînant la soumission pour toutes les femmes, l'exploitation pour un grand nombre d'entre elles, des lois à relent féminicide, et la réaction de notre siècle des courants masculinistes, vent debout contre les avancées des droits des femmes dans de très nombreux pays, le but des hommes dominants a été d'affirmer leur supériorité et leur emprise sur le sexe féminin, et maintenant de les reconquérir. Oui, mais les résistances des femmes à l'oppression ont été une constante hier comme aujourd'hui: femmes des villes et des campagnes, de toutes classes sociales, de toutes origines, de tous pays, dans un cadre historique dissemblable de contexte et de violences avec leur acharnement à agir toujours pour leur émancipation. Notre regard s'internationalisera logiquement au fil de ces siècles au vu du choc mondialisé actuel.

## Le XIX<sup>e</sup> siècle, le pire siècle pour les femmes et les formes de leur rébellion

Un préalable historique bien nécessaire: à l'encontre d'une idée reçue, des formes émancipées de vie, pour les femmes paysannes très particulièrement, ont existé dès le bas Moyen Âge au sein des communautés villageoises et durant un long temps, mais aussi au moment des périodes de famines, de crises, de guerres.



Manifestation de femmes en 1848.  
Dessin de Gustave Janet (Archives du Calvados)

Dans la continuité régressive de la fin d'Ancien Régime, le nouveau XIX<sup>e</sup> siècle, bien que porteur des idées des droits de l'Homme de la Révolution française, s'est construit en même temps sur une division sexuée des sphères de vie engendrant un pouvoir exclusivement masculin qui s'opposait au combat déjà mené par les femmes pour l'égalité des sexes: les hommes n'avaient pas oublié ces moments de liberté du temps passé pour les femmes, rejetant leur émancipation. L'infériorisation de la femme a été définie bien antérieurement et théorisée sur ce siècle, les Lumières et certains courants ouvriers y participant. Le Code civil napoléonien de 1804, véritable camisole juridique, a été le coup de grâce puisque faisant de la femme un objet. La femme est donc entrée dans ce siècle sans aucun droit, ce qui a permis à la rage masculiniste de régner sous des formes différentes dans une France aux nombreuses colonies.

Les résistances des femmes, dans un contexte de régimes monarchiques jusqu'en 1870, d'un puissant patriarcat et de déterminismes ancrés dans les esprits, sont d'autant plus remarquables. Cette rage masculiniste s'est traduite par le pouvoir unique des hommes pour les affaires, l'exclusion des femmes même en certaines périodes révolutionnaires, la différenciation fondamentale entre les deux sexes pour l'accès à l'instruction, la tyrannie et les violents abus au travail, la claustration des femmes bourgeoises dans leur intérieur, la réglementation de la prostitution pour en faire un vrai système carcéral; cette totale domination a reposé en plus sur le déversement de calomnies et de caricatures pour briser la présence des femmes dans des domaines considérés comme trop émancipateurs pour les hommes.

## Les résistances féminines sur la première moitié du siècle

Elles sont concrètes, adaptées, courageuses mais très difficiles, ce qui explique le niveau d'agressivité verbale: le parcours de vie de Flora Tristan est emblématique à ce sujet. Le cas des femmes écrivains (Sophie Gay, Louise Colet, George Sand, etc.), qui avaient su se faire reconnaître, est symptomatique: elles vont voir leur situation changée dès le tiers du siècle, les hommes écrivains devenant prisés, devant prendre mille précautions pour continuer à écrire: changer de nom, écrire sous couvert, faire paraître depuis l'étranger. Si les saint-simoniennes profitent d'une position féministe de leur courant pour vivre librement, le mouvement utopiste dont elles font partie est caricaturé et la création du personnage féminin de bas-bleu entend les ridiculiser.

La Révolution de février 1848 avec la II<sup>e</sup> République est paradoxale. Sur les deux premiers mois, les clubs féminins se créent



André Léo.

Photo Atelier Tourtin. Fonds famille Reclus.

autour d'intellectuelles et d'ouvrières (Jeanne Deroin, Désiré Gay, Eugénie Niboyet, etc.) réclamant le droit au travail et à l'instruction – celui-ci combat du siècle –, l'État finançant uniquement les écoles primaires pour les femmes: les femmes pédagogues de 1848, issues de classe moyenne, vont faire preuve d'une grande force morale pour imposer leurs idées. Les pétitions se succèdent, celles des blanchisseuses, des couturières, des ateliers avec des revendications économiques. Mais, dès avril, la réaction est rapide à la hauteur de l'effroi des hommes dominants dans une République déjà déclinante: arrestations, recours à la violence dans les réunions, assaut de l'opinion publique pour dénigrer les femmes qui demandent l'égalité. Ainsi, les institutrices de basse classe – souvent célibataires – sont moquées, injuriées: leur savoir dérange.

La deuxième moitié du siècle s'ouvre sur un Second Empire (1852-1870) d'hommes de pouvoirs (politique, économique) fermement partisans d'une masculinité conventionnelle et patriarcale avec une partition sexuée des territoires très accentuée: dans les classes aisées, aux hommes la vie publique et toutes les dérives; aux épouses confinées à la maison, la vie domestique alors que pour les milliers de femmes de classes défavorisées, célibataires et jeunes en priorité, mais aussi mariées pour les plus pauvres, l'exploitation dans les usines est la règle lors de la révolution industrielle.

## Des pionnières dans les transgressions

Ainsi, les femmes artistes – dont les femmes peintres – ne veulent pas se cantonner dans les genres mineurs. De même, des musiciennes arrivent à briller et à s'imposer. De nombreux subterfuges sont utilisés: toutes ne pourront maintenir leur originalité de vie. La décennie d'avant le basculement dans la République (1860-1870), qui voit l'organisation du mouvement ouvrier, est celle de la visibilité de femmes intellectuelles et ouvrières – pré-vague féministe – partageant le même but: l'émancipation civile et morale de la femme vis-à-vis des hommes et le combat contre les préjugés afin de faire avancer l'égalité des sexes.

Avec l'autorisation des réunions publiques en 1868, des femmes sont présentes pour porter leurs revendications mais avec précautions, les militants ouvriers continuant à avoir de forts préjugés: dénoncer les arguments de leur infériorisation, obtenir des droits civils comme le divorce, pouvoir travailler pour les femmes mariées afin de ne pas être en dépendance, et toujours le droit à l'instruction. Le courage est nécessaire devant les railleries avec, sur la question du travail, la peur de la concurrence pour les hommes. André Léo, romancière et journaliste, future communarde, est représentative de ces femmes intellectuelles ayant pris la cause du peuple: son ouvrage *La Femme et les mœurs* est un très fort condensé de cette lutte pour exister.

Après la chute de Napoléon III, la III<sup>e</sup> République est proclamée le 4 septembre 1870. Les colonies françaises vont bouger, car la République de retour ne peut signifier que la liberté, les droits et la justice pour les habitant-es. Mais les propriétaires blancs occupent toujours toutes les places, laissant à de

rare mulâtres quelques miettes: les conditions de vie ressemblent à de l'esclavage, pourtant aboli en 1848. C'est le temps de la révolte. La répression est féroce. La présence des femmes est importante: la figure essentielle est Lumina Sophie, dite Surprise, enceinte au moment de l'insurrection, condamnée pour le grave péché de ne pas être restée à sa place de femme soumise. Séparée de son enfant, envoyée au bagne, elle y meurt huit ans plus tard.

Le temps de la Commune de Paris est pour les femmes un moment émancipateur, mais la misogynie d'une grande partie des communards demeure aussi une dure réalité. Après une répression dans un bain de sang, l'ordre moral ultraconservateur perdure une bonne décennie et une partie de son esprit jusqu'à la fin du siècle.

## L'éveil du mouvement féministe entre les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles

Les femmes ouvrières, souvent paysannes, sont au premier plan, l'industrialisation se développant. Leurs conditions de vie et de travail – pas de vrai salaire – sont exécrables avec des surveillants d'usine ayant tout pouvoir: elles vont se battre dans un système qui les broie. «*Laissez-moi exploiter la femme et l'enfant, sinon je suis ruiné*», dit un propriétaire

L'image de la syndicaliste Lucie Baud, refusant toute domination, est représentative de cette première vague féministe, très importante en Angleterre, avec un radicalisme social pour une bonne partie de la classe ouvrière. La famille nucléaire est aussi remise en cause, car lieu patriarcal et masculiniste de première importance. Les freins contre l'émancipation féminine sont multiples: les plus riches étalent leur fortune avec tout ce qu'elle permet sous les yeux d'une population en souffrance; les ateliers féminins sont le lieu par excellence de la domination violente des contremaîtres et de cette rage masculiniste.

## Le XX<sup>e</sup> siècle des droits et des décolonisations, source de la future réaction

Les événements historiques et sociétaux qui marquent cette période, et qui accélèrent l'évolution habituelle de toute civilisation, sont déterminants pour expliquer la résurgence de l'oppression masculiniste un siècle plus tard.

En France, c'est un siècle de lent ébranlement de la toute-puissance des hommes, conséquence à la fois pour les femmes de leur accès en masse au monde du travail avec salaire, de l'impact des deux guerres mondiales où leur rôle a été essentiel: remarquons qu'à la sortie des guerres, les hommes transfèrent leur domination morale en excès de virilisme – composant du masculinisme: en 1918, par androcentrisme afin de récupérer le poste de travail occupé par une femme; en 1945, afin de compenser un sentiment de défaillance masculine

Lucie Baud (actrice: Virginie Ledoyen).  
Arte-TV: *Mélancolie ouvrière* de Gérard Mordillat

➔ durant la guerre et, pour certains, l'hystérie par vengeance contre les femmes accusées d'avoir eu des liaisons avec l'ennemi.

La seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle ouvre de nouvelles voies aux femmes dans divers pays et à des rythmes différents. En France, le basculement sociétal des années 1960, avec la seconde vague féministe et la lutte victorieuse pour de nombreux droits sur les décennies suivantes, est fondamental. Internationalement, en 1979, est signée la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : à ce jour, seuls 189 pays l'ont ratifiée.

En 1980, la troisième vague féministe porte l'intersectionnalité des discriminations pour les femmes et ouvre un immense champ pour les minorités.

Les décolonisations vont être aussi un moment très douloureux pour de nombreux colons habitués à dominer sur la base d'un racisme implacable, avec les pires des façons à l'encontre des femmes colonisées. Les femmes africaines sont directement visées par les objectifs des colonisateurs : détruire la place qu'elles occupent dans la vie communautaire et aussi le matriarcat – qui n'est pas l'ascendant des femmes sur les hommes, mais une plus importante place pour les mères de famille. Les opposantes et militantes à un colonialisme relevant d'une supériorité essentialiste sont de nouvelles pionnières participant à la décolonisation : Aline Siotté Datta au Sénégal, Lalla N'Soumer en Algérie, Sarraounia Mangou au Niger, M'Balia Camara en Guinée...

### Le XXI<sup>e</sup> siècle, la résurgence d'un nouveau masculinisme face aux avancées des droits des femmes : la planète concernée

Rappelons que l'émancipation des femmes a toujours été combattue par la masse des hommes depuis la nuit des temps. Par leurs luttes, leurs revendications, leur volonté dans les pays colonisés de sortir de leur état, les femmes obtiennent des acquis, des droits, des avantages même pour les plus opprimées, l'ensemble restant immensément fragile. Sur ce siècle, ce sont ces avancées, même les plus réduites, qui, aujourd'hui, sont remises en cause par des groupes d'hommes déclenchant cette vague nouvelle et différente de masculinisme<sup>1</sup> : entre hommes demandant des droits juridiques de domination dans la famille, hommes voulant carrément leur libération, hommes se battant pour les valeurs traditionnelles de la famille les favorisant.



Femmes iraniennes  
« Moi, elle et les autres »  
Source : Gohar Dasti, 2013



Femmes afghanes. Source Kiana Hayeri, Afghanistan 2024

### Les deux finalités des masculinistes

Pour les hommes craignant simplement pour leur statut de dominant dans la société, le but est d'agir contre les femmes pour remettre en cause leurs acquis et de démontrer que ce sont eux qui sont discriminés. Malgré une minorité (mais grandissante), ils influencent la vie citoyenne.

Pour un autre type d'hommes, assoiffés de pouvoirs et porteurs d'un concept de société bâti sur le principe du masculinisme, c'est un projet politique qui est au bout dans les gouvernances conservatrice et réactionnaire, et bien au-delà, à courant religieux ou non : l'esprit masculiniste des entrants inspire les décisions gouvernementales.

### Le constat et les résistances

Face à ces oppressions renouvelées en réaction à l'évolution de la condition féminine partout dans le monde, dans le contexte d'un nouveau siècle, du développement du féminisme avec une multiplicité de courants, les résistances prennent aussi des contenus variés suivant les espaces concernés. La 4<sup>e</sup> vague féministe autour de #MeToo touche de très nombreux pays dans un élan international. Depuis 2020, « Une femme » a sa propre page Wikipédia combattant l'invisibilisation, ainsi que le déplore Annie Ernaux pour les écrivaines. Les interpellations des collectifs se multiplient contre le monopole des interventions masculines dans les événements importants.

Notons que les droits régressent là où l'intolérance religieuse guide le pouvoir, mais là aussi où l'extrême droite ou tout courant de même sensibilité progresse : en pays autoritaires, mais aussi en pays à tradition démocratique (à l'exemple des États-Unis). Ces mêmes droits acquis sont également instrumentalisés par les États afin de servir leurs intérêts. Dans toutes ces situations, la forme masculiniste est présente même à petite échelle sous l'aspect d'une virilité masculine : elle influence toutes les lois qui enlèvent les libertés aux femmes ou aux personnes LGBTQIA+.

## Dans l'Europe

En France, face aux milieux ultra-conservateurs et aux opposants masculinistes, avancées et régressions se succèdent avec des contradictions : on grave dans la Constitution le droit à l'IVG et on ferme les plannings familiaux, qui accueillent les filles et femmes en demande. De nouvelles atteintes sont dénoncées : ainsi des violences vicariantes des beaux-pères ou pères sur les enfants pour atteindre la mère. Françoise Héritier rappelle que « nous sommes les seuls parmi les espèces où les mâles tuent les femelles ».

Les législations, à une époque favorables, évoluent dans un sens contraire dans beaucoup de pays : ainsi de la Pologne sur le droit à l'avortement, criminalisant toute aide apportée à une femme ; des militantes sont condamnées tandis que l'une d'entre elles, Agnieszka Graff, interpelle l'Union européenne. Il en est de même en Hongrie. Plusieurs pays ont gravé dans leur Constitution une définition binaire du mariage ressemblant aux interdits de mariage de deux siècles auparavant.

La riposte des femmes est cinglante, l'Espagne étant à la pointe pour éradiquer les féminicides commis par des hommes dominants et possessifs, avec l'obstination de faire entrer dans le droit la preuve d'une exigence d'égalité dans la sexualité.

Le nord de l'Europe promeut l'égalité hommes-femmes depuis longtemps à travers des droits sexuels progressistes. Minorités sexuelles et de genre ont bénéficié de nouveaux droits législatifs avec des différences suivant les traditions et les mœurs. Les masculinistes de courant religieux et conservateur sont violemment opposés à la reconnaissance de nouvelles libertés bousculant la conception hétérosexuelle du couple, ce qui remet en cause les rôles genrés dans la famille.

## Sur la planète, des résistances continues et créatives

Hommage aux femmes afghanes plongées dans les ténèbres, mais qui inventent des formes ténues inimaginables de résistance : leur extraordinaire résilience face aux souffrances et sévices donne force à la résilience continue des femmes dans l'Histoire.

En Iran, les femmes, malgré la violente répression au cours du soulèvement « Femme, vie, liberté » de 2022, magnifié par l'hymne « Barayé » (deux femmes exécutées dont Pakhsan Azizi, militante des droits humains) continuent à défier le pouvoir religieux et la jeunesse suit. Un tiers des femmes à Téhéran ne respectent pas l'obligation du port du voile.

Au Moyen-Orient, parmi tous les ravages commis par le colonialisme, celui du système de normes misogynes mis en place contre les femmes a été le plus destructeur, alors que la vie sociale leur laissait des espaces de liberté. Le colonisateur a transformé la charia en un code uniforme de lois anti-femmes intangibles. Dans le monde arabe, le féminisme démocratique pourrait avoir un rôle majeur pour favoriser l'unité des luttes. S'affranchir de la tutelle masculine reste un combat de longue haleine : le militantisme féministe portant des revendications plus larges se heurte violemment aux limites fixées par les hommes gouvernant : la militante saoudienne Loujain Al-Hathloul a ainsi payé cher son engagement.

En Asie, les féministes japonaises, dans une société rigide et pesante, s'efforcent de se rendre visibles lançant même le mouvement #MeToo face à la clémence des tribunaux envers les auteurs d'agressions sexuelles sur les enfants d'une grande

brutalité ; la philosophe Rei Nagei lance, quant à elle, des initiatives très rassembleuses.

Terminons en portant un regard particulier sur les femmes immigrées de nos banlieues populaires et de leurs filles, qui sont au cœur de l'intersectionnalité des discriminations. Victimes d'assignations, elles ne sont prises en compte que dans le cadre de la structure familiale et n'ont pas vraiment d'existence comme êtres à part entière : entre violences de la polygamie encore présente, des mariages forcés et surtout des violences conjugales. De nombreuses associations musulmanes ou des responsables femmes de centres sociaux agissent pour des dynamiques libératrices. La focalisation sur les violences parmi les migrants occulte celles des Français dits de souche et stigmatise les premiers : l'immigration est instrumentalisée comme le danger pour les droits des femmes.

## Un avenir émancipateur dépendant de l'unité des luttes féministes et des exemples à suivre

La réalisatrice Camille Juzan a déclaré : « *Le système capitaliste et libéral, où la compétition est poussée à l'extrême, laisse croire aux hommes que la violence est une manière d'exister.* »

Christine Bard, historienne, précise que « *la crise de la masculinité qui ferait voler en éclats les assignations et les représentations traditionnelles n'est pas encore advenue.* »

Face au grave danger du masculinisme politique qui fabrique les tensions, les divisions, les mensonges, les discriminations, les exclusions, les violences, les mots d'ordre des mouvements féministes doivent être communs dans le monde, tout en devant bien prendre en considération chaque situation par pays. En même temps, il est important de promouvoir les sociétés mettant la femme au cœur des transformations : c'est bien le cas au Proche-Orient, dans le Rojava multiconfessionnel (Kurdistan syrien), où les hommes suivent des cours pour déconstruire leurs stéréotypes et préjugés, et où l'égalité des sexes est une réalité malgré un dramatique contexte international.

Les militantes de la Via Campesina (Voie paysanne), mouvement altermondialiste, clament : « *Si nous ne construisons pas de nouvelles relations de genre, nous ne pouvons pas construire une nouvelle société.* »

Jean Annequin

Sources principales :

Éliane Viennot, *L'Âge d'or de l'ordre masculin. Les femmes et le pouvoir 1804-1860*, CNRS Éditions, 2020.

André Léo, *Écrits politiques*, Dittmar, 2005.

Catherine Laneres, *1869-1994. Les femmes travailleuses dans le mouvement ouvrier*, La Vérité, 1994.

Stéphane Lamy, *La Terreur masculiniste*, Éditions du Détour, 2024.

Pierre-Yves Genet, *Femmes en résistance*, Verlhac, 2009.

« Histoire mondiale des femmes, de la naissance du patriarcat à l'ère de l'émancipation », hors série, *Géohistoire*, 2023.

« Femmes. La guerre la plus longue », *Manière de Voir*, n° 150, décembre 2016-janvier 2017.

« Femmes. Une révolution permanente », *Manière de Voir*, n° 198, décembre 2024-janvier 2025.

1. Voir le dossier de *Casse-Rôles*, n° 31, pour l'histoire de ce mouvement à multiformes : né vers 1970 et organisé en mouvement depuis 2010.

# Amande, peintre et conteuse belge

**« Le féminisme reste un gros mot, mal perçu par certaines personnes. Être féministe, c'est être consciente qu'on vit dans une société patriarcale depuis 12 000 ans et qu'on s'active pour que les femmes mènent une vie meilleure. »**

**N**OUS AVONS RENCONTRÉ AMANDE à la librairie parisienne Publico où elle exposait ses dessins et peintures dans le cadre d'un mars féministe. L'exposition s'intitulait « Histoires de grévistes », illustrant les femmes qui ont marqué l'histoire des combats sociaux en Europe.

Ses planches en noir et blanc nous ont beaucoup plu et nous lui avons demandé une illustration pour la couverture de ce numéro.

Amande est une artiste peintre et conteuse belge. Elle a étudié les arts plastiques et la bande dessinée aux Beaux-Arts à Bruxelles et suivi une formation de conteuse. Elle est passionnée par la nature, et les belles forêts de sa région natale sont une source d'inspiration pour elle. Ses techniques s'inspirent de la nature : pour la couleur, le café, le vin avec l'encre et l'acrylique et pour les supports variés, souvent issus de matériel de récupération : le bois, le carton, les pages de vieux livres. Elle crée des contes qu'elle écrit et joue, des cartes postales, des affiches, des illustrations, des livres uniques.

## Elle célèbre et raconte les femmes et leur matrimoine

Sous la douceur de ses œuvres : une réalité, celle des luttes pour les droits des femmes et la sauvegarde de la nature. Ses peintures sont féeriques et engagées. Loin des images folkloriques des fées et des sorcières, elle tente de sortir de la caricature ces femmes – réelles ou non –, femmes des bois, des rivières sauvages et des champs.

Mais elle veut aussi mettre en valeur celles dont on n'a pas voulu voir ce qu'elles ont apporté pour améliorer ou embellir notre quotidien.

Artiste ardennaise, elle a collé près du musée Rimbaud à Charleville-Mézières les portraits de Marie-Louise Dromard, Andrée Vienot et Marie-Catherine Monge : des illustres inconnues qu'elle voulait faire connaître aux promeneurs qui s'arrêteront peut-être devant ses collages et voudront en savoir plus sur ces femmes :

- Marie-Louise Dromard (1880-1937) poétesse ardennaise ayant courageusement protesté pendant la guerre de 1914 contre l'utilisation par les Allemands de boucliers civils,
- Andrée Vienot (1901-1976) femme politique et militante sociale ardennaise,
- Marie-Catherine Monge (1747-1846), née à Rocroi, femme de Gaspard Monge, le créateur de Polytechnique, femme d'affaires et passionnée d'idées nouvelles, salonarde parisienne.

Grâce à Amande, la phrase de Rosa Luxembourg que nous aimons tant retrouve un sens actuel et notre revue se pare de plus belles couleurs.

*« Être solide, lucide et gaie malgré tout, car gémir est l'affaire des faibles, le monde est si beau malgré toutes ses horreurs. »*





**Les « sorcières »**

Amande a aussi travaillé sur les femmes accusées de sorcellerie à la Renaissance. Elle propose de nombreux spectacles et des expositions sur ce thème qui regroupe énormément de violences faites aux femmes (aujourd'hui encore).

« Voici plus de treize ans que je réalise des portraits et des spectacles de contes à partir d'histoires de femmes condamnées pour sorcellerie entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle en Europe. Loin des images folkloriques, je tente de dépouiller l'imaginaire collectif afin que les noms de ces victimes ne tombent dans l'oubli et que leurs représentations ne vivent jamais à la caricature. Cette collection de peintures, et les contes qui l'accompagnent, est sans cesse en évolution. Je la complète constamment au fil de mes recherches, de mes lectures et également des lieux dans lesquels je suis invitée.

Toutes les œuvres sont accompagnées de textes : biographies, extraits de procès de sorcellerie, cartes, anecdotes. La majorité des portraits est inspirée de modèles vivants et des descriptions trouvées sur lesdites sorcières, notamment dans les procès. » ■

**A. N. et Amande**



Sources : Office de tourisme de Covin, revue municipale de Bourg-en-Bresse, *Magville L'Union*, « L'artiste ardennaise, Amande, rend hommage aux grandes femmes de l'histoire par le street art ».



# Audre Lorde.

## Penser nos différences et nos silences

### *Une litanie pour la survie*

*Pour celles d'entre nous qui vivent entre terre et mer  
se tenant constamment au bord de décisions  
cruciales et uniques  
pour celles d'entre nous qui ne peuvent pas se permettre  
les rêves fugitifs du choix  
qui aiment dans les couloirs allant et venant  
aux heures d'entre deux aubes  
regardant dedans et dehors  
avant et après en même temps  
cherchant un maintenant qui puisse nourrir  
les futurs  
comme le pain dans la bouche de nos enfants  
afin que leurs rêves ne reflètent pas  
la mort des nôtres.*

*Pour celles d'entre nous  
en qui on a gravé la peur  
comme une ligne à peine visible au milieu de nos fronts  
apprenant à craindre avec le lait de notre mère  
car avec cette arme  
cette illusion d'une certaine sécurité à trouver  
les puissants espéraient nous faire taire.  
Pour nous toutes  
cet instant et ce triomphe  
nous n'avons jamais été censées survivre.*

*Et quand le soleil se lève nous avons peur  
qu'il puisse disparaître  
quand le soleil se couche nous avons peur  
qu'il puisse ne pas se lever au matin  
quand nos ventres sont pleins nous avons peur  
d'une indigestion  
quand nos ventres sont vides nous avons peur  
de ne plus jamais pouvoir manger  
quand nous sommes aimées nous avons peur  
que l'amour s'évanouisse  
quand nous sommes seules nous avons peur  
que l'amour ne revienne jamais  
quand nous parlons nous avons peur  
que nos mots ne soient pas entendus  
ni les bienvenus  
mais quand nous sommes silencieuses  
nous avons encore peur.*

*Alors mieux vaut parler  
en se rappelant  
que nous n'avons jamais été censées survivre.*

### « Ça veut dire quoi, "de couleur" ? »

Elle a six ans. Ses sœurs parlent d'une personne « de couleur ». Elle saute sur l'occasion de comprendre de quel genre de personne il s'agit.

« Eh bien, lui répond sa sœur aînée Phyllis, les religieuses de l'école sont blanches, l'épicier est blanc, le Père Mulvoy est blanc et nous, nous sommes des gens de couleur.

– Et maman, demande encore celle qui s'appelle alors Audrey Geraldine Lorde et deviendra Audre Lorde, elle est blanche ou de couleur ?

– Je ne sais pas, répond impatiemment Phyllis.

– Eh bien, dit Audrey, si quelqu'un me demande ce que je suis, je dirai que je suis blanche, comme maman.

– Oh, non, ne fais jamais ça », s'exclament ensemble ses deux sœurs horrifiées.

La famille Lorde est une famille « de couleur », originaire de la Grenade et qui vit à Harlem. Frederick, le père, a la peau foncée, Linda, la mère, a la peau claire. Peu de temps après leur arrivée à New York, elle est embauchée comme fille de cuisine dans un salon de thé de Columbus Avenue. Mais quand elle tombe malade et que Frederick va chercher son uniforme au salon de thé pour le laver, en voyant qu'il est noir, le patron comprend que Linda n'est pas « hispanique » comme il le croyait jusque-là, mais « de couleur ». Elle est virée.

Audre est la seule des trois filles de Frederick et Linda à avoir, comme son père, la peau foncée. Et son extrême myopie ne l'empêche pas de voir qu'au sein même de sa famille, les nuances de teintées sont d'une grande variété. Les mots de ses sœurs, « les religieuses de l'école sont blanches, l'épicier est blanc, le Père Mulvoy est blanc et nous, nous sommes des gens de couleur », leur réaction offusquée quand elle déclare qu'elle dira à qui le lui demandera qu'elle est blanche comme sa mère, et l'histoire de la façon dont cette dernière a perdu son emploi parce que, malgré sa peau blanche, elle est considérée comme noire, lui apprennent que « blanc » et « noir » ne sont pas des couleurs, mais un classement d'êtres humains en catégories dotées de droits différents.

### Deux ans plus tôt... Elle y voit très mal. Elle ne parle pas. Prononce de temps à autre un mot incompréhensible

Un jour, sa mère l'emmène avec ses sœurs à la bibliothèque municipale, mais, parce qu'elle est trop petite, elle ne peut pas entrer dans la salle où les deux grandes vont écouter quelqu'un leur raconter des histoires. Elle est furieuse. Elle pleure, elle crie, elle se roule par terre. Soudain elle lève les yeux et, au-dessus d'elle, une femme se penche et lui dit doucement : « Tu voudrais que je te raconte une histoire ? » La bibliothécaire lui tend un tabouret et lui lit un livre pour enfants, puis un autre. Quand elle a fini, Audre prend les livres, regarde les images, et d'une voix



claire, elle dit: «*Je veux lire.*» Elle repart de la bibliothèque avec un alphabet et des imagiers.

Ces deux événements, qu’Audre Lorde évoque dans l’ouvrage qu’elle appelle en sous-titre sa *Biomythographie* et qui s’intitule *Zami: Une nouvelle façon d’écrire mon nom*, est à l’origine d’une grande partie de ce qu’écrit celle qu’on présente toujours comme poète et essayiste, et qui fut poète avant d’être essayiste. C’est même à travers sa poésie que s’est élaborée sa pensée politique car, écrit-elle, dans son essai *La poésie n’est pas un luxe*, «*là où le langage n’existe pas encore, c’est la poésie qui nous aide à le façonner*».

Noire, pauvre, ayant pour gagner sa vie travaillé en usine, ou comme aide-soignante, secrétaire médicale ou aide bibliothécaire, pour elle, la poésie – qu’elle a découverte pendant ses études secondaires dans un lycée qui n’admettait que des élèves exceptionnelles – est la seule forme artistique qui soit à la portée des plus défavorisé-es, «*la seule qu’on puisse facilement écrire en cachette, la seule qui demande le moins d’effort physique, le moins de matériel: on peut s’y*

*consacrer pendant nos pauses de travail, dans l’arrière-cuisine d’un hôpital, dans le métro, sur des bouts de papier*», dit-elle avant de conclure: «*La poésie est en train de devenir le principal moyen d’expression des pauvres, des personnes issues de la classe ouvrière ainsi que des femmes de couleur. Pour écrire de la prose, il vaut mieux disposer d’une chambre à soi, mais aussi de ramettes de papier, d’une machine à écrire et de beaucoup de temps libre.*»

À dix-sept ans, Audre Lorde quitte sa famille. Au lycée, elle a fréquenté une bande de filles blanches et aimé Gennie, une des rares autres élèves noires. Gennie et Audre font les 400 coups, sortent se promener dans Manhattan habillées en bandits, ouvrières, bohémiennes, africaines, sorcières, prostituées et princesses mexicaines, chantant et dansant dans les rues. Passent des heures à bavarder chez Gennie en buvant du café ou de la bière, assises à la table de la cuisine ou allongées nues sur son canapé. Elle rentre souvent trop tard au goût de ses parents, et il lui arrive plus d’une fois d’avoir les bras et le dos douloureux des coups



que sa mère lui a portés. Quelques mois plus tard, Gennie se suicide. Et quand Audre Lorde énumère, dans *Zami*, les choses qu'elle n'a jamais faites avec Gennie, elle note: «*Laisser nos corps se toucher et nous dire la passion que nous ressentions.*»

Une fois passé son diplôme d'études secondaires, une nuit, Audre Lorde part chez une amie. Elle s'inscrit en licence de Lettres, trouve un emploi au Bellevue Hospital, sur la 1<sup>re</sup> avenue, puis un appartement, sort avec un étudiant blanc, couche avec lui «*parce que c'était ce qui se faisait*», dit-elle; le quitte, se retrouve enceinte et avorte, évidemment clandestinement, dangereusement. C'est une période solitaire, douloureuse et financièrement difficile à laquelle elle a survécu grâce à toutes ces choses que sa mère lui a transmises en matière de survie, et à l'écriture.

### «Écrire était la seule chose qui me faisait me sentir vivante» dira-t-elle plus tard

«*Si nous acquérons l'habitude, la liberté et le courage d'écrire exactement ce que nous pensons [...] alors l'occasion se présentera pour la poétesse [...] de prendre cette forme humaine à laquelle il lui a fallu si souvent renoncer*», note Virginia Woolf dans *Une chambre à soi*.

Audre Lorde écrivait exactement ce qu'elle pensait. En cherchant au fond d'elle. À travers la poésie, elle exprime la sensation de différence qui l'habite et dont, dans les années 1950, on ne parle pas, puis les formes d'oppression qu'elle a subies en tant que jeune femme noire lesbienne, sans le sou, rêvant de devenir bibliothécaire, car les bibliothèques étaient des lieux où elle aimait passer de longues heures. Dans les essais publiés dans des magazines ou tirés d'interventions, qu'une fois bibliothécaire diplômée et écrivaine reconnue, elle a faites dans des universités ou des colloques féministes, elle développe sa pensée des oppressions, racisme, sexisme, hétérosexisme, âgisme, élitisme, classisme, toutes basées sur la croyance en la supériorité d'un groupe sur un autre et sur le droit à dominer qu'aurait ce groupe. À la différence binaire qui hiérarchise, elle oppose les différences multiples qui enrichissent, qui rendent plus forte. À condition qu'on les reconnaisse et qu'on les dise, qu'on lutte contre le silence et l'invisibilité.

En 1952, elle rate son examen d'allemand et, parce qu'elle veut partir au Mexique, s'installe à Stamford, au nord de New York, où, lui a-t-on dit, on trouve alors facilement du travail. Après trois semaines d'essai dans une usine de rubans, elle est remerciée. Leur faire miroiter un contrat qui n'existera pas, mais sans lequel elles n'ont pas le droit d'être syndiquées, et pouvoir les licencier facilement puisqu'elles ne sont pas syndiquées est la politique habituelle de cette usine envers les Africaines-Américaines. Elle est embauchée ensuite dans un atelier de Keystone Electronics, où les ouvriers et les ouvrières sont tous et toutes noir-es ou Portoricain-es, et où, au moment de l'embauche, «*personne ne précise que le tétrachlorure de carbone détruit le foie et provoque le cancer des reins. Ni que les équipements radiologiques, quand ils sont utilisés sans protection, vous inondent d'une quantité de radiations bien supérieure à ce qui est considéré comme la dose maximum*». Elle y rencontre Ginger, qu'elle voit de

plus en plus souvent en dehors de l'usine. Un jour où elles font des courses ensemble, Ginger mentionne un nom qu'Audre entend pour la première fois, celui de Crispus Attucks, ancien esclave descendant de natifs américains et d'Africains, tué à Boston par les troupes de l'Empire britannique lors d'une manifestation, et considéré comme le premier héros de la guerre d'indépendance américaine, mais dont on ne lui a jamais parlé dans ce qui est censé être le meilleur lycée de New York. Comme si l'histoire d'un descendant de natifs américains et d'Africains ne faisait pas partie de l'histoire des États-Unis d'Amérique.

Ginger et Audre deviennent amies, puis amantes. Or, la mère de Ginger, si elle ne voit pas d'inconvénient à ce que sa fille s'amuse un peu, a d'autres projets pour Ginger. Elle veut la marier et lui arrange des rendez-vous avec des prétendants. Audre se persuade que, pour elle aussi, c'est une aventure, certes délicieuse, mais passagère. Pourtant, pendant les longues heures à l'usine, elle n'arrive pas à penser à autre chose, et ne fait que réfléchir à la façon dont elle va se débrouiller pour retrouver Ginger après le travail.

La mort de son père la ramène momentanément dans sa famille, mais quand elle revient à Stamford après l'enterrement, elle a plus que jamais envie de partir au Mexique. Chez Keystone Electronics, l'atmosphère se tend, et Audre finit par être remerciée. Elle a de l'argent de côté, quoique pas encore suffisamment, et doit retourner à New York, où elle travaille dans un centre médical et milite avec le comité de défense des Rosenberg. Combattre pour qu'Ethel et Julius Rosenberg échappent à la chaise électrique, devient pour elle «*synonyme de la simple possibilité de vivre dans ce pays, de survivre dans un environnement hostile*». En même temps, le fait qu'elle soit lesbienne l'éloigne de ses camarades de lutte, «*noir-es et blanc-hes, parmi lesquelles les différences raciales pouvaient être ouvertement discutées... mais pour qui être gay était réactionnaire et bourgeois... et vous mettais en butte aux soupçons du FBI*». Les Rosenberg sont exécutés en juin 1953, Audre Lorde a 18 ans, elle pleure, pour les Rosenberg et pour leurs enfants, et pour elle-même, craignant qu'il n'existe aucun endroit au monde où l'on puisse vivre libre et en sécurité.

### Six mois plus tard, elle s'envole vers le Mexique

Jusqu'à ce qu'elle fasse partie du comité de défense des Rosenberg, Audre Lorde n'avait jamais abordé la question du racisme avec qui que ce soit. Dans sa famille, on n'en parlait pas. Ses parents avaient choisi le silence afin de protéger leurs filles. Ils avaient des ambitions pour elles et craignaient de les décourager en évoquant d'éventuelles difficultés, voire impossibilités, dues à leurs origines. N'en parlant pas chez elle, elle n'en parlait pas non plus avec ses amies noires, ni avec ses amies blanches, car la bande de filles avec qui elle s'était liée au lycée, était un groupe de révoltées qui ne se considéraient pas comme racistes, et le sujet était clos. Cela ne l'empêchait pas d'avoir alors déjà une conscience aiguë de l'exclusion et des humiliations que subissaient les gens dits de couleur. Après avoir constaté, enfant, que tous les personnages qui peuplaient ses livres

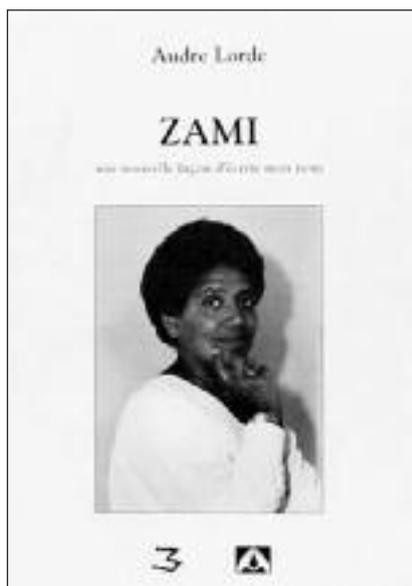
de lecture étaient blancs, ou que sa maîtresse d'école divisait la classe en deux groupes, les « brownies », nom du fameux gâteau américain de couleur marron et les « fairies », c'est-à-dire les fées, et qu'on était relégué chez les brownies quand on se montrait mauvais élève ou indiscipliné, elle vit, adolescente, une expérience déterminante : à Washington, où les Lorde sont allées fêter le 4 juillet, une serveuse refuse de les servir, déclenchant chez Lorde une nouvelle « ferveur révolutionnaire ».

Ses emplois d'aide-soignante ou d'ouvrière ont ensuite éveillé sa conscience sociale, donné au racisme une nouvelle dimension, celle de l'exploitation, et particulièrement en ce

qui concerne les femmes noires, tout en bas de l'échelle, derrière les femmes blanches et les hommes noirs, ce qui est une position difficile, complexe, qui soulève des problèmes de loyauté envers les siennes et provoque le silence.

Et parce que, dans les années 1950, l'homosexualité est considérée comme une maladie psychique que l'on soigne non seulement par la cure psychanalytique, mais aussi par les électrochocs, et jusqu'en 1951, la lobotomie, il est difficile, là aussi, de ne pas garder le silence. Pourtant le silence ne protège personne, explique Audre Lorde dans la communication qu'elle présente lors de la table ronde « lesbiennes et recherches littéraires » de la conférence de l'Association des lettres modernes, en 1977 à Chicago.

Quand elle débarque à Mexico, Audre Lorde s'inscrit à l'université, en histoire, ethnologie et folklore du Mexique, visite la ville, puis va s'installer à Cuernavaca, où vit une amie d'une de ses amies de New York. Un matin à l'aube, elle entend les oiseaux se mettre soudainement à chanter, et, pour la première fois de sa vie, elle qui ces derniers temps n'écrivait que « d'étranges poèmes de mort, de destruction et de profond désespoir », ressent ce que la poésie peut vraiment être. À Cuernavaca, elle fréquente un groupe de femmes plus âgées qu'elle, et dont elle ne pense pas qu'elles puissent être homosexuelles ou au moins bisexuelles, car, dit-elle, elles sont bien plus courageuses quand il s'agit de défendre leurs idées politiques que leur sexualité. Pour elle, les filles gays sont jeunes, ouvertement lesbiennes et bohèmes, elles n'ont ni mari, ni piscine, ni 40 ans. Pourtant, quand l'une de ces femmes, sa voisine Eudora, l'invite à prendre un café chez elle, Lorde comprend immédiatement qu'Eudora aime les femmes. Elles se voient ensuite beaucoup, parlent souvent tard dans la nuit, de poésie, de langage, d'amour, de la meilleure façon de mener sa vie. Journaliste, issue de la classe ouvrière et première femme à avoir été acceptée à l'université du Texas, Eudora a toujours travaillé, pour la presse écrite et la radio. Fascinée, amoureuse, Audre ose finalement dire à Eudora : « Je veux coucher avec toi. » Elles s'aiment. Mais les choses ne sont pas si simples. Eudora vit des conflits auxquels elle refuse de mêler Audre, elle disparaît quelques jours de temps à autre, et bien qu'elle ne l'ait



jamais vu boire, Audre sait que, dans ces moments-là, elle se soûle. Puis elles se retrouvent.

Quand les cours universitaires se terminent, Audre voyage trois semaines au Guatemala, et, à son retour, Eudora a quitté Cuernavaca pour Mexico sans laisser d'adresse. Audre est déchirée, mais elle sait que, grâce à Eudora, elle est maintenant une femme « reliée à d'autres femmes dans un réseau riche, complexe, et en perpétuelle expansion, au sein duquel elles échangent leurs forces ». Elle peut désormais retourner à New York.

Une fois rentrée, et bien qu'elle fréquente désormais la communauté lesbienne qui se retrouve dans les bars du Village, elle est pourtant de nouveau accablée par un sentiment d'isolement –

une fois de plus lié au silence. Celui qui concerne le racisme dans cette communauté. Les femmes gays savent ce que c'est qu'être opprimées, comment pourraient-elles être racistes ? Alors, quand elle a « le mauvais goût » d'aborder le sujet devant d'autres lesbiennes qui ne sont pas noires, elle a l'impression d'avoir « d'une certaine manière rompu le lien sacré » qui unit les homosexuelles, un lien dont elle a toujours su qu'il ne lui suffisait pas. Cette fois, la nécessité de briser les silences qui couvrent toutes les oppressions et de mettre en lumière les divisions, y compris celles qui existent entre opprimées, s'impose à elle.

Elle a repris ses études, passe une licence et un master de bibliothécaire tout en travaillant, devient bibliothécaire, puis enseigne à l'université, publie régulièrement, et milite. Elle participe avec Barbara Smith, l'une des voix africaines-américaines les plus radicales, à l'organisation de la lutte des féministes et lesbiennes noires et à la création, en 1974, du Combahee River Collective. Elles publient en avril 1977 un manifeste qui se conclut ainsi : « En tant que féministes et lesbiennes noires, nous savons que nous avons une tâche révolutionnaire bien précise à remplir et nous sommes prêtes pour la vie entière de travail et de lutte que nous avons devant nous. »

Atteinte d'un cancer du sein diagnostiqué quand elle a 44 ans, Audre Lorde continuera jusqu'à sa mort, en 1992, à accomplir cette tâche révolutionnaire, qui consiste pour elle à transformer le silence en langage et en action. ■

Marie-Hélène Dumas

Sources :

*The Black Unicorn*, Penguin Classics, 2019.  
*Your silence will not protect you*, Silver Press, 2017.  
*Sister Outsider*, Crossing Press, 2007.  
*Zami, a New Spelling of my name*, Penguin, 1982.

Traduction par Marie-Hélène Dumas du poème *Une litanie pour la survie* et de toutes les citations.

# Héroïnes africaines

Toutes contre l'impérialisme Occidental!

**Zingha, Taylu, Kimpa, Mino, Miriam et Aline Silitoe, autant de noms qui résonnent dans l'histoire africaine, mais dont les combats décisifs nous restent souvent méconnus. À leur manière, elles ont pourtant façonné le destin de leurs peuples, défendu leurs terres et leurs cultures, et lutter contre la colonisation.**

## Angola: Anne Zingha, reine du Ndongo et du Matamba

Anne Zingha, reine du Mdongo et du Matamba au XVII<sup>e</sup> siècle, est une figure emblématique de la résistance à la colonisation. Après la mort de son père, son frère Ngola Mbandi l'envoie négocier un traité avec les Portugais et elle s'impose comme une diplomate redoutable.

En 1624, elle prend le pouvoir et met en place des stratégies militaires et politiques pour préserver son royaume des ambitions coloniales. Son héritage perdure en Angola et à travers l'Afrique comme celui d'une figure incontournable de l'histoire africaine et de l'émancipation féminine.



## Éthiopie: Taytu Betul, cheffe de guerre et « Lumière »

Taytu Betul, impératrice d'Éthiopie, fut une grande résistante à l'impérialisme italien. Issue de l'aristocratie, elle

maîtrisait l'amharique (langue éthiopienne) et poussa son époux à rejeter le Traité de Wuchale, empêchant ainsi l'Éthiopie de passer sous domination italienne. En 1896, lors de la bataille d'Adoua, elle se distingue comme stratège et cheffe de guerre. Moderne et visionnaire, elle fonde Addis-Abeba et développe les infrastructures du pays.

Elle reste une icône panafricaine symbole de la résistance. Lors de la bataille d'Adoua, elle a fait une telle impression aux Italiens qu'elle reste présente dans leur imaginaire et a inspiré une collection de vaisselle vendue aujourd'hui encore!

## Kimpa Vita, l'étoile révolutionnaire du Kongo

Kimpa Vita, prophétesse du Kongo au XVIII<sup>e</sup> siècle, a mené un mouvement de résistance contre la domination portugaise et la traite négrière. Affirmant que Jésus et les saints étaient noirs, elle prônait l'émancipation et la fierté africaine. Son influence croissante a inquiété les colons, qui l'ont arrêtée et exécutée en 1706.

Malgré la répression de son mouvement, son message a inspiré les luttes anti-coloniales et la négritude, faisant d'elle un symbole de résistance en Afrique.



## Les « Amazones du Dahomey », des femmes-soldats dans l'Afrique précoloniale

Les Amazones du Dahomey (ou Mino) étaient une armée féminine d'élite du Royaume du Dahomey (Bénin). Guerrières redoutables, elles faisaient vœu de virginité et subissaient un entraînement intensif.

En 1892, elles combattirent courageusement l'armée coloniale française, mais furent vaincues. Bien que leur héritage féministe soit indirect, elles ont prouvé que discipline et entraînement pouvaient briser les préjugés de genre.



## Nigeria: Funmilayo Ransome-Kuti, la mère des droits des femmes

Funmilayo Ransome-Kuti a lutté pour l'émancipation des femmes et l'indépendance de son pays. Première femme à conduire au Nigeria et fondatrice de l'Abeokuta Women's Union, elle a mobilisé des milliers de femmes contre les injustices coloniales.



Enseignante et proche des mouvements communistes, elle a subi des persécutions.

En 1977, elle est mortellement blessée lors d'une attaque militaire visant son fils, Fela Kuti. Son héritage demeure un symbole de résistance et de justice.

## Afrique du Sud: Miriam Makeba, l'impératrice de la musique africaine

Miriam Makeba était une chanteuse et militante anti-apartheid. Révélée dans les années 1950, elle écrit *PataPata* son plus grand succès. En 1959, après le film *Come back Africa*, bannie de son pays, elle passe 31 ans en exil.



En 1965, c'est la première femme noire à remporter une Grammy Award. Elle utilise sa notoriété pour dénoncer l'apartheid à l'ONU. En 1990, après la libération de Nelson Mandela, elle retourne en Afrique du Sud. Surnommée « Mama Africa », elle chante et milite jusqu'à sa mort en 2008.

## Sénégal: Aline Sitoé Diatta, « La Jeanne d'Arc du Sénégal »

Aline Sitoé Diatta, héroïne de Casamance, est célébrée pour son engagement spirituel et sa résistance aux

réquisitions coloniales de riz. Déportée à 24 ans par les autorités françaises, elle est devenue une icône mémorielle. Prêtresse animiste, elle prônait une spiritualité ancestrale et la désobéissance civile sans appel à la révolte.

Considérée comme une martyre de la résistance africaine, son souvenir demeure vivant au Sénégal, où elle est une figure de fierté et d'émancipation. En outre, elle symbolise l'unité nationale du Sénégal. ■



Carole

À voir :  
*Sénégal, la lumière des femmes*, film d'Élise Darbay et Antoine Depeyre, sur Arte.

# Origines du mouvement féministe arabe

**Identifier clairement le début du féminisme arabe est une tâche d'autant plus difficile qu'il y a malheureusement peu de sources traduites en français. Si quelques noms de militantes ont pu franchir la Méditerranée, telle que l'Égyptienne Nawal El Saadawi<sup>1</sup> (1931-2021) ou la Tunisienne Bechira Ben Mrad (1913-1993), les femmes qui ont initié ce mouvement pour la libération des femmes arabes restent largement méconnues.**

**L**Y A EU, dès les premiers siècles de l'islam, qui a fortement imprégné les sociétés arabes, des femmes qui ont marqué leur temps : des poétesses comme Layla Al Akheeliyya (décédée aux environs de l'an 700) ; Al Khansa (décédée vers 640) ou encore l'Andalouse Wallada (morte en 1091) : elles ont en commun d'avoir librement chanté leurs amours contrariés, et leur poésie a été reconnue à leur juste valeur. Ou alors Fatima Al Fihriya, qui a fondé en 859 la mosquée Quaraouiyine à Fès, qui deviendra un des grands centres d'enseignement de l'aire arabo-musulmane par la suite. Et on se doit de rappeler Dihya, aussi connue sous le nom de Kahina, cheffe de file de la résistance berbère à la conquête musulmane du Maghreb au VII<sup>e</sup> siècle. Bien d'autres – guerrières, mystiques ou courtisanes – ont laissé leurs marques<sup>2</sup>.

## Ces femmes, aux comportements inhabituels dans ces sociétés patriarcales, ne doivent toutefois pas masquer la situation de l'immense majorité des femmes

C'est la campagne d'Égypte menée par Bonaparte en 1798 qui va provoquer une série de changements dans la société égyptienne et, au-delà, dans le monde arabe.



Image du documentaire *As I Want*, de la réalisatrice Samaher Alqadi. Festival Ciné-Palestine 2022. Focus sur le féminisme dans les pays arabes.

En effet, prenant conscience de l'écart et du « retard » de la société égyptienne vis-à-vis de l'Europe, le souverain Mohamed Ali envoie en France et en Italie des délégations chargées d'étudier et de comprendre les sociétés européennes. L'une de ces délégations est menée par le théologien musulman Rifat al Tahtawi<sup>3</sup>, qui, au terme d'un séjour de cinq ans à Paris, en reviendra avec des idées nouvelles, en particulier en matière d'éducation, qu'il expose dans son ouvrage, *Le Guide fidèle pour l'éducation des filles et des garçons*. L'idée d'ouvrir l'éducation publique, hors des écoles religieuses, aux filles fait peu à peu son chemin, et va concourir à la prise de conscience des femmes quant à leur statut. Et c'est donc naturellement en Égypte que le féminisme arabe va prendre naissance.

Zaynab Fawaz<sup>4</sup> (1850-1914) est née au Liban dans une famille chiite pauvre, ce qui la distingue des autres féministes, et qui va ensuite s'installer à Alexandrie en Égypte, et devient la première romancière et autrice arabe. Elle publie entre 1893 et 1896 un dictionnaire biographique concernant plus de 400 femmes arabes : certain-es la considèrent comme la « vraie » première féministe du monde arabe.

May Ziadé<sup>5</sup>, poétesse et journaliste libanaise (1886-1941), est considérée comme une des pionnières du féminisme dans le monde arabe. Elle a publié les biographies de deux de ses devancières du féminisme, toutes deux Égyptiennes : Aïcha Taymour (1840-1902), femme de lettres, active dans le mouvement de renaissance culturelle et politique arabe de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la Nahda, et Malak Hifni Nasaf (1886-1918), qui a milité pour l'éducation des filles à travers l'Union pour l'éducation des femmes qu'elle a fondée, et expose ses idées dans le livre *Al Nissaiyat* (féminité), malheureusement non traduit en français ; elle présente au parlement égyptien, en 1911, un programme en dix points pour l'amélioration de la condition des femmes. Ces femmes, avec d'autres, publient dans des périodiques, participent à des salons et acquièrent une certaine reconnaissance, même si la situation concrète des femmes égyptiennes reste encore marquée par le système traditionnel patriarcal.

Nabawiyya Musa (1886-1951) est, elle aussi, une militante pour l'éducation des femmes en vue



May Ziadé

En Tunisie, Tahar Haddad<sup>9</sup> (1899-1935), militant indépendantiste et syndicaliste, va lui aussi œuvrer en faveur des droits des femmes: il est l'inspirateur des lois en leurs faveurs promulguées en 1956 par Habib Bourguiba (1903-2000), premier président de la Tunisie indépendante, et qui fera de la Tunisie le pays arabe le plus en avance sur la conditions des femmes.

À l'heure où les femmes iraniennes se sont courageusement levées contre l'oppression qu'elles endurent depuis plus de quarante ans, et où les femmes afghanes subissent le retour des lois qui les confinent dans l'espace privé et les privent des droits élémentaires, il est plus urgent que jamais de faire connaître l'histoire et la richesse des mouvements visant à l'émancipation des femmes arabes et musulmanes, et réaffirmer notre solidarité avec elles et ceux qui se battent à leur côté. ■

Mohamed El Khebir

de leur autonomie: elle note que les femmes des classes les plus modestes, pour des raisons économiques, ont plus accès à l'espace public que les femmes citadines aisées, qui restent plus volontiers dans l'espace domestique et disposent de ce fait d'une moins grande liberté de mouvement. Elle s'engage aussi comme pédagogue.

Huda Sharawi<sup>6</sup> (1879-1947) est une figure du mouvement indépendantiste égyptien, dans lequel elle s'engage avec son mari. Elle crée, en 1923, l'Union féministe égyptienne, laïque et nationaliste, qu'elle dirige jusqu'à sa mort. Elle ôte son voile en public, à la gare du Caire, en 1923, acclamée par ses partisans. Elle est très active, ouvre une école pour filles, crée une société de protection sociale, encourage les femmes à sortir et à se réunir. À de nombreuses reprises, elle se rend en Europe pour assister à des rencontres féministes internationales. Elle obtient le rehaussement de l'âge légal du mariage à 16 ans pour les jeunes femmes et le droit d'accès à toutes les femmes aux études secondaires et supérieures. Elle a dit devoir beaucoup à Eugénie Le Brun (1873-1908), épouse française d'un ministre égyptien, installée au Caire et qui a eu une influence importante, à travers son salon et ses écrits, sur le féminisme naissant en Égypte.

Des auteurs, intellectuels et essayistes, ont eux aussi défendu la cause des femmes. Le premier d'entre eux est Qasim Amin (1865-1908), qui a publié *La Libération de la Femme*<sup>7</sup> en 1899, et *La Femme Nouvelle* en 1901. À sa suite, Mansour Fahmy (1886-1959) est l'auteur d'une thèse soutenue à la Sorbonne sous la direction de Lucien Lévy-Bruhl portant sur la condition de la femme dans l'islam<sup>8</sup>. Taha Hussein (1889-1973), écrivain et homme politique, un des premiers diplômés égyptiens de la Sorbonne, assurait que «seules des femmes émancipées donneront des générations d'hommes libres».

Le Caire, 2013



1. Parmi ses nombreux écrits, signalons *La Face cachée d'Ève: Les femmes dans le monde arabe*, Éditions des femmes, 1982.
2. Sur l'influence des femmes sur les détenteurs du pouvoir en pays musulman, voir Jocelyne Dakhli, *L'Empire des passions: l'arbitraire politique en islam*, Aubier, 2008.
3. Rifat al Tahtawi, *L'Or de Paris. Relations de voyage (1826-1831)*, Sinbad, 1988.
4. Une notice lui est consacrée dans le *Dictionnaire universel des créatrices*, Paris, éditions des Femmes, 2013.
5. Voir sa biographie par Darina Al Joundi: *Prisonnière du Levant: La vie méconnue de May Ziadé*, Grasset, 2017.
6. Sonia Dayan-Herzbrun, «Féministe et nationaliste égyptienne: Huda Sharawi», *Mil neuf cent*, vol. 16, n° 16, 1998, p. 57-75.
7. Qasim Amin, *De la libération de la femme*, Albouraq, 2002.
8. Mansour Fahmy, *La Condition de la femme en islam*, Allia, 2008.
9. Baccar Gherib, *Tahar Haddad: une pensée de l'émancipation*, Diven éditions, 2019.

# Être féministe en Palestine

**Il n'y a pas de pays dans le monde, pas de milieu où n'existe un mouvement féministe. Mais ces mouvements sont déterminés par les conditions d'existence des femmes. Il ne faut pas chercher ailleurs le décalage évident qui existe entre les féminismes issus de pays riches et ceux issus de pays pauvres, entre les féminismes de pays dont la prospérité s'est faite sur la colonisation des autres et ceux dont la misère est issue en droite ligne de cette colonisation subie, voire toujours sous le joug transformé, mais toujours colonial, du capitalisme mondialisé. Sans parler des groupes, à l'intérieur des pays coloniaux, qui sont eux-mêmes issus de la colonisation, et de cet immense tourniquet qu'elle a initié dans les populations du monde en explosant les différentes cultures des groupes humains qu'elle a massacrés et asservis. Des groupes qui subissent a minima une oppression différenciée par le racisme structurel, voire une véritable persécution.**

**P**OUR LE DIRE PLUS CONCRÈTEMENT, le féminisme ne s'exprimera pas de la même manière ni avec les mêmes priorités en Palestine colonisée ou dans la diaspora qu'en Israël, ni à Neuilly qu'à Château-Rouge.

En Palestine colonisée, vivent environ 5 millions de personnes palestiniennes, auxquelles il faut en ajouter quelque 1,8 million qui sont citoyen·nes d'Israël. À peu près le même chiffre constitue la diaspora palestinienne, principalement concentrée dans les pays environnants : Jordanie, Syrie, Liban, Égypte, etc., mais aussi dispersée aux quatre coins du monde, principalement sur le continent américain : un demi-million se trouvant au Chili, plus de 250 000 aux États-Unis, et de façon beaucoup plus marginale en Europe.

Il est difficile d'estimer le nombre de Palestinien·nes vivant dans les camps de réfugié·es, souvent depuis plusieurs générations, mais l'ordre de grandeur serait d'environ 5 millions, dans et hors des territoires occupés et de Gaza, dont environ 2 millions en Palestine et autant en Jordanie. Dans ces conditions, comme le dit très bien Sandrine Mansour : « On ne peut pas avoir la grille d'analyse des droits des femmes comme on l'a ailleurs sur la question des violences



*faites aux femmes, parce que la première source de violences faites aux femmes, c'est celle de la colonisation et de l'occupation militaire israélienne. Et c'est intimement lié, forcément, parce que cette occupation a des conséquences sur le reste.»*

Ce n'est un secret pour personne qu'une situation de guerre et d'occupation n'est pas le meilleur terreau pour développer les droits des femmes, dans la mesure où elle a une tendance lourde à aggraver le machisme, qui ne se porte jamais si bien qu'avec un flingue à la main. Des enfants qui grandissent en contexte de violences militaires s'endurcissent et s'habituent très jeunes à privilégier la bravoure à l'empathie.

En outre, la colonisation a toutes les structures du patriarcat, elle règne par l'arbitraire et la brutalité, pratique les hiérarchies les plus dures et le mépris le plus complet des droits humains. Dans une société très traditionnelle mais ayant de fortes aspirations à l'émancipation, elle va favoriser les traits les plus réactionnaires. On le voit avec la façon dont Israël a participé de façon active à l'émergence du Hamas dans les années 1980. On se doute que de pareilles orientations ne favorisent pas l'égalité femmes-hommes.

Mais, depuis le début, et d'ailleurs dès les années 1930, pendant la révolte arabe sur le territoire de la Palestine encore mandataire, les femmes participent à la résistance, tant au combat que dans la logistique. Et, depuis, toutes le disent, elles ont dû se battre contre la lourdeur patriarcale à l'intérieur de cette résistance on ne peut plus masculine en même temps que contre l'occupant.

## C'est le cas de Maryam Abu Daqqa, dont le mantra est « *La société ne peut pas être libérée si les femmes ne le sont pas* »

Extrêmement jeune et brûlant d'en découdre, elle envoie une lettre à l'un des leaders du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), ainsi qu'à Nasser. Impressionnés sans doute par le culot de cette gamine, les deux lui répondent. Elle rejoint le mouvement et participe à des opérations, avant d'être arrêtée par l'armée israélienne alors qu'elle rend visite à ses parents.

Elle a alors 15 ans et se retrouve en prison plusieurs années, battue, maltraitée, torturée. À sa libération, elle a 24 heures pour quitter le pays, on la dépose sans bagage ni papiers à la frontière jordanienne. C'est le début de trente années d'exil en Jordanie, au Liban, en Syrie, en Irak; partout où existent des camps de réfugiés palestiniens, elle se bat. Au Liban, elle dirige un groupe armé.

### Mais la question de l'émancipation des femmes la travaille. Comment la favoriser? Comment les soutenir?

Elle a été prisonnière et le sort des femmes emprisonnées la concerne aussi au plus haut point. Elle obtient une bourse d'études et part étudier en Bulgarie. Son mémoire de maîtrise sera « *Développement de la conscience politique des femmes palestiniennes aujourd'hui* » et son mémoire de doctorat « *Libération des femmes, coutumes et traditions dans la culture arabe* ».

À son retour chez elle, dans la bande de Gaza, elle fonde la Société des travailleuses palestiniennes pour le développement, ainsi définie: « *C'est une organisation féministe pour les droits humains, qui cherche à favoriser l'égalité de genre et combat toutes les formes de discrimination et de violence de genre, facilite aux femmes l'accès à la justice et contribue au processus de développement en offrant un soutien psychologique, social et juridique aux femmes, en leur donnant du pouvoir et en encourageant leur participation aux domaines politique, économique et social, et à la lutte nationale pour mettre fin à l'occupation.* »

Elle sillonne infatigablement le monde pour porter sa parole féministe et anticolonialiste. Par ailleurs, elle fait toujours partie du bureau du FPLP, organisation terroriste selon l'État français, ce qui lui a valu en novembre 2023 une arrestation musclée alors qu'elle était venue, avec un visa parfaitement en règle, donner une série de conférences sur la situation des femmes palestiniennes. Le monde a pu voir comment nos courageux pandores savent frapper à la tête avec leur arme et enlever à trois sans sommation une femme de 72 ans, la priver de ses médicaments, ne pas lui fournir de couverture et la faire dormir sur un banc en bois, qu'elle n'aille pas s'imaginer que la France est moins civilisée qu'Israël, avant de tenter de l'expulser à l'aube vers une destination qui n'est pas la sienne, alors que son vol pour l'Égypte est prévu le soir même (sa maison à Gaza a été bombardée et toutes ses affaires détruites).

Toutes les organisations féministes palestiniennes sont progressistes, même celles qui sont religieuses et revendiquent une interprétation libérale et progressiste du Coran, et toutes sont anticolonialistes, car si la lutte ne peut pas se faire sans libération des femmes, la libération des femmes resterait inopérante en contexte colonial. Elles sont donc désignées comme terroristes par Israël. Tahreer Jaber, une directrice de l'Union des comités de femmes palestiniennes (UPWC), expliquait déjà, en 2022, être obligée avec ses équipes de travailler dans un café à Ramallah, l'armée ayant fermé les locaux de l'association. Elle a d'ailleurs confisqué tous les papiers et les ordinateurs. Une autre directrice, Khitam Saafin, avait passé dix-huit mois en prison. Le harcèlement de l'occupant était constant et ne faisait que s'aggraver bien avant le 7 octobre.

Bisan, autre organisation féministe, est aussi basée à Ramallah.

### Mais la relève arrive. Depuis 2019, à côté de ces associations historiques, une nouvelle organisation féministe, Talia'at (Celles qui se lèvent) est apparue

Talia'at est créée à la suite du féminicide particulièrement atroce d'Israa Ghayeb, 21 ans, à Bethléem: sa famille, après l'avoir battue sauvagement, l'a suivie à l'hôpital où les coups ont recommencé jusqu'à ce que mort s'ensuive et sans que personne n'intervienne parmi les soignant-es. Quinze jours après, comme l'expliquent Hala Marshood et Riya Alsanah, un petit groupe de femmes a exhorté les autres à se lever et manifester contre les violences que subissent les femmes. Mais comme leurs aînées, et plus encore, elles décryptent à quel point le système colonial renforce le patriarcat, ne serait-ce qu'en donnant tout pouvoir aux cheikhs, les chefs de famille élargie, pour ce qui est des affaires internes. Elles disent que, par exemple, la police israélienne a ramené à la maison des femmes qui avaient fui les mauvais traitements. Reprenant les antiennes de leurs aînées, elles professent qu'« *il n'y a pas de patrie libre sans femmes libres* ». Mais refusant de se lancer dans des demandes institutionnelles, elles désirent d'abord et avant tout restaurer le tissu de solidarité populaire détruit par la colonisation et les dissensions sociales et politiques. Elles appellent à l'autonomie et la solidarité.

Depuis le 7 octobre et le début du génocide, les féministes palestiniennes sont amères: « *Une fois de plus, le discours féministe a été instrumentalisé dans le Nord pour justifier l'impérialisme, en hiérarchisant la vie des femmes sur la base du racisme* », dit Raya Raduan, membre de l'UPWC, et Maryam Abu Daqqa renchérit: « *Nous avons besoin que le féminisme forme un large front mondial qui prenne position contre cette situation et la dénonce au monde entier.* » ■

L. B.

# Les Palestiniennes oubliées

**Texte lu par les militantes  
du Collectif Limousin-Palestine,  
lors de la manifestation  
du 8 mars 2025**

*Bonjour,*

*Aujourd'hui, Journée internationale des femmes, nous sommes venues vous parler des Palestiniennes oubliées de tous ou presque, qui n'ont droit ni à la solidarité ni même à la compassion dans un monde qui a totalement perdu son humanité.*

*Aujourd'hui, Journée internationale des femmes, nous sommes venues vous parler des femmes palestiniennes de Cisjordanie occupée, qui voient depuis plus de soixante-quinze ans leurs maisons détruites par les bulldozers de l'État hébreux, leurs oliviers arrachés par les colons, leurs enfants assassinés d'une balle dans le dos ou la tête par l'armée la plus morale du monde!*

*Aujourd'hui, Journée internationale des femmes, nous sommes venues vous parler des femmes palestiniennes de Gaza, enfermées depuis 2017 dans une prison à ciel ouvert.*

*Des femmes palestiniennes bombardées jour et nuit pendant un an et demi par l'armée la plus morale du monde qui a détruit tout ce qui rendait la vie encore supportable, les hôpitaux, les écoles, les maisons, les routes, les lieux culturels et culturels de l'enclave.*

*Des femmes palestiniennes qui ont été, elles et leurs familles, affamées, privées d'eau, de soins, d'éducation, qui ont vu leurs enfants mutilés, tués, rendus orphelins, écrasés sous les décombres sans aucun endroit pour se mettre à l'abri.*

*Aujourd'hui, Journée internationale des femmes, nous sommes venues vous parler des femmes palestiniennes résistantes à l'oppression, enfermées sans jugement dans les prisons israéliennes, torturées, violées pour n'avoir pas voulu n'être que des victimes.*

*Aujourd'hui, Journée internationale des femmes, nous sommes venues vous parler des femmes palestiniennes qui, contrairement aux otages du 7 octobre, n'ont ni visage ni nom, dont on ne voit jamais la souffrance aux infos.*

*C'est pourquoi nous avons décidé de restituer symboliquement leur identité à quelques-unes d'entre elles, c'est le moins que nous puissions faire pour leur manifester notre indéfectible solidarité!*



AHED TAMINI, jeune militante palestinienne accueillie par ses proches suite à sa libération en échange d'otages israéliens.



La militante palestinienne AYA KHATIB fait ses adieux à sa famille avant d'entamer une peine de prison de quatre ans en Israël pour avoir collecté des fonds pour aider les enfants.



ETERNAD ASSAF, avec ses enfants à Gaza, enceinte de 8 mois sans hôpital pour l'accueillir lorsqu'elle accouchera.



HADIA NASR, née en 1944, plus âgée que l'État d'Israël, n'a pas pu quitter sa maison. Tuée par un tir de sniper israélien en décembre 2023.



**HIBA KAMAL ABU**, poétesse et romancière, 32 ans, assassinée à Gaza par l'armée israélienne en octobre 2023.



**NADA ABDELSALAM**, prépare à manger pour sa famille devant sa tente dans Gaza dévasté par les bombes israéliennes.



**ISRAA JAABID**, de Jérusalem Est, résistante emprisonnée en Israël et libérée lors de l'échange d'otages.



**SAMA JABR**, psychiatre et autrice, exerçant au service des communautés de Jérusalem Est et de Cisjordanie occupée, professeur associée à l'université Georges Washington aux USA.



**SARA AL SAQQA**, 31 ans, première chirurgienne de Gaza travaillant dans l'hôpital Al-Shifa, désormais totalement détruit par les bombardements israéliens.



**KHALIDA JARRAR**, militante féministe palestinienne, avocate, éducatrice et parlementaire, emprisonnée pendant six ans par Israël sans aucun procès.



**SAWSAN AL ZEIN**, 50 ans, blessée à l'œil par un tir de sniper israélien.



**MARAH**, jeune femme survivante dans les décombres de Gaza.



**MARAM HUMAID**, journaliste et traductrice palestinienne, correspondante d'Al Jazeera qui est restée à Gaza avec son mari et ses deux enfants pour témoigner de ce qui s'y passe.



**SHIREEN ABU AKLEH**, journaliste palestino-américaine assassinée par l'armée israélienne en mai 2022 dans le camp de réfugiés de Jénine, en Cisjordanie occupée.

# Marine Vlahovic: le journalisme autrement

**Elle avait un beau sourire (Rami Abou Jamous, son fixeur<sup>1</sup> à Gaza, devenu son ami, dit d'elle qu'au téléphone « on entendait son sourire qui redonnait de la lumière »). Et aussi un grand rire communicatif, mon amie Marine qui depuis plusieurs mois – le 7 octobre 2023 exactement –, ne riait plus beaucoup ou même plus du tout.**

**E**LLE NE RIRA PLUS JAMAIS, elle que l'on a retrouvée morte sur la terrasse de son appartement, le 25 novembre 2024 à Marseille. Elle n'aura même pas eu le temps de fêter ses 40 ans, ce 19 mars 2025, jour où je me décide enfin à tenter d'écrire à son sujet, à me souvenir d'elle autrement que pour penser que, non, ce n'est pas possible qu'elle soit morte. À elle, qui m'était proche, par le cœur et les idées, et que je ne voyais qu'en courant d'air, là-bas, en Palestine, lorsqu'elle y a vécu ou ici, près de Toulouse lors de ses visites toujours trop courtes.

J'ai fait la connaissance de Marine, un jour de printemps à Paris, il y a quatorze ans, entre café fort et cigarettes, à la terrasse d'un bistrot. Son contact m'avait été donné par ma nièce Ahlam, 20 ans, alors étudiante palestinienne francophone de Hébron, qu'elle avait longuement rencontrée et interviewée pour Arte radio. Un petit bijou était né de leurs rencontres, un podcast à écouter et réécouter « Amours occupées » (prix URTI Découvertes, 2012). Ahlam y raconte sa vie d'étudiante et de jeune fille, aux envies multiples, coincée entre la famille, les traditions – dont le voile –, l'occupation israélienne et les impossibles relations amoureuses.

Lors de ce séjour, elle avait été « charmée », au sens originel et fort de ce mot, par la Palestine, ses paysages, ses habitants et avait ensuite tout fait pour y revenir. Et elle y était revenue, plus tard, en 2016.

Entre-temps, cette Nantaise qui « n'aimait ni le gris ni la pluie » s'était débrouillée pour vivre à Toulouse, du côté du quartier Arnaud-Bernard et pour que ses reportages la conduisent toujours vers le Sud.

Journaliste indépendante, elle travaillait, beaucoup – de la boulimie professionnelle! – pour divers médias, radio, presse écrite... Elle était d'abord passée par l'Égypte lors de la révolution de 2011, puis par l'Algérie, l'Italie, le Liban et, en France, du côté de Sivens, sur les pas de Rémi Fraysse; ailleurs aussi, ramenant de partout des témoignages originaux, précis et toujours un peu décalés. Elle avait le truc pour tomber sur les sujets et les personnes qui faisaient la différence, elle sortait de la banalité dénichant des sujets peu traités, un biais pour les aborder, et l'écoute pointue pour en garder le meilleur et nous le communiquer. À cet égard, son podcast sur le Liban est doublement à écouter: « Le souffle de Beyrouth, une histoire du Liban racontée par les sons. »

En 2016, enfin, elle est revenue en Palestine, à Ramallah, comme correspondante de plusieurs radios francophones dont France Inter et RFI. Sa petite maison avec terrasse, en bord de jardin planté d'oliviers, était toujours ouverte à ses ami-es, Palestinien-nes ou venant de l'étranger et, bien que parcourant le pays, enfilant les rendez-vous, travaillant sans

relâche, souvent durant la nuit, elle se rendait disponible pour les accompagner et leur faire découvrir cette ville qu'elle aimait et ses environs.

Après trois ans éprouvants, entre Cisjordanie et Gaza, et interdite de nouveau séjour par les autorités israéliennes, elle était rentrée en France et s'était installée à Marseille.

Elle a posé ses valises, « définitivement », disait-elle, dans cette ville qu'elle adorait. Mais elle gardait au cœur la Palestine et les ami-es qu'elle y avait laissées.

Elle a alors raconté longuement sa vie de correspondante de presse dans un pays sous occupation, dans une série de podcasts pour Arte radio, « Carnets de correspondante »



(récompensé par le prix SCAM du meilleur podcast documentaire en 2021). Rien n'est caché: ni le rythme de travail intense d'une pigiste, mal payée, ni les difficultés de déplacement entre Cisjordanie et Gaza, ni, parfois, le manque de considération des rédactions parisiennes, à quoi s'ajoutaient les traumatismes des scènes de guerre, les dangers courus, les *check-points*... et les collègues journalistes vivant en Israël, bien loin du terrain palestinien... et qui en parlaient doctement à distance.

Marine avait l'art de se faire des ami-es, mais aussi des ennemi-es! Trop directe, trop intègre, ne supportant pas l'injustice, mauvais dans ce métier... où il faut « être objectif », et encore plus sur le sujet Palestine-Israël où la règle est de tenir balance égale, dans le meilleur des cas, entre l'agressé et l'agresseur, l'occupant et l'occupé.

Dès son installation à Marseille, elle pense assez vite à abandonner sa carte de journaliste (ce qu'elle fera finalement) pour se lancer dans le documentaire, filmé ou radio.

Pour France Culture, elle produit l'émission « Les pieds sur terre » à partir de 2022, proposant des documentaires sonores tournés vers sa ville d'adoption, ses habitants et les

environs. Comme « Le terro », « L'histoire de Samy », passé par Daesh en Syrie, quand il avait 18 ans, « Juliette, travailleuse humanitaire retenue comme otage en Afrique », ou « La vie de la jeunesse dorée de Marseille », etc.

### Et le 7 octobre est arrivé...

Suivi par de centaines de journées de bombardements aveugles et meurtriers sur Gaza, où elle a nombre de relations et collègues, dont Rami Abou Jamous. Elle veut entrer à Gaza, depuis l'Égypte. Elle atterrit à Charm El cheikh, une quinzaine de jours après le 7 octobre; elle n'a peur de rien; son plan: traverser le Sinaï pour pénétrer clandestinement à Gaza. Mais entre les forces égyptiennes – police et douane – et celles de Daech (qui sillonnent le désert), elle échoue.

Début novembre, elle est au Caire. Elle y séjourne plusieurs fois, des semaines à la suite, durant six mois (elle ne rentrera définitivement que le 18 mars 2025), coincée mais ne voulant pas abandonner, dépensant énergie et argent, aidée par des amis; chaque jour, d'Égypte ou de France, elle reste en contact avec Gaza, par téléphone, enregistrant tous ses échanges et conversations pour ne rien oublier et pour, un jour, porter témoignage.

Mais témoigner ne suffit pas à Marine: elle se démène pour faire sortir et accueillir en France des Gazaouis blessés,

traumatisés, aux familles détruites; en même temps, elle organise une sorte de « réseau de soutien » clandestin (elle savait lier des amitiés et convaincre) et avec de nombreuses complicités, elle arrive à faire passer à Gaza non seulement du matériel professionnel pour ses amis journalistes, mais aussi des médicaments, des produits de premières nécessité, en particulier pour les femmes, et des douceurs, chocolat et jouet, pour ses ami-es, dont le petit Walid, le fils de Rami.

Des centaines d'heures de communication avec Gaza est né, avec Arte radio, le podcast « Gaza calling », son dernier « message de Palestine ».

Les cendres de Marine ont été dispersées au large des îles du Frioul, un lieu qu'elle aimait. Ses amis, ses proches attendent les résultats de l'enquête – encore en cours – sur les circonstances exactes de sa mort. ■

C. B.

1. Fixeur-fixeuse est, pour les journalistes en terrain inconnu et difficile (guerres, catastrophes, etc.), la personne-ressource qui leur ouvre les portes, les accompagne, traduit, renseigne, etc. En un mot leur permet de bien faire leur travail.

<<https://actualitte.com/article/122762/edition/actes-sud-visee-par-le-crif-une-bd-sur-gaza-mise-en-cause>>.

## Les nuances de la colère

*Laissez-moi parler dans ma langue arabe  
avant que vous n'occupiez aussi ma langue.  
Permettez-moi de parler dans ma langue maternelle  
avant qu'ils ne colonisent aussi sa mémoire.  
Je suis une femme arabe de couleur  
et nous les femmes venons dans toutes les nuances de la colère.  
[...]*

*Tu as entendu ma Sœur crier hier,  
alors qu'elle accouchait à un checkpoint  
avec des soldats israéliens regardant entre ses jambes  
pour la prochaine menace démographique?  
Elle a appelé sa fille nouveau-née, Jenin.  
[...]*

*Et parlons de cette histoire de terrorisme pendant une seconde...  
N'est-ce pas la CIA qui a tué Allende et Lumumba?  
Et qui a formé Oussama en premier?  
Mes grands-parents ne couraient pas en rond, comme des  
clowns,  
avec des capes et des caoules blanches sur la tête.  
lynchant des Noirs.*

*Je suis une femme arabe de couleur  
et nous les femmes venons dans toutes les nuances de la colère.  
« Qui est cette femme brune criant dans la  
manifestation ? »*

*Pardon. Je ne devrais pas crier?  
J'ai oublié d'être de tous vos rêves orientalistes?  
le génie dans la bouteille,  
danseuse de la danse du ventre,  
fille du harem,  
voix douce,  
femme arabe,  
Oui, maître.*



*Non, maître.  
Merci pour les sandwiches au beurre de cacahuète.  
que vous nous lancez depuis vos F-16, maître.  
Oui, mes libérateurs sont ici pour tuer mes enfants  
et les appeler « dommages collatéraux ».  
Je suis une femme arabe de couleur  
et nous les femmes venons dans toutes les nuances de la colère.  
Alors laisse-moi te dire que cette femme à l'intérieur de moi  
ne t'apportera que ton prochain rebelle.  
Elle aura une pierre dans une main et un drapeau palestinien  
dans l'autre.  
Je suis une femme arabe de couleur...  
Fais attention, fais attention,  
à ma colère.*

Rafeef Ziadah

Poétesse et militante canado-palestinienne, membre fondatrice de la Coalition contre l'apartheid israélien, qui promeut la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël (BDS). Sa poésie fait partie du livre *Poesia palestina*, une anthologie de poésie écrite par des femmes palestiniennes.

Article paru sur *Desinformémonos*, traduction Carolita, 14 mai 2021.

# Qu'est devenue Greta Thunberg ?

**Qu'est devenue cette même de 15 ans qui manifestait toute seule devant le parlement suédois pour protester contre l'inaction climatique de son pays ? Cette même de 16 ans qui lançait Fridays for Future pour le monde entier, certes mieux relayée que d'autres jeunes activistes mais non moins convaincue ?**

**O**N SE RAPPELLE tout ce qu'elle dut se taper de réactions putrides l'invitant à rester à sa place, le néant, à cause de son autisme, de son sexe, de son âge, de sa taille, etc. Il est vrai qu'une adolescente neurodivergente qui prétend se mêler des affaires du monde au lieu de laisser les adultes affligés de ces pathologies bénignes non recensées dans le DSM que sont le syndrome d'hubris ou la perversion narcissique s'en occuper, il y a de quoi prendre vapeur. Pour qui se prend-elle, cette éhontée ? Elle ne fait pas confiance aux adultes qui ont le pouvoir ? On se rappelle son « *How dare you ?* » (Comment osez-vous ?) aux puissants de ce monde du sommet Action climat de l'ONU en 2019 :

*« Mon message est le suivant : nous vous surveillerons. Tout cela est inacceptable. Je ne devrais pas être ici. Je devrais être à l'école de l'autre côté de l'océan. Pourtant, vous venez tous vers nous, les jeunes, en quête d'espoir. Comment osez-vous ! Vous m'avez volé mes rêves et mon enfance avec vos paroles creuses. Et pourtant, je fais partie des chanceux. Des gens souffrent. Des gens meurent. Des écosystèmes entiers s'effondrent. Nous sommes au début d'une extinction massive, et vous ne parlez que d'argent et de contes de fées sur la croissance économique éternelle. Comment osez-vous ! »* Etc.

**Discours splendide, on s'en rappelle, d'une sincérité inhabituelle**

Greta Thunberg a disparu de façon presque aussi soudaine qu'elle était apparue. Mais, en fait, elle n'a jamais cessé de s'interposer entre l'ordre cannibale du monde et ce qu'il reste à sauver. Elle fait toujours partie de la branche suédoise de Fridays for Future, elle continue à se balader d'un site à défendre à l'autre.

On l'a ainsi vue dès février 2024 sur le site de l'A69 avec les opposants, donnant l'occasion à l'inénarrable préfet du Tarn, Michel Vilbois, qui ne savait pas à quel point il n'était pas au bout de ses peines, de préciser sur les ondes : « *Greta Thunberg est la bienvenue dans le Tarn, mais comme vous l'avez dit, elle participe à un rassemblement sur un terrain privé. Ce que j'ai interdit ce sont les manifestations sur la voie publique.* » Le lendemain, Greta se trouvait à Bordeaux, dans une manifestation de milliers d'opposants aux 8 nouveaux forages

pétroliers projetés sur le bassin d'Arcachon, comme la veille le keffieh autour du cou.

Car si on ne parle plus trop d'elle en général, il faut reconnaître que sa notoriété sert encore à mettre les projecteurs sur les projets écocidaire, mais pas que.

La jeune femme a manifesté dès la fin 2023 sa solidarité avec les Palestinien-nes, et n'en a pas démordu depuis, c'est en tout cas la position de Fridays for Future Suède. Cela a provoqué des dissensions dans le mouvement, Fridays for Future Allemagne lui reprochant de ne pas avoir fait preuve d'autant de solidarité envers les Israélien-nes assassiné-es et ayant menacé de se retirer du mouvement mondial. À quoi les Suédois ont répondu que « *le fait que le Hamas ait assassiné des civils israéliens lors d'une attaque horrible ne peut en aucun cas légitimer les crimes de guerre commis par Israël. Commettre un génocide ne relève pas de la légitime défense et n'est en aucun cas proportionnel.* »

On sait la jeune femme d'une pugnacité remarquable et peu encline à changer d'avis. C'est ainsi qu'en septembre dernier elle était arrêtée par la police suédoise lors d'une manifestation à la bibliothèque de l'université de Stockholm, alors qu'elle exigeait avec ses camarades la fin de sa collaboration avec les universités israéliennes. En octobre, elle expliquait lors d'un rallye de solidarité avec les Palestinien-nes à Milan : « *On ne peut pas être neutre pendant un génocide* » et, le 25 février 2025, elle faisait partie des activistes qui s'étaient réunis devant le siège de Maersk, à Copenhague, pour exiger de cette multinationale du transport maritime qu'elle coupe ses liens avec la chaîne d'approvisionnement de l'armée israélienne.

**Elle a donc été arrêtée et menottée comme tout le monde. Mais Greta a l'habitude d'être au contact, voire de passer en jugement dans les différents pays où s'inscrit son action**

On l'a vue parmi les opposants à la monstrueuse mine de charbon à ciel ouvert Garzweiler du géant RWE à Lüzerath, en Allemagne, portée comme une poupée par des cloportes caparaçonnés dans une mare de boue et sous une pluie battante, début 2023. Elle a été arrêtée et mise en garde à vue avec d'autres, après une intervention particulièrement brutale de la police allemande et une résistance pied à pied des activistes, dont plusieurs ont été blessés.

En octobre 2023, Elle a été arrêtée pour trouble à l'ordre public à Londres, pour une manifestation pendant une conférence réunissant les dirigeants des grandes compagnies pétrolières. Mais Londres finira par jeter l'éponge, le juge estimant que les conditions de la manifestation avaient été imposées de manière déraisonnable. Ce n'est pas le cas de la justice suédoise, qui condamne régulièrement Greta. Avec une efficacité mitigée : ainsi en juillet 2023, quelques



heures après avoir été condamnée (à des amendes) pour avoir désobéi à la police lors d'une action de blocage des accès au port de Malmö, un mois plus tôt, la voilà de nouveau arrêtée dans le même port, pour une action similaire. Et en mai 2024, elle est condamnée à une amende pour avoir bloqué, avec une vingtaine d'autres, l'entrée principale du Parlement suédois pendant plusieurs jours.

Il semble que Greta soit totalement imperméable à la menace comme à la peine. Elle poursuit son chemin de résistance et c'est tout, considérant d'ailleurs que la lutte pour un futur habitable n'exclut pas de s'occuper du reste.

Ainsi, avant que l'enfer se déchaîne et qu'elle n'embrasse la cause palestinienne, elle avait soutenu l'Unicef pendant la pandémie, s'efforçant de sensibiliser sur les droits des enfants pendant cette période de privations générales.

Et lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et lors des élections en Géorgie, sa réaction a été immédiate. En 2022, elle avait pensé passer le mégaphone à d'autres en ce qui concerne le climat. Comme on le constate, cette hésitation n'a pas été de longue durée. Une chose est sûre, si elle disparaît des radars, c'est juste que son impétueux activisme se sera déplacé. ■

L. B.

## Des fois que tu manques de raisons d'être féministe...

### Pour cette fois, que du local

#### Rappel 8 mars

Les femmes sont en moyenne payées 24% de moins que les hommes.

#### Procès du chirurgien pédocriminel Le Scouarnec

299 victimes parties civiles, plein d'autres pas identifiées ou sous prescription. Déjà condamné à quinze ans en 2020 pour des viols incestueux.

– *Mais les victimes sont des deux sexes, pourquoi tu mets ça dans féminisme ?*

– *Heu, j'sais pas, parce que c'est un homme, espèce dominante du patriarcat.*

#### Santé

Avec la destruction des services de santé, le taux de mortalité infantile (décès des bébés avant l'âge de 1 an) est monté à 4,1 pour mille, ce qui place notre pays au 23<sup>e</sup> rang des 27 pays européens.

#### Les sous

Les filles reçoivent moins d'argent de poche que les garçons.

#### Parure

Le gouvernement se préoccupe d'interdire le voile dans les compétitions sportives.

#### Depardieu

Fanny Ardant, témoin au procès Depardieu : « *Je suis une femme, j'ai connu des choses comme ça. Je sais qu'on peut dire non à Gérard.* »

#### Suicides

Entre 2017 et 2023, les taux d'hospitalisation à la suite d'un geste auto-infligé ont progressé chez les femmes et filles de 10 à 14 ans (+ 70%), de 15 à 19 ans (+ 46%) et de 20 à 24 ans (+ 54%), selon l'Observatoire national du suicide. ■

Christine Rebatel

# Comité Vérité et Justice pour Adama

**Depuis bientôt neuf ans, Assa Traoré est apparue sur la scène médiatique et son image ne cesse de grandir, dans l'hexagone comme à l'international.**

**N**UL DOUTE que si les flics de Persan avaient pu imaginer l'ampleur que prendrait le décès de son jeune frère Adama Traoré – dont le nom est aujourd'hui plus connu à l'international que le leur ne le sera jamais dans leur quartier –, ils auraient réfléchi à deux fois avant de s'engager dans la traque qui se termina, ce soir-là, par la mort du jeune homme, le jour de l'anniversaire de ses 24 ans.

Car ce triste évènement, hélas récurrent dans notre pays, qu'un jeune homme noir ou arabe ne sorte pas vivant d'une confrontation avec la police, suscite dans son sillage une véritable machine de guerre. Si cette machine de guerre, le comité Vérité et Justice pour Adama, appelée très vite par raccourci le comité Adama, a reçu dès le début le soutien d'Amal Bentounsi, dont le frère Amine n'a pas survécu non plus à une rencontre avec la police, si des militants chevronnés en font partie, elle a d'abord un visage, celui d'Assa Traoré. La jeune femme, 31 ans au moment des faits, s'engage immédiatement dans ce combat qui va devenir l'essentiel de sa vie.

Issue d'une famille polygame de 17 enfants dont le patriarche, Mara Siré Traoré, a successivement épousé deux Françaises, puis deux Maliennes, qui partageront ensemble sa vie, la première, Hatoumma, étant la mère d'Assa, la deuxième, Oumou, celle d'Adama, elle décrit une cellule familiale très puissante. Et, en effet, ces mariages successifs ou simultanés ont donné une fratrie soudée où il n'y a pas de « demis », mais uniquement des frères et sœurs, et où les mères sont indistinctement considérées comme telles par tous les enfants. Mara Siré meurt à 46 ans d'un cancer des poumons, laissant à Assa, alors âgée de 14 ans, la responsabilité de la fratrie.

Au moment où Adama meurt à la gendarmerie de Persan, en juillet 2016, Assa est éducatrice spécialisée et mère de

3 enfants. Elle se rapatrie immédiatement de Croatie, où elle encadrerait un groupe de sept adolescents, pour organiser ce qui va se révéler être un combat sans fin ouvrant des perspectives largement au-delà de cette affaire. Car immédiatement, comme toujours en pareil cas, l'obstruction se met en place, déclenchant à chaque épisode d'entrave une riposte du comité, qui, au fil du temps, gagne des soutiens et élargit à la fois son aire de lutte (la mort d'Adama Traoré aux mains de la police, les violences policières, le racisme systémique en France) et son aire d'expression.

Dès 2018, lors d'un entretien avec Angela Davis, elle se place dans un combat qui dépasse de loin la simple exigence de vérité et de justice pour son frère : « *Quand nous parlons de "révolution" dans le combat pour mon frère, nous faisons toujours référence à l'esclavagisme et au colonialisme. C'est important*

*aujourd'hui que les gens prennent conscience que la France, ainsi que d'autres pays, ont tué tout un peuple: ce qu'on nous fait subir actuellement, on peut le comprendre en référence à ça.* » Et plus loin : « *Quand on a tué mon frère le 19 juillet 2016 à Beaumont-sur-Oise, ils n'avaient pas une liste de noms dans leur gendarmerie disant "On va aller tuer Adam Traoré", "Demain, on va aller violer Théo", "On va aller tuer Gaye Camara d'une balle dans la tête". C'est le système. Toute la violence que ces gendarmes et ces policiers exercent dans nos quartiers, c'est sous couvert de ce système répressif, violent et raciste envers nos jeunes frères. On les déshumanise, on leur crache dessus, on les tutoie, on les tue. Mes grands-pères se sont battus pour cette France, ils ont fait la guerre de 1939-1945 pour qu'elle récupère sa liberté: la République a enlevé un de leurs petits-fils. Nous, on se lève pour dire qu'on ne veut plus de ça.* »

Dans cet entretien, Angela Davis parle du mouvement Black Lives Matter, qui existe déjà depuis 2013, mais va prendre une ampleur internationale avec la mort de George Floyd en 2020. Et elle en parle surtout dans une approche intersectionnelle : « *La prise de conscience de*



la violence de l'occupation israélienne en Palestine est un autre indicateur de la conscience de l'indivisibilité de la Justice. Ainsi, un grand nombre des jeunes impliqués dans Black Lives Matter et dans les mouvements en faveur des Noirs aux États-Unis sont très engagés en faveur de la Palestine. Ils comprennent combien cette lutte est devenue un repère pour tous les mouvements demandant justice: qu'il s'agisse de ceux contre l'appareil répressif d'État, contre la violence liée au genre, contre l'exploitation économique, pour les droits des personnes trans... »

Que de wokisme ! Et de fait, ces échanges vont pousser le comité Adama à élargir considérablement son compagnonnage de luttes, même si Assa tient à préciser assez souvent que l'idée de convergence lui met un rien les abeilles. Elle lui préfère le terme d'alliance. On verra ainsi le comité aux côtés des femmes de chambre en grève, de divers mouvements sociaux ou écologistes, des Gilets jaunes et, plus récemment, lors de l'expulsion extrêmement violente des mineurs sans papiers réfugiés à la Gaîté lyrique.

En 2020, à la suite de la publication d'une énième expertise médicale, qui innocente les gendarmes responsables de la mort d'Adama (ce yoyo dure depuis des années), et alors que la mort de George Floyd soulève le monde entier, le comité organise une manifestation assez colossale devant le tribunal de Paris. Vingt mille personnes selon la police, mais il suffit de regarder les vues aériennes pour comprendre que la participation réelle est plus proche des 80 000 personnes revendiquées par le comité.

### **Mais Assa Traoré ne se contente pas de porter le combat Adama aux USA, au Brésil ou ailleurs, dans une alliance antiraciste internationale**

Ici, en France, il est important de former la jeunesse aux combats de demain, et c'est dans cette optique qu'elle a créé le fonds de dotation Assa Traoré, qui finance des formations de jeunes leaders (Génération leaders) susceptibles de s'engager dans les défis posés par tous les combats nécessaires de l'avenir. La première promotion porte le nom de Denis Mukwege, le médecin congolais qui répare les femmes victimes de viols de guerre, dans ce carnage sans fin du Kivu, qui a déjà fait des millions de mortes et sur lequel s'engraissent toutes les multinationales de la tech.

Le décalage est évidemment saisissant entre l'ascension internationale de cette jeune femme, issue d'une famille populaire, et les réactions de mépris, d'aigreur et de haine qu'elle rencontre sur son sol, où on aimerait bien qu'elle reste à sa place, tout en bas, en paillason sur lequel on s'essuie les pieds. Il est vrai qu'elle a mis à poil l'imposture française, et révélé un pays structurellement raciste où l'aigreur coloniale, à la faveur d'une amnésie nourrie par l'omerta persistante sur les crimes coloniaux, est de plus en plus décomplexée et nourrit la brutalité conceptuelle de l'extrême droite, toujours et plus que jamais suprémaciste, raciste et étroitement nationaliste.

Il faut dire que c'est un mouvement de fond mondial : comme le dit une activiste, « *Ils nous ont mangés, et maintenant toute leur société fabrique des anticorps contre nous* ». Léonora Miano appel-

lerait ça la rançon de l'Histoire : on ne peut pas piller et coloniser le monde sans s'attendre à un ressac sur des générations et des générations. La colonisation a métissé le monde par la violence et, à présent, des sociétés détruites émergent un monde qui ne sera plus jamais celui d'avant, pour les colonisés bien sûr, mais aussi pour les colons qui ont eux-mêmes, par cupidité, sabordé ce à quoi ils tenaient le plus dans leurs sociétés : l'homogénéité. Or, ce problème ne se pose pas qu'en France. Il se pose aux USA, en Israël, au Canada, au Brésil, en Amérique latine, partout où la colonisation a défait le monde humain qui prévalait dans sa diversité sans mélange.

### **Assa, particulièrement charismatique et d'une pugnacité rare, non seulement ne lâche jamais l'affaire, mais a le don d'attirer les soutiens**

Dès 2017, elle écrit avec Elsa Vigoureux *Lettre à Adama* et, en 2020, avec Geoffroy de Lagasnerie *Le Combat Adama*, relatant tous les deux à quel point son combat personnel s'inscrit dans le combat plus général de l'antiracisme et contre les violences policières, dans une France qui, répète-t-elle souvent et à raison, va mal. Reconnue par tous les mouvements antiracistes du monde, elle ne cesse d'intervenir, et jusqu'à l'ONU, pour parler de la déclinaison française de cette peste. En France, elle reçoit le soutien de certains élus de la France insoumise, dont Éric Coquerel, qui invitera le comité Adama sous les ors de la République. Par ailleurs, de la même façon qu'elle a été immédiatement aidée et soutenue à la mort d'Adama par Amal Bentounsi, à l'origine du collectif Urgence notre police assassine, Assa Traoré et le comité Adama mettent leur expertise et leur notoriété au service des familles endeuillées par des meurtres policiers, qui hélas ne connaissent pas de répit. Ce fut le cas pour Mounia, la mère de Nahel Merzouk, assassiné en 2023 par un policier – d'ailleurs mis en examen cette année pour meurtre, ébouriffante nouveauté sur la scène judiciaire française, habituée à une impunité policière quasiment sans limite.

### **Est-ce que les lignes seraient en train de bouger à l'envers de ce qu'on croit voir ?**

En ces temps de nostalgie coloniale revancharde et de haine raciale décomplexée, tandis que les rhinocéros mugissent, piétinent, chargent, portant l'étendard grotesque d'un néofascisme qui refuse d'être assimilé aux nazis tout en portant nombre de leurs valeurs sur l'inégalité des races et des genres, la vertu de l'autorité et les charmes de l'arbitraire, la haine des droits humains, de la fraternité et de l'égalité, et l'obsession plus récente du grand remplacement, il est réconfortant de voir le visage de la France qui résiste et lutte se balader sur tous les continents, faire la une du *Times* en tant que « *Guardian of the year* », promener sa beauté française non orthodoxe dans les journaux du monde entier. Car oui, Madame, c'est ça la France dont on est fier-es. ■

L. B.

# Léonora Miano

**J'ai un peu honte de dire que la première fois que j'ai vu et entendu parler Léonora Miano, c'était à l'occasion d'un clash très policé entre elle et Élisabeth Lévy, dans l'émission *Ce soir ou jamais*, en novembre 2013.**

L'ÉCRIVAINNE venait de recevoir le prix Fémina pour son 10<sup>e</sup> roman, *La Saison de l'ombre*, qui relate les conséquences des premières razzias du début de l'esclavage, quelque part en Afrique subsaharienne. Dans cet extrait d'une émission que je ne regardais pas, mais qui circulait sur les réseaux, on voyait Élisabeth Lévy, qui décidément n'en a jamais loupé une, s'offusquer qu'on traite tant de gens de racistes (il était alors question de personnes brandissant des bananes et poussant des cris de singe quand s'exprimait, d'ailleurs avec une remarquable éloquence, Christiane Taubira), alors qu'en fait il ne s'agissait pas de ça. En bonne avocate du racisme, Lévy mouillait sa chemise pour expliquer qu'il n'était pas question de couleurs de peau, mais de changements d'habitudes. Par exemple, expliquait-elle, « *supposons que dans une certaine culture, on soit bruyant dans les fêtes, et supposons, moi, que j'aie besoin de silence pour travailler. Supposons donc que je m'éloigne, que je décide d'habiter ailleurs parce que, moi, j'ai besoin de silence. Eh bien je ne voudrais pas que, sous ce prétexte-là, on m'accuse de racisme* ». Elle glissait ensuite sur l'inquiétude identitaire, qui serait toujours stigmatisée et jamais écoutée, pour en arriver à ce constat : les gens ont peur que leur pays change trop, parce qu'ils sont attachés à un certain type de mode de vie, de rapports sociaux, de codes sociaux, etc. « *J'aimerais, dit-elle, qu'on puisse discuter de ça.* » À quoi Léonora Miano, qui semblait très intéressée, répondait : « *Mais on peut.* » Et elle envoyait alors à une Élisabeth Lévy, médusée, qu'elle comprenait que les gens souffrent de voir le monde changer autour d'eux, leur culture disparaître, peut-être. « *Moi, disait-elle, ça m'intéresse beaucoup cette réflexion-là. Parce que si on la mène à son terme, ou si on commence par le commencement, on dira que les Subsahariens d'aujourd'hui, par exemple, ont vu déferler sur eux un monde qu'ils ne connaissaient pas, et qu'ils se débattent toujours avec. C'est ça, la colonisation. C'est la disparition du monde connu. Et on ne peut pas avoir fait ça à tant de cultures, et se dire que jamais une addition ne vous sera présentée. C'est l'Histoire, c'est la conséquence de l'Histoire.* » Et elle ajoutait : « *N'ayez pas peur. On n'en meurt pas de la disparition du monde connu, on invente autre chose. C'est ça qui va se passer, qui est déjà en train de se passer.* »

À ce moment où le racisme le plus échevelé reprenait du poil de la bête (aujourd'hui il a pignon sur rue, rond de serviette dans les cercles du pouvoir et déverse son philistinisme diarrhéique sur les réseaux sociaux, ce monde parallèle qui conditionne le monde réel), se repeignant la patte en blanc, c'était merveille d'entendre ça. Et de l'entendre d'une écrivaine dont je ne connaissais pas encore la voix, magnifique, profonde,



puissante, comme une lame de fond, ce qui se perçoit même quand elle parle, encore plus :

« *La nuit a une odeur : elle sent la peau de ceux qui sont ensemble par la force des choses. Ceux qui ne se seraient jamais rencontrés, s'il n'avait pas fallu s'enfuir, courir sans savoir où pour rester en vie, trouver une vie. La nuit sent les souvenirs que le jour éloigne parce que l'on s'occupe l'esprit à assembler les parties d'une case sur pilotis, à chasser, à piler, à écailler, à soigner le nouveau venu, à caresser la joue de l'enfant qui ne parle pas, à lui chercher un nom pour le maintenir dans la famille des hommes. La nuit charrie les réminiscences du dernier jour de la vie d'avant, dans le monde d'antan, sur la terre natale.* »

Léonora Miano, née à Douala au Cameroun et arrivée en France à 18 ans, est aujourd'hui franco-camerounaise, et vit au Togo depuis 2019. Sa rencontre avec la France n'a pas été facile, et elle ne l'a révélée que récemment, car ça ne lui disait rien, comme elle le précise dans un entretien à *Ouest-France* en 2022, que sa vie prenne la sale tête d'un raccourci facile. Elle préférerait « *ne pas me laisser définir par ces faits passés, ne pas être la SDF qui écrit des livres* ». Elle levait le voile à l'occasion de sa dernière parution, *Stardust*, qui aurait pu, en fait, être la première, car c'était le premier roman qu'elle ait écrit, au plus près de sa vie d'alors de jeune mère sur le pavé, vingt ans plus tôt :

« *Toute nation se crée des mythes. Toute nation repose sur des fictions. Dans celles qu'on nous conte de la France, il n'y a pas d'exclusion sociale. Pas d'endroits où les marginaux sont entassés, refoulés. Dans la fable qui se transmet chez nous de génération en génération, l'hiver est froid, mais il ne l'est que pour permettre le port de vêtements élégants. Manteaux. Écharpes. Bottes. On ne dit pas que ce froid est mortel pour ceux qui n'ont nulle part où aller. On ne sait rien d'eux. On ne dit rien des femmes qui échouent dans les CHR<sup>S</sup>¹.* »

Au moment où ce texte paraît, Léonora Miano a déjà 18 parutions derrière elle, et 9 prix littéraires, dont les prestigieux Goncourt des lycéens pour *Contours du jour qui vient*, et Fémina, pour *La Saison de l'ombre*. Elle a déjà exposé sa philosophie à propos de l'organisation globale du monde depuis les grandes conquêtes dans *Habiter la frontière*. *Afropea, utopie post-occidentale et post-raciste* et *L'Opposé de la blancheur. Réflexion sur le problème blanc*. C'est une voix singulière de l'afropéanisme et, plus largement, du postcolonialisme : quel est ce monde hybride né de cette folie occidentale qui poussa l'Europe à se propulser sur tous les continents, à imposer dans un premier temps un métissage massif de contraintes aux populations dominées et exploitées, puis, comme elle le fait très justement remarquer à Élisabeth Lévy, à refuser ce qu'il faut bien en appeler l'héritage, ces cultures anéanties mais qui renaissent de l'hybridation, et ce métissage de fait qui s'observe dans tous les grands pays colonisateurs, car les racines des Afropéens ne sont pas coupées, ne le seront jamais, pas plus d'ailleurs que celles des peuples autochtones métissés. Une partie des Européens refuse absolument cet héritage, oubliant que la colonisation même est un creuset identitaire pour les populations atrocement spoliées : c'est bel et bien le colonisateur français qui a créé l'Algérien, le même qui, un siècle plus tard, le foutra dehors, en anéantissant les tribus qui occupaient alors ce territoire sous domination ottomane. Une chose est sûre, c'est l'ardoise de l'Histoire que de se retrouver avec des routes ouvertes au sabre, et qui ne se referment plus. Car l'afropéanité relie aujourd'hui au moins trois continents, et ses multiples floraisons culturelles, artistiques, musicales, sociologiques, littéraires et philosophiques témoignent que la greffe a réussi, que l'hybridation est de fait. D'ailleurs, seul un pan des Européens dits de souche, effrayés et pétris d'aigreur, la refuse, et surtout parce qu'elle balaye ce désir paradoxal à la fois d'homogénéité sourcilieuse et de supériorité de principe qui faisait sa fragile identité. Quand on compte davantage sur ses gènes ou son genre que sur ses œuvres pour se valoriser, c'est évidemment contrairement de voir les anciens faire-valoir, qui servaient de litère à vos ascendants, attendre de vous que vous méritiez l'estime qu'on vous porte.

### **En revanche, il faut bien en convenir, le féminisme la hérissé en ce que c'est, pour elle, une valeur spécifiquement occidentale**

Les Africaines n'en auraient pas besoin, ou du moins pas besoin comme ça. Car, pour elle, le féminisme pousse les femmes à se définir de façon victimaire et uniquement par rapport aux hommes, ou à ce qu'elles endurent des hommes, tout en les encourageant à revendiquer leur part du gâteau de la prédation et de l'inégalité : « *Le féminisme, quant à lui, entre assez fréquemment en conflit avec le féminin qu'il semble prendre de haut. Il est avant tout la quête de l'égalité entre femmes et hommes au sein de l'environnement ayant vu naître cette doctrine : un milieu impérialiste et capitaliste. Avant que ne se créent les mille obédiences que l'on connaît aujourd'hui et qui arborent toutes les couleurs de l'échiquier politique, avant que ne se succèdent ses vagues dont la prochaine ne tardera pas, le féminisme veut permettre aux femmes d'être elles aussi des dominantes réjouies au sein de sociétés prédatrices.* »

Ce n'est pas faux pour ce qui concerne un certain féminisme libéral, voire d'État, mais c'est faire peu de cas de nombre de courants du féminisme, et même avant que ce terme existe. Les révoltes frumentaires, sous l'Ancien Régime, étaient surtout le

fait de groupes de femmes, et ce furent des femmes qui allèrent chercher le boulanger, la boulangère et le petit mitron à Versailles, de même que ce furent des femmes qui refusèrent de rendre les canons à Montmartre.

Le féminisme ne fut pas bourgeois dès son identification, il y eut un féminisme bourgeois, c'est différent, mais il y eut toujours un féminisme populaire. L'autre langue des femmes est une galerie de portraits de femmes puissantes, tel qu'on pourrait assez aisément en faire pour l'Europe ou l'Asie, ou n'importe quelles sociétés patriarcales où les hommes n'ont jamais réussi à empêcher toutes les femmes d'exprimer leur puissance, leur talent, leur sagacité, etc., car il y a toujours des trous dans la raquette.

Il faut reconnaître que ce point de vue est sommaire, ignorant du féminisme dans tous ses courants, et conservateur, pour ne pas dire réactionnaire. On y retrouve le refus parfaitement compréhensible de ne pas opposer les hommes et les femmes, car Léonora Miano n'a pas tort de dire que cette opposition à l'os entre les sexes ne peut s'exprimer sans danger pour tout le groupe que s'il s'agit du monde dominant. Sur des groupes dominés, et on le voit en France avec la façon dont les sœurs Ramata Dieng, Amal Bentounsi et Assa Traoré endossent la défense des hommes surdiabolisés et surbrutalisés de leurs familles, la revendication de respect et d'égalité ne peut s'exprimer d'une façon qui plussoie avec l'oppression raciste et en rajoute une louche sur leur dénigrement tout en les prenant elles en otage en tant que femmes, c'est évident. Car on le voit dans les anciens pays coloniaux, comme dans les rapports avec les pays à libérer par ces derniers de leurs ressources rares, l'instrumentalisation du féminisme à des fins prédatrices ou racistes frise en effet l'obscénité. Mais est-ce vraiment ça que Léonora Miano récuse ?

« *Je ne me définis pas comme féministe parce que je n'ai pas ce problème. Le problème de mettre l'homme au centre de ma vie. Pour être féministe, il faut s'estimer dominée par les hommes, moi je ne m'estime pas dominée par les hommes, du tout. Je pense que les hommes ne peuvent pas me dominer. Ce sont surtout les hommes qui devraient être féministes puisque ce sont eux qui sont avantagés par un certain ordre des choses [oui, tu as remarqué ?], c'est eux qui devraient être obsédés par l'égalité, obsédés par la justice. Donc je ne suis pas féministe mais je suis peut-être pire. J'ai tendance à me croire supérieure à beaucoup de messieurs. Donc je ne vise pas toujours l'égalité. Je crois que je suis souvent au-dessus* », pirouette-t-elle devant Mathieu Magnaudeix sur Mediapart.

On l'aura compris, bien qu'elle tienne à donner son avis là-dessus, le féminisme n'est pas son point fort. Ses points forts résident d'abord dans sa puissance de vision et de style, et ce qu'elle a pu transmuier de son expérience personnelle, l'afropéanité de sa fille, sa connaissance intime de deux mondes humains, dont l'un a asservi l'autre sans jamais ni le faire disparaître ni s'en rendre définitivement maître, de deux continents. Mais, quoiqu'elle écrive des essais, et des pièces de théâtre d'ailleurs, c'est d'abord l'intelligence sensible en elle qui s'exprime, avec une force créatrice qui refuse d'être bridée. Et puis toute son œuvre l'exprime, elle est profondément, radicalement individualiste. Une grande écrivaine, une langue magnifique, la sienne propre, qu'on ne peut vraiment rattacher à personne d'autre. ■

L. B.

1. Centre d'hébergement et de réinsertion sociale.

# Amal Bentounsi. Pour que Justice soit rendue



**Amal Bentounsi n'est pas la seule sœur courage à défrayer la chronique en France: avant elle, il y avait eu Ramata Dieng, acharnée à faire reconnaître la culpabilité de la police dans la mort de son frère Lamine Dieng, à la suite d'un plaquage ventral, en juin 2007 à Paris.**

**C**ELLE QUI DISAIT ÊTRE NÉE le jour de la mort de son frère, après un non-lieu confirmé en cassation, avait déposé un recours devant la Cour européenne des droits de l'Homme. Sans jamais reconnaître la culpabilité des policiers, l'État français finit par négocier un retrait de ce recours en 2020, moyennant le versement à la famille de Lamine de 145 000 euros. Une victoire en demi-teinte, donc, mais qui mit fin aux poursuites.

Et après Amal, il y eut Assa Traoré, à la suite de la mort d'Adama, en juillet 2016, consécutive à un plaquage ventral, comme Lamine Dieng. Amal apporta aussitôt son aide à la famille dans la constitution du collectif Vérité et Justice pour Adama.

Les faits: en avril 2012, entre deux tours d'élection présidentielle, Amine Bentounsi, délinquant en cavale, est tué par un policier qui arguera ensuite avoir été menacé d'une arme. Ce que démentent les témoins comme l'autopsie: Amine, abattu d'une balle dans le dos, est tombé face contre terre.

Sa grande sœur Amal, débrouillarde et combative, qui s'efforce de l'accompagner depuis son premier enchristement à l'âge de 13 ans, est d'abord tombée, comme elle le dit « dans un état végétatif », ne cessant de parler en boucle de l'histoire. Mais, très vite, elle se ressaisit, et non moins vite prend en compte le caractère systémique des meurtres racistes perpétrés par la police en France. Elle fonde alors le collectif Urgence notre police assassine, qui fédère rapidement d'autres familles pareillement endeuillées. Cette femme, qui vient d'une fratrie de six mouflets, avec un père sur les chantiers et une mère femme de ménage, virée de son BEP comptabilité à 17 ans et qui s'est très jeune débrouillée en vendant sur les marchés, en faisant commerce de fringues et en ouvrant une sandwicherie, mère de 4 enfants, reprend des études de droit. Elle crée, en 2020, l'application Urgence violences policières (UVP), qui permet de stocker directement sur un serveur dédié les images de violences policières, empêchant leur destruction par les pandores en cas de saisie du téléphone – ce qui arrive trop souvent.

On sait que cette question des vidéos est une épine dans la chaussure des tenants du permis de tuer, car ce sont des preuves incontestables, et, depuis une vingtaine d'années, tout le monde se balade avec un portable doté de la faculté de filmer et de prendre des photos datées à la seconde près.

**La plupart des affaires de violences policières qui ont pu être portées devant les tribunaux avec des billes suffisantes comprenaient des vidéos...**

De la même façon, les vidéos qui mitent nos espaces publics dans une option de surveillance globale se retournent souvent contre les forces de l'ordre. Cette question des images est devenue un enjeu tel que des députés LREM avaient déposé, en 2020, une proposition de loi, dont le très controversé article 24 interdisait la diffusion d'images des forces de l'ordre en exercice. Finalement, la loi de Sécurité globale fut adoptée en 2021, mais l'article 24, retoqué par le Conseil constitutionnel, ne fut pas appliqué. Heureusement! Car ce n'est un secret pour personne, certains policiers mentent, font des procès-verbaux inexacts, nient, assurés du soutien inconditionnel de leurs collègues et de leur hiérarchie jusqu'au plus haut sommet de l'État, sans parler de la presse de préfecture, toujours prête à trouver des circonstances atténuantes, voire d'excellentes raisons de perdre son sang-froid, aux assassins pourvu qu'ils portent un uniforme, tandis qu'il est de bon ton de salir les morts et leurs familles, qui, quelque part, ont toujours un peu mérité d'être envoyés *ad patres*.

Cette application ne cesse de se voir mettre des bâtons dans les roues, mais elle a connu un grand succès. Distribuée gratuitement dans des versions pour Apple et Android, elle fait dresser les cheveux sur la tête des policiers, car ils ne savent jamais s'ils sont filmés avec. Elle permet en outre une géolocalisation précise qui permet au collectif Urgence notre police assassine de dépêcher rapidement ses relais locaux et de proposer les services des équipes d'avocats qui travaillent avec lui.

Amal ne se laisse pas marcher sur les pieds. En 2014, une vidéo sur la violence et l'impunité policières lui vaut d'être attaquée en justice pour « diffamation publique envers une administration publique », par Valls soi-même, alors ministre de l'Intérieur. Qui, évidemment, perd cette ridicule procédure-bâillon, les STIFO (Soutien inconditionnel aux forces de l'ordre) des médias n'arrivant pas à invisibiliser l'avalanche de ce qu'il n'est plus possible d'appeler des « bavures policières ». D'ailleurs, comme le dit Amal dans une interview au Bondy Blog en 2016 : « *Nous ne parlons pas de bavures! Nous parlons de crimes policiers et de violences policières car parler de bavures cela donne à penser qu'il s'agit d'accidents. Or, les policiers sont responsables. Si Ali Ziri, 69 ans, retraité, s'était appelé Robert, il ne serait pas mort entre les mains de la police. En quatre ans, nous avons rencontré énormément de monde, de collectifs et d'associations, nous avons constitué un réseau. Les informations nous viennent de personnes extérieures au collectif, qui viennent nous parler de telle ou telle famille qui aurait vécu un drame. Cela se passe à Rennes, Bordeaux, Strasbourg, Lille, toutes les grandes villes françaises.* » Cette interview avait lieu à l'occasion de la sortie, par le collectif, d'un guide à l'usage des victimes de violences policières et des familles endeuillées.

En juin 2017, Amal Bentounsi se retrouve en garde à vue pour avoir filmé une opération policière de contrôle d'identité dans son quartier. Rudoyée par les policiers, elle porte plainte contre eux pour « procédure abusive ». Ce n'est pas la première ni la dernière fois qu'on verra la petite Amal se faire physiquement houspiller par des bleus qui font le double de son poids. Mais il semble que toute tentative d'intimidation se heurte, en ce qui la concerne, à une véritable structure d'acier. Que peut-elle perdre encore, après avoir vu la dégringolade de son petit frère, à 13 ans le plus jeune

détenu de France, tirant à Fleury-Mérogis une peine de six mois, avant de finir abattu à 30 ans d'une balle dans le dos lors d'une cavale? Ce monstrueux gâchis humain perpétré par la relégation sociale, la pauvreté, le racisme et la violence policière, il ne se produit pas qu'à Meaux.

Lors des législatives de 2024, Amal a été investie par la France insoumise pour porter les couleurs du Nouveau Front populaire en Seine-et-Marne. En 2<sup>e</sup> position derrière le Rassemblement national au premier tour, elle a été battue par celui-ci, le candidat de droite en 3<sup>e</sup> position s'étant retiré sans donner de consigne de vote. Elle a tout de même engrangé 47% des voix, ce qui n'est pas humiliant, tant s'en faut. Sans surprise, elle a subi une campagne assez ignoble de dénigrement à consonance raciste la concernant, elle comme sa famille.

Après cette échappée dans les aléas de la politique représentative, elle est revenue à la politique tout court, celle qui consiste à se fédérer pour prendre ses affaires en main et s'unir contre l'oppression. Sa dernière apparition se faisant pour appeler à la marche contre le racisme du 22 mars, qu'elle dit avoir initiée à la suite de son expérience déplorable par le passé avec l'anniversaire des 20 ans de la Marche des beurs et SOS racisme, pour ne pas les nommer. Car, selon elle, il n'y était pas question de parler des violences policières. En 2013, parler du racisme OK, parler de ses effets concrets, non.

Tout en faisant cet article, je rencontre des difficultés assez inédites pour accéder au site Urgence notre police assassine, mais aussi à une pétition contre les violences policières envers les enfants concernant des enfants de 13 ans maltraités par la police. Le fait n'est pas nouveau, Fatima Ouassak a très bien démontré comment les enfants des quartiers populaires étaient « désenfantés », et les grands frères déplorent souvent la façon dont les « petits », entre 12 et 17 ans, sont l'objet de violences plutôt proportionnées à des adultes, et qui vont de l'insulte aux brutalités physiques. Le site Urgence notre police assassine renvoie sur le site de la police nationale... ces hackers de droite sont de grands enfants malveillants.

En ces temps d'accélération brutale de l'Histoire, il ne faudrait pas grand-chose pour que les innombrables collectifs, qui ferraillent dans leur orbe restreinte, fassent mortier, pour opposer une résistance tous azimuts à la catastrophe au front bas qui s'avance et dont le gros cul de rhinocéros bouche l'horizon (que les vrais rhinocéros, ces innocentes bêtes, me pardonnent, ce n'est pas d'eux que je parle).

À l'instar d'Assa Traoré, et bien que, hélas, les meurtres policiers atteignent des records, avec les effets combinés de la militarisation et de la fascisation galopante du corps, Amal ne rétrécit pas, de son côté. En 2024, 55 personnes ont été tuées par la police, soit plus d'une par semaine. Les chiffres ne cessent de croître, mais les Amal Bentounsi et les Assa Traoré sèment des billes, et particulièrement la première si on s'attache au point de vue pratique, ressources disponibles: un guide, une application, la structure d'un collectif réunissant 7 familles et auquel, d'après elle, une trentaine de familles s'adressent chaque mois pour des problèmes avec la police, tandis que l'autre apporte l'appui de sa notoriété considérable et l'expérience des vieux routards qui s'y sont ralliés. ■

L. B.

# Au Parlement européen, Carola garde le cap!

**On se rappelle le coup de force de Carola Rackete, la courageuse capitaine du navire *Sea-Watch 3*, qui avait bravé le refus d'accostage du gouvernement italien en juin 2019, pour mettre en sécurité les 42 migrant-es qu'elle avait encore à son bord sur l'île de Lampedusa.**

LE MONDE DÉCOUVRIT ALORS cette jeune Allemande, 31 ans à l'époque, prête à défier Salvini et toute l'Union européenne pour imposer un droit de la mer qui surplombe les mesquineries nationales. Pour tout dire, lors de la passe d'arme entre le gouvernement italien, la Libye – où Carola refusait d'accoster – et la France muette comme une tombe après sa demande de débarquer à Marseille, on avait pu noter la xénophobie de l'Italie et la lâcheté de la France, sans préjudice d'un petit coup de projecteur sur l'effroyable férocité des garde-côtes libyens, obligeants sous-traitants de l'Europe en matière de gestion des flux migratoires.

D'abord le *Sea-Watch 3* fut maintenu à un mile à l'écart du port de Lampedusa et sous la surveillance d'une vedette de police. Qui, le lendemain à l'aube, eut tout juste le temps de garer ses abattis pour ne pas être démolie par le navire, dont la capitaine avait décidé qu'il était temps d'accoster, de gré ou de force.

Immédiatement arrêtée à son arrivée, sous les applaudissements et les insultes, mise aux fers et risquant pas moins de dix ans de taule pour aide à l'immigration clandestine et non-respect de l'ordre d'un navire de guerre, Carola n'avait jamais dévié de sa ligne de défense : le droit de la mer prévaut et, en l'occurrence, l'obligation de porter secours. Les jours suivants virent 30 000 Allemand-es défilier pour la soutenir, tandis qu'elle recevait en rafale des menaces de mort.

Et le 2 juillet, petit coup de théâtre après ces déferlements d'insultes de la part d'un Salvini hors de lui, et de messages de haine de toute la fachosphère européenne (Carola voit grand !) : le tribunal d'Agrigente, Sicile, lève son assignation à résidence tandis qu'une juge lève les accusations de « *résistance avec violence envers un navire de guerre* » et « *obstruction à la force publique* » et déclare qu'« *un décret italien sur la sécurité n'est pas applicable aux actions de sauvetage* ». Merci Madame et fin de l'histoire. Le parquet, ulcéré, se pourvoit en cassation, et s'y brise pareillement les dents en janvier suivant : la libération de Carola Rackete est confirmée.

Pendant un certain temps, la capitaine s'est un peu planquée, car tout ce que l'Europe compte de bouffeurs de migrant-es voulait sa peau. Mais ça n'a pas non plus duré des siècles. La voilà élue au Parlement européen sous l'étiquette *die Linke* (qui ne veut pas dire la droite) depuis juin 2024. Et avec des ambitions écologiques et sociales en rapport à la fois avec son cursus (elle n'est pas que capitaine, mais aussi titulaire d'un master en management environnemental. Elle s'est embarquée avec Greenpeace, a travaillé en Antarctique et au Kamtchatka avant de naviguer pour *Sea-Watch*) et ses préoccupations.

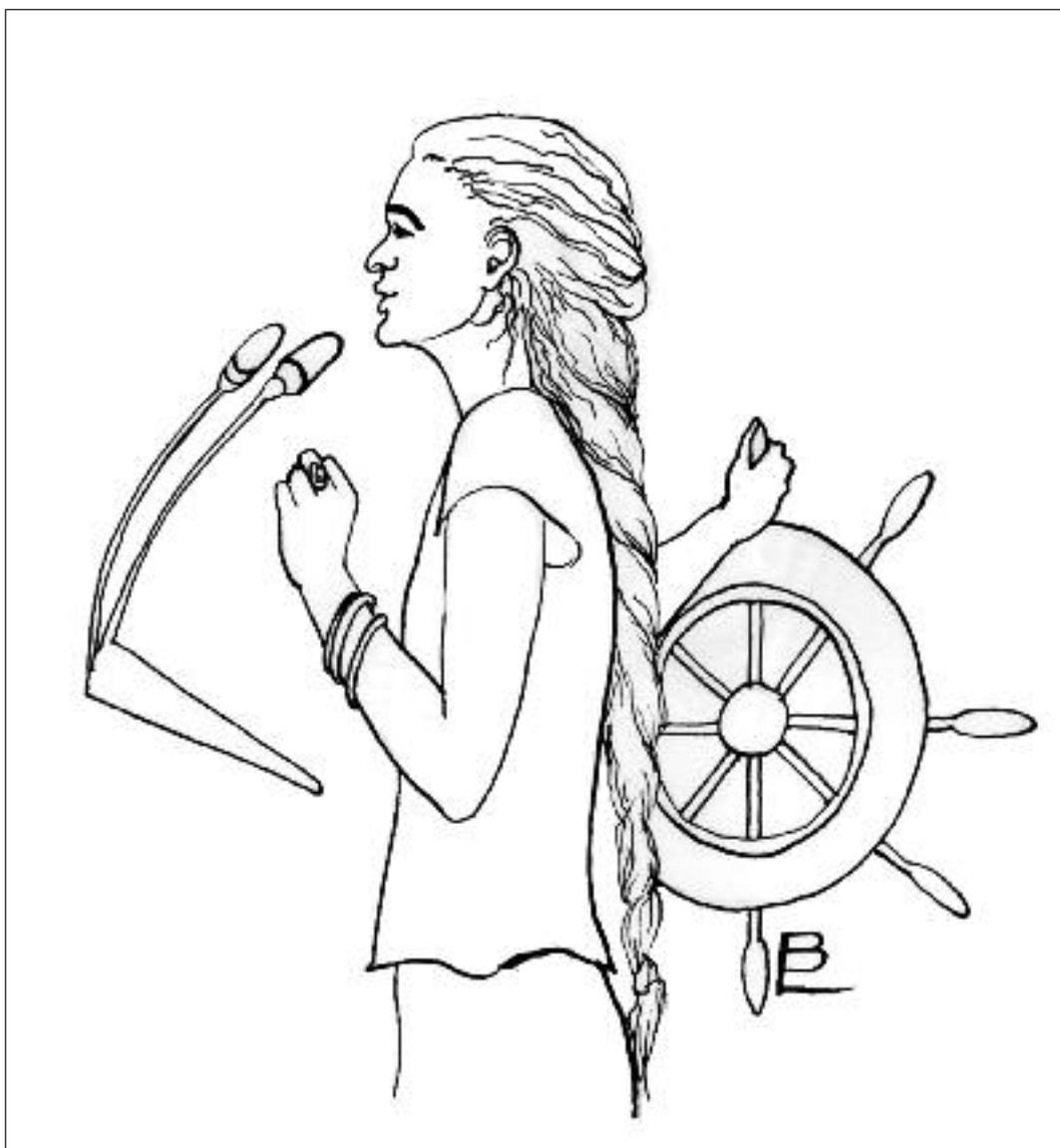
Et si elle se retrouve au parlement européen avec son équipe, ce n'est pas pour chômer. Les cartes sont sur la table : « *Notre travail est axé sur la justice climatique, environnementale et sociale. Nous souhaitons soutenir et renforcer les communautés locales et les mouvements de la société civile qui luttent pour la justice climatique, environnementale et sociale et contre le capitalisme, en Europe et dans les pays du Sud. Nous faisons partie de ce mouvement et notre équipe est composée de membres de différents mouvements pour le climat, l'environnement, la justice sociale, les peuples autochtones, l'anticolonialisme et l'anticapitalisme.* »

**On a envie de dire « mais que diable vas-tu faire dans cette galère » ? Mais la suite tire les choses au clair**

« *Cependant, nous ne faisons pas confiance aux institutions de l'Union européenne, y compris au Parlement européen, pour résoudre ni répondre de manière adéquate aux crises urgentes du climat et de la biodiversité, aux inégalités systémiques et aux injustices coloniales. Cela s'explique par le fait que l'Union européenne a été fondée, façonnée et développée pour servir les intérêts du capital. Cela s'explique par le fait que le néolibéralisme est ancré dans les traités de l'Union européenne et que l'Union européenne et ses institutions sont un élément central du continuum du colonialisme européen. Nous considérons plutôt la politique électorale et parlementaire comme une plateforme permettant d'organiser l'action collective et de perturber la politique traditionnelle.* »

**Ah oui, vu comme ça...**

Et, en effet, elle vient de boucler un tour du monde des peuples impactés par l'extractivisme et le changement climatique, histoire de venir détailler par le menu les ravages des multinationales européennes sur le populo des lointains pays. L'idée est de fédérer tous les mouvements sociaux nés de ces atteintes et des dégradations climatiques dont souffrent les peuples du Sud, bien qu'ils n'y soient pour rien, et de porter leur voix au plus près des responsables de cet état de fait.



Au passage, nos fleurons pétroliers en prennent pour leur grade: en République démocratique du Congo, Perenco se conduit comme un reître, laissant les champs inondés de pétrole, les eaux empoisonnées et les villageois-es sans subsistance, tandis que Total, en Tanzanie et en Ouganda, exproprie à tour de bras et menace l'approvisionnement en eau de quelque quarante millions de personnes avec son oléoduc chauffé de 1500 bornes.

Quand on lui parle du Green Deal de l'Europe, la jeune femme ricane: « Si l'UE impose des standards environnementaux stricts aux entreprises opérant en Europe, elle ne les applique pas aux multinationales européennes actives à l'étranger. C'est donc une hypocrisie totale. Pire, elle se positionne comme un prédateur sur les ressources naturelles du Sud global », dit-elle à *Reporterre*. Par ailleurs, précise-t-elle, avec le Critical Raw Materials Act, qui entraîne des accords commerciaux pour sécuriser son accès aux métaux rares, « ce n'est pas une transition écologique, c'est un prolongement du colonialisme par d'autres moyens ».

On aurait pu se douter que si cette impétueuse activiste se lançait dans une carrière politique, ce ne serait pas pour

chauffer son siège en touchant les émoluments de rigueur, 10 377 euros bruts, précise-t-elle. Mais alors, comment compte-t-elle s'y prendre pour que sa députation serve à quelque chose? Elle ne se fait pas d'illusion sur l'Europe, mais compte s'en servir pour faire venir des activistes qui puissent témoigner et le cas échéant trouver des soutiens en Europe. « *Nous ne faisons pas confiance aux institutions, dit-elle, mais nous nous en servons pour organiser la contestation.* »

Son site de députée contient les mises en garde qu'elle se fait à elle-même de ne pas se faire bouffer toute crue par l'institution, ce qui arrive à peu près à tous et toutes les entristes. Qui sait? Elle a déjà prouvé qu'elle avait de la ressource. En 2020, dans la revue *les Inrockuptibles*, à l'occasion de la sortie du livre qu'elle venait de publier avec Anne Weiss, *Il est temps d'agir*, elle assénait paisiblement: « *Si tout le monde ne faisait qu'obéir aux lois, nous aurions un problème.* »

En effet. Parfois, le crime est dans la loi plus que dans la désobéissance, comme elle s'est employée à le prouver avec brio et courage. ■

L. B.

# Sit-in domestiques

## Les femmes de Salamiyah transforment leurs maisons en places de protestation

**Le site Syriauntold<sup>1</sup> a rassemblé une étude portant sur la façon dont 6 villes syriennes ont participé à la révolution de 2011 à 2012. En voici un extrait, publié en 2014, illustrant la place des femmes dans ce processus.**

**L**A VILLE DE SALAMIYAH, dans le centre de la Syrie, a été l'une des premières à se joindre aux manifestations contre le régime d'Assad. Son soulèvement s'est distingué par le nombre et la contribution des femmes au mouvement. Malgré les hauts et les bas de l'activité révolutionnaire dans la ville depuis ces premiers jours, ce facteur distinctif perdure sous la bannière du Comité de coordination des femmes de Salamiyah.

La participation importante des femmes dans la ville dès le début a été un démenti direct au récit du régime, selon lequel la révolution était le produit de salafistes et d'éléments islamistes radicaux. La population majoritairement ismaélienne de la ville (une petite branche de l'islam chiite) a également mis à mal la propagande sectaire du régime et sa position autoproclamée de « protecteur des minorités ». Ces deux éléments ont fait de la participation de la ville au soulèvement une perspective vraiment effrayante pour le régime, qui a utilisé très tôt des détentions à grande échelle, associées à une propagande massive et à des campagnes de rumeurs sur la « conspiration salafiste ».

La répression a considérablement réduit le mouvement de protestation dans la ville, qui s'est réduit à de petites manifestations-éclaircies.

Le Comité de coordination des femmes de Salamiyah a été créé dans ces circonstances difficiles pour s'opposer à cette répression et positionner les femmes de Salamiyah au centre de la résistance civile dans la ville.

L'une de leurs premières activités organisées par le comité a été une marche silencieuse dans les rues de la ville. Les participantes ont brandi des banderoles à la gloire d'autres villes rebelles, appelant à la libération des détenus et condamnant les campagnes de bombardements du régime d'Assad contre les villes syriennes. La marche silencieuse a rapidement été prise d'assaut par les voyous du régime et les forces de sécurité, et un grand nombre de militantes ont été arrêtés.

La répression des manifestations publiques a poussé les activistes à réfléchir à des moyens innovants, mais plus sûrs, de protester. C'est ainsi qu'est née l'idée de manifestations organisées à l'intérieur des maisons. « Nous avons organisé



des sit-in à l'intérieur de nos maisons, où nous avons tenu des banderoles et des déclarations qui présentaient nos opinions politiques et notre résistance à la brutalité du régime d'Assad.» Ces sit-in domestiques ont ensuite été filmés et diffusés sur les médias sociaux. L'un des messages poignants de ces sit-in était le suivant : « Toute notre révolution peut être résumée en ces mots : "Nous voulons la liberté, nous voulons la dignité, et nous les exigerons jusqu'à ce que le meurtrier tombe et soit finalement exécuté". »

Ces sit-in nationaux se sont poursuivis au cours de la troisième année de la révolution, malgré des circonstances toujours changeantes. Les militantes du comité rejettent totalement le discours du régime sur le sectarisme et, en tant que membres d'une de ces soi-disant « minorités », elles estiment qu'elles sont les mieux placées pour disséquer ce discours qui n'a aucun sens : « Personne ne peut nous tromper avec ce mensonge de la protection des minorités. La révolution syrienne concerne tous les Syriens, quels qu'ils soient et où qu'ils vivent. Son objectif est clair : nous débarrasser du régime de la famille Assad et créer une nouvelle Syrie fondée sur la citoyenneté active, le pluralisme et l'État de droit. »

Le recours forcé du Comité à des sit-in nationaux ne l'a pas empêché de participer à d'autres types d'activités révolutionnaires, notamment les secours, l'aide aux Syriens déplacés à l'intérieur du pays et aux familles des victimes et des détenus. Toutes ces activités sont soutenues par les dons individuels des membres du comité.

Le groupe, tout en réaffirmant son engagement en faveur d'un activisme civil et non-violent, soutient clairement la résistance armée, mais uniquement sous la bannière de l'Armée syrienne libre (ASL). En effet, le groupe estime que « la militarisation est une conséquence inévitable de la brutalité et des massacres du régime ». Il reconnaît toutefois les effets néfastes des militants islamistes radicaux sur la révolution et les activistes civils, et considère des groupes comme l'État islamique en Irak et en Syrie comme une extension du régime plutôt que comme ses opposants.

Les femmes de Salamiyah ont mené la lutte de leur ville contre la tyrannie du régime. Grâce à leurs idées claires et à leur engagement, elles ont fait de leurs maisons une « épine dans la gorge du régime ». Elles se sont montrées dignes de l'héritage le plus célèbre de leur ville, son poète de renommée internationale et révolutionnaire éternel, Muhammad al-Maghut : « Les tyrans sont comme les records du monde, ils finissent tous par tomber. »

1. SyriaUntold. Cities in Revolution : <<https://cities.syriauntold.com/>>.

## 8 mars...

### 5 syndicats, 5 affiches, pas une seule revendication !

**B**IG-UP À LA CFDT, qui continue de penser que les femmes sont un grand pas pour l'homme.

Salutations à l'UNSA qui célèbre les droits des femmes comme s'ils existaient et qu'on n'avait plus qu'à allumer les bougies d'anniversaire.

Ovation pour FO qui se bat pour les droits des femmes, et le fait à leur place... sans compter le visuel de 5 femmes jeunes, belles, maquillées, et aux yeux mi-clos... Mais les autres ?

#### Grève féministe ?

Juste une info : personne ne fera jamais grève avec un slogan de « grève ouvrière ». Il faut des objectifs, des revendications et, surtout, que cette journée de grève serve à construire des actions fortes, permettant un meilleur rapport de force.

Alors, la promenade sous les ballons, les chansons en dansant, les ateliers de tatouage, les chorales en gant Mapa, bien sûr c'est sympa. Mais pour le 8 mars 2026, qui sera un dimanche, j'encourage toutes les femmes de tous les syndicats à renoncer à la grève, mais à passer à l'action. À trouver de véritables actions qui nous sortent de la « fête des femmes », de la « journée des femmes », et qui fasse comprendre à tous et toutes et que c'est une journée de lutte, donc que nous allons lutter. Exiger. Imposer. Obliger. Bref, construire un véritable rapport de force, qui sera précédé d'une semaine d'actions pour inciter toutes les femmes à venir le 8.

Sinon, le 8 mars va devenir une célébration de l'inexistant. On fêtera les droits des femmes lorsque ces droits auront été obtenus. ■

Véronique Decker



### Le comité de la jupe, les femmes cathos en grève

**Un archevêque a déclaré en 2008 :  
« Il ne suffit pas d'avoir une jupe, encore  
faut-il avoir quelque chose dans la tête. »**

**D**ES FEMMES FÉMINISTES CATHOLIQUES se sont alors organisées en Comité de la jupe qui milite pour l'égalité hommes-femmes dans les décisions de l'Église catho, mais aussi pour des valeurs progressistes : inclusion des personnes LGBT, droit à la contraception et à l'avortement, soutien aux victimes de violences sexuelles dans l'Église, inclusion des divorcé-es-remarié-es, et aussi contre le célibat des prêtres (et éventuellement pour l'ordination des femmes, si c'est la seule façon de partager le pouvoir, mais plutôt contre cet ordre pyramidal).

**Cette année pendant le carême (jeûne et pénitence, du 5 mars au 12 avril), c'est la grève des femmes cathos, appelée par une association américaine et relayée par le Comité de la jupe**

Les femmes jeûnent du sexisme et du patriarcat, afin de connaître plus profondément le Dieu qui a créé tous les êtres humains à son image. Elles lancent donc un appel à la grève du travail bénévole : plus de catéchisme, de préparation des cérémonies, de préparation des funérailles, de ménage. Comme en dehors de l'église : la grève pour que leur apport indispensable soit visible et faire avancer leur cause vers le partage du pouvoir<sup>1</sup>.

Si toute cette énergie et ses idées sortaient de l'institution réactionnaire que ne peut qu'être l'Église, ce serait drôlement bien pour les féministes en général. ■

Ch. R.

1. <<https://comitedelajupe.fr/greve-internationale-des-femmes-catholiques/>>

# Le silence des enfants

**Q**UAND BIEN MÊME, dans nos pays occidentaux, selon la légalité, les femmes ont obtenu les mêmes droits que les hommes, la réalité est plus que nuancée sur les plans politique, professionnel, économique ou conjugal. On note cependant une très lente évolution positive.

C'est l'affaire Weinstein (2017) et la campagne de #metoo sur le viol qui, après de retentissants procès, fit avancer la situation d'un grand pas. Puis, par la suite, la grande presse commença à diffuser des informations sur des agressions sexuelles contre les enfants tant dans l'Église catholique que dans le milieu du show-biz.

## Le syndrome d'aliénation parentale (SAP)

C'est le cas de Julie dont la mère, Isabelle (les prénoms ont été changés), avait obtenu le divorce pour violences conjugales. Le père conservait le droit de recevoir sa fille, mais, très rapidement cette dernière raconta que son père lui léchait le sexe et lui montrait un « bâton rose ». De plus, l'enfant souffrait de vulvite.

Les témoignages du médecin, d'une voisine, de son institutrice n'y font rien. Juges, commissariat et les différents psychologues pensent que c'est la mère qui a mis ses idées dans la tête de l'enfant pour en conserver la garde; c'est le « syndrome d'aliénation parentale », une appellation de Richard A. Gardner, psychiatre et psychanalyste américain aux diplômes mensongers, nous indique l'auteur, car c'est un syndrome dont l'inexistence est largement prouvée.

L'enfant est alors placé dans un foyer après plainte du père pour non-représentation de l'enfant, père qui parle de machination pour le priver de sa fille; la mère risquait la prison; l'accusatrice devenait l'accusée. Après de nombreuses démarches, l'affaire est déclarée sans suite par le parquet. Et la mère se tait, sans défense.

Témoignage d'Emma, 4 ans :

« Qu'est-ce que tu fais ? »

– Je lèche la zézette [de sa poupée]

– Où as-tu vu ça ? [...]

– Chez papa.

– À la télévision chez papa ? [...] Sur l'ordinateur ?

– Non. C'est papa qui fait ça [...]

– Je ne te crois pas. Il fait ça à Barbie ?

– Non.

– À qui alors ?

– À moi. » (p. 43-44)

## Associations des pères

C'est une vision des militants ultraconservateurs rencontrés que nous donne Patric Jean. Pour entraver l'avancée féministe, des militants machos s'insurgent contre une « féminisation de la société ». Si certains reconnaissent une violence historique faite aux femmes, ils estiment que le balancier va trop loin et que, maintenant, ce sont les hommes qui sont dominés : « D'un point de vue politique, on pourrait réduire leur idéologie à une défense de privilèges sociaux [...], une agression dont ils doivent se protéger. » (p. 27) « On n'a plus le droit d'être un homme. » (p. 28).

**Patric Jean, l'auteur de *La Loi des pères*, est un réalisateur de films; et c'est effectivement pour un film, en s'infiltrant discrètement dans des groupes masculinistes canadiens, qu'il a pris conscience de l'ampleur de la domination sexuelle masculine.**

Pour les punir, quelques exemples de massacre de femmes sont donnés, massacres par des « involontairement célibataires » (les « incels »), car les femmes sont responsables de leur solitude sexuelle. L'homme serait un prédateur, un conquérant, et la femme sa proie.

La place des femmes est dans leur foyer où elles doivent accepter une domination légitime, « y compris la violence de l'homme à qui elles appartiennent » (p. 30).

À la réflexion, il nous paraît qu'une des causes de la domination masculine se situe aussi dans le fait de la maternité et du soin de longue durée que la femme doit assumer sous la protection masculine, mais cette protection peut se transformer en domination et exploitation.

## Dans l'épaisseur du silence

Invisible, mondiale, Patric Jean pense que l'information sur les victimes de la sexualité masculine est disponible si on prend le temps de la consulter : crimes et délits sont l'œuvre des hommes dans 98% des cas.

Selon le principe que femmes et enfants sont la propriété du père, on débouche rapidement sur les problèmes de pédophilie et d'inceste dont nous avons déjà donné deux témoignages.

Puis l'auteur cite le cas d'un petit garçon (Lucien) violé régulièrement pas son père. Un pédiatre consulté note, entre autres de multiples contusions, des fissures anales avec traces de sang. Là encore, la magistrature néglige les témoignages et tergiverse... : « De toute évidence, la justice et les pouvoirs politiques successifs tardent à prendre en compte un phénomène qui a pourtant fait l'objet de mesures que personne ne conteste. » (p. 67)

Il semble que les idées et le « syndrome d'aliénation parentale » de Richard A. Gardner soient partagés par nombre de magistrats.

## Le déni et la légitimation

Effectuant un retour historique vers le XIX<sup>e</sup> siècle, l'auteur rappelle que la suprématie de l'homme sur sa femme et ses enfants était alors universellement partagée et que, maintenant, la mise en cause de cette hiérarchie devenait, de fait, à proprement parler, une démarche révolutionnaire.

Cependant, si dans l'esprit général perdure une légitimation de cette hiérarchie, c'est conjointement avec une négation des faits devant une réprobation qui émerge.

Nous sont donnés d'autres exemples de pédophilie, activité qualifiée d'« angle mort social » par l'historienne Anne-Claude Ambroise-Rendu, en contradiction avec le rappel largement connu que nombre d'écrivains célèbres (Gide, Montherlant, Matzloff, etc.) ont vanté leurs amours pédophiles. Car l'angle mort, ce n'est pas l'ignorance, c'est le silence et l'acceptation ! « C'est l'essentiel de l'intelligentsia progressiste qui verse dans le camp pédophile, convaincue du bien-fondé des thèses légitimant la pédophilie. » (p. 121)

Patric Jean

LA LOI  
DES PÈRESUne enquête choc sur l'aveuglement  
de la Justice et de la société  
face à l'inceste et à la pédophilie

ROCHER

Mouvement qui s'accompagne de la liberté de la parole et de la libération des mœurs.

Sans coups portés, sans violences, il n'y avait pas d'agression, donc pas de possibilités d'une inculpation, car qui ne dit mot consent.

« Parfois, bien que l'âge de la victime ne permette même pas d'imaginer un consentement, la justice fait preuve d'une mansuétude étonnante. Malgré des promesses ministérielles et

législatives, le consentement des enfants est encore sous-entendu, la légitimation de la pédophilie est donc toujours à l'œuvre aujourd'hui, même de façon implicite. » (p. 166)

## Déferlement sur la Toile

Dans les années 1980, après un bref regard international sur la question, est cité un document allemand appelant à « une impunité totale pour la sexualité non violente entre adultes et enfants » (p. 140).

L'arrivée d'Internet démontrera par les chiffres une réalité pédophile de grande ampleur: en 1996, une association norvégienne observe 5400 sites pédopornographiques, tandis qu'une antenne danoise en liste 80 000.

Avec le système du *darknet* permettant l'anonymat, la pédophilie peut se développer à l'instar du commerce des armes et de la drogue.

Cependant, un réseau de plus de 1500 pédophiles fut démantelé par Anonymus (*L'Humanité*, 24 octobre 2011).

## Les experts

Il est à remarquer que Richard A. Gardner continue de faire des émules. On peut citer: Alain Depaulis avec le syndrome de Médée, Yves-Hiram Haesevoets sur l'inceste mère-fils, Hubert Van Gijsehem (*Us et abus de la mise en mots...*) et bien d'autres.

« Entre les formations, conférences et autres formations continues, les magistrats, travailleurs sociaux, éducateurs et psychologues sont abreuvés d'une information pseudo-scientifique qui finit par donner l'impression d'un consensus. Ils intègrent dans leur pratique l'idée que, lorsqu'une agression sexuelle sur mineur est suspectée, il faut en réalité commencer par suspecter la mère de la victime. » (p. 241)

Constaté cette réalité est porteur de pessimisme, mais la vie est un combat contre les normes sociales et les règles d'organisation de la société humaine que, maintenant, nous remettons en cause; il ne faut plus ni se soumettre ni se taire. ■

André Bernard

Patric Jean, *La Loi des pères*, éditions du Rocher, 2020.

<<https://patricjean.blogspot.com/2013/03/masculinistes-surprise-pour-ce-21-mars.html>>

Le SAP, syndrome d'aliénation parentale  
Késaco?

**En janvier 2024, le ministère de la Justice fait une mise au point, à l'initiative d'une sénatrice du Nord, Michelle Gréaume, qui entend dénoncer le SAP et l'utilisation qui en est faite.**

LE SYNDROME D'ALIÉNATION PARENTALE a été théorisé dans les années 1970 par un pédopsychiatre américain, Richard Gardner, mais il n'a jamais été reconnu dans la nomenclature scientifique. On l'utilise dans les cas où un enfant rejette l'un des deux parents, de façon jugée injustifiée. Mais, évidemment, il se trouve bien des cas où ce rejet est parfaitement justifié lorsque l'enfant subit des violences, voire des violences sexuelles, de la part de ce parent « rejeté ». La Ciivise<sup>1</sup> dénonce le SAP comme contribuant à occulter

les violences dénoncées par les enfants.

Alors, notre ministère de la Justice nous annonce que « depuis février 2022, les magistrats ne doivent plus poursuivre le "parent protecteur" qui refuse de remettre son enfant au parent soupçonné de violences sexuelles, le temps que le juge vérifie les allégations ». Ah bon, parce que jusqu'alors, ce n'était pas le cas. Mais ils jugent de quoi, ces juges? Ils ont perdu toute jugeote! Et tout le reste des textes émanant de notre ministère est du même acabit. Entre autres, il reconnaît que le SAP est

régulièrement invoqué dans le cadre de procédures judiciaires par le parent rejeté, qui accuse l'autre parent de manipuler l'enfant pour le monter contre lui.

« La loi du 30 juillet 2020 permet au juge de suspendre le droit de visite et d'hébergement d'un parent mis en examen des chefs d'infraction commise soit contre son conjoint soit contre ses enfants. » Avant cette loi, donc, vous étiez mis en examen pour violence contre conjointe et enfants, mais vous aviez toujours le droit de garde, et d'héberger chez vous une petite victime. Il a fallu une loi,

➔ tardive, pour que les juges comprennent ça! La Ciivise, elle, en octobre 2021, « préconisait déjà de suspendre les poursuites pénales pour non-représentation d'enfant contre un parent, lorsqu'une enquête était en cours contre l'autre parent pour violences sexuelles incestueuses »! Cela sous-entend que les juges jugent vite fait, ne se donnant pas la peine de fouiller le dossier et de prendre en compte les mises en examen et autres enquêtes et documents.

## C'est quoi, cette justice ? Il est vrai que ce ne sont que des femmes et des enfants qui trinquent. Pas important !

Le décret du 23 novembre 2021 précise que « le Procureur de la République doit faire vérifier ces allégations [violences ou autres infractions commises sur le mineur par la personne qui a le droit de le réclamer] avant toute poursuite contre l'autre parent pour non-représentation d'enfant ». Ah, parce qu'il faut lui préciser! C'est pas son boulot précisément de faire une véritable enquête sur son dossier? Et attendez! ils envisagent (quelle avancée audacieuse!) d'inscrire dans la loi « le retrait de principe de l'exercice de l'autorité parentale en cas de condamnation du parent pour violence sexuelle incestueuse sur son enfant ».

Ce sont des lois pour la petite école de la magistrature, le B.A. BA.

En attendant, dans le *Libération* du 16 janvier 2025, quatre affaires sont décrites, de mères ayant pris la fuite avec leur fille parce que la Justice, sous couvert de SAP, confiait l'enfant à son violeur. Et quand ces femmes sont reprises par la Justice, ce sont elles les coupables

de non-représentation d'enfant, tandis que leurs plaintes pour viol incestueux sont classées sans suite.

## Mais que se passe-t-il dans la magistrature ?

Elle est infiltrée par les masculinistes ? Ou a-t-elle toujours été, de toutes les manières, hostile aux femmes et encline à protéger le statut des mâles dominants et autres pervers ? En tout cas, les quatre histoires de l'article de *Libé* font froid dans le dos. Parce que les mères ont toutes des dossiers conséquents pour appuyer les dires de leurs enfants, avec enregistreur caché dans la peluche, où l'on entend l'enfant crier, supplier, hurler de douleur quand « Papa met son zizi dans sa zézette », avec des rapports de médecins, des signalements des urgences pédiatriques et de centres médico-psychologiques, et des prélèvements ordonnés par un procureur – mais détruits sans avoir été analysés. Par ailleurs, il y a aussi des psychologues mandatés par la Justice ou des officiers de police qui auditionnent les petites filles (7 et 4 ans) et dont les enregistrements révèlent de graves défaillances à l'égard des recommandations relatives au recueil de la parole des enfants. Et la Justice se fonde sur ces rapports plutôt que sur les signalements effectués par des médecins, des instances éducatives, des centres médico-psychologiques qui ne sont pas sous sa coupe. Ce sont bien sûr toujours des femmes qui se retrouvent en prison pour plusieurs mois (après cavale avec leur fille ou leur fils), tandis que l'enfant est renvoyé chez son violeur.

Selon la Ciivise, des centaines de femmes seraient actuellement victimes de ce « déni de réalité », cette « inversion de

culpabilité ». Une nouvelle loi a été promulguée le 18 mars qui « vise à suspendre ou retirer l'autorité parentale à l'adulte déjà condamné ou poursuivi pour violence sur mineur ». Oui, mais pas durant le temps de l'enquête, seulement une fois la condamnation prononcée. « 160 000 mineurs subissent des violences sexuelles chaque année. Plus de 73 % des plaintes sont classées sans suite, et 3 % des plaintes pour viol sur mineur débouchent sur une condamnation. »

Les enfants, de même que les femmes, ne comptent pas comme des individus à part entière. La culture du viol, le mépris pour les femmes, le refus catégorique d'écouter leur parole et celle des enfants, et la volonté de taire à tout prix l'inceste, le gros tabou dont on s'aperçoit qu'il est sans cesse transgressé et que la culture de l'inceste, comme celle du viol, imprègne les mentalités modelées par le patriarcat, à savoir que seul le mâle est doué de raison et que seul il règne. Le reste – femmes, enfants et autres races inférieures – lui appartient de droit, c'est tout cela qui a l'air de traîner sous le tapis (et même dessus) du cerveau des magistrats et, on peut extrapoler, de beaucoup de ceux qui ont des positions de notables et petits chefs qui, faisant régner l'ordre patriarcal, s'assimilent aux « maîtres du monde » alors qu'ils n'en sont que les larbins. ■

M. M.

1. Ciivise: Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants.



On peut lire l'intéressant article sur le site de l'Association de défense des droits de l'enfant, l'invention du syndrome d'aliénation parentale:

<<https://www.protegerlenfant.fr/2021/05/13/syndrome-alienation-parentale/>>.

Tout petit extrait du pédophile, Richard A. Gardner, créateur du SAP (que l'on retrouvera sur le site cité ci-dessus): « L'enfant victime d'agressions sexuelles est généralement tenu pour une victime alors que l'enfant peut parfaitement initier des rencontres sexuelles en "séduisant" l'adulte. »

Richard A. Gardner, *Child Custody Litigation: A Guide for Parents and Mental Health Professionals*, Creative Therapeutics, 1986, p 93.

# Emprisonnées

Ce livre regroupe dix témoignages de femmes en prison, ou qui en sont sorties, à travers le monde. Chaque chapitre est donc composé d'un long récit, reconstruit par l'auteur à partir de plusieurs échanges, ainsi que d'une note informative sur un sujet évoqué dans le témoignage: être mère en prison, être enfermées sans procès, la condamnation à mort, la construction de

**D**IX RÉCITS INTIMES qui parlent de la violence à l'intérieur du monde carcéral comme de celle à l'extérieur, mais aussi de solidarité, d'espoir et de luttes. Car, à travers ces récits de prisonnières, ce n'est pas seulement la prison qui est remise en question, mais l'ensemble de la société qui en a besoin et qui fabrique en permanence de la « chair à prison ».

Récits de violences patriarcales, par les conjoints comme par les matons. Comme celui de Merry Utami, humiliée par sa famille, battue par son mari, trompée par un dealer de drogue et condamnée à mort pour trafic par l'État indonésien.

Récits du racisme systémique et de la dépossession capitaliste. Comme celle de Bárbara Mariano, « métisse », enfermée pour trafic de drogue au Brésil, pays où 68,2% de la population carcérale est « noire ». Continuité du ciblage racial d'un pays qui ne mit fin à l'esclavage qu'en 1888, après avoir déporté et réduit à l'esclavage plus de 5 millions d'individus.

Récits de vies marginalisées et criminalisées, dont la prison est un des outils de la déshumanisation. Comme celui de Lisa B., qui, après avoir été enfermée dans un hôpital psychiatrique, a été condamnée à quatre ans et demi de prison pour 2 feux qu'elle allume en pleine crise; coût total des dégâts: 57 euros.

Dix existences sur les 740 000 femmes détenues à travers le monde, 7% des plus de 10 millions de personnes enfermées, mais dix rappels à la nécessité de mettre fin à l'enfermement et de transformer radicalement cette société.

L'ouvrage se termine sur une conclusion qui se veut un approfondissement de la question, à travers analyses, chiffres et propositions.

C'est pour cela qu'apparaît bien étonnante cette déclaration, dans la conclusion, que les femmes enfermées auraient besoin d'un lien humain avec les « agent-es pénitentiaires », alors même que s'étalent au long des pages les humiliations et les sévices qu'elles et ils leur infligent. Il n'y a pas de lien à construire avec les bourreaux, parce que c'est justement un des outils utilisés pour asseoir leur domination et infliger de la violence. En ce sens, les stratégies des conjoints violents, des flics ou des matons sont les mêmes: violences physiques, chantages, contagion émotionnelle...

Un autre point étonnant de l'ouvrage, c'est l'absence de réflexion sur la domination des adultes sur les



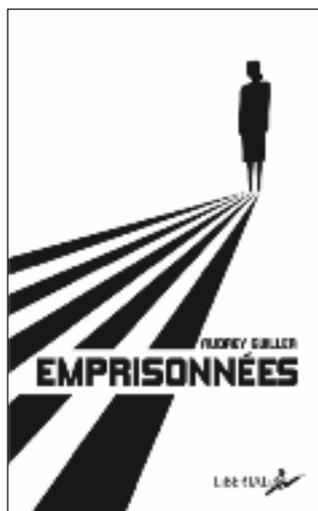
enfants. Et ce, alors que les témoignages parlent clairement de maltraitance, de violences physiques, d'incestes ou encore le cas de Kadiatou D., enfermée dès l'âge de 15 ans pour avoir volé sa patronne. Le fait de ne pas l'évoquer montre la limite d'une réflexion qui se concentre particulièrement sur les conséquences de la prison sur les femmes, vues comme des personnes fragilisées et marginalisées, plutôt que sur les choix sociaux et politiques qui les excluent et dont fait partie la prison. Car s'il y a bien une chose que ces témoignages ont en commun, c'est de raconter la violence de la cellule familiale comme celle de la cellule de prison.

Malgré ces quelques critiques, on ne peut que conseiller de lire ce recueil de témoignages souvent tus ou invisibilisés de l'archipel carcéral mondial.

Bárbara Mariano: « Mais à chaque fois que tu te déplaces quelque part, pour accéder à certains espaces, tu dois confirmer ton numéro Registro Geral de Identificação. Tu dois le mémoriser et le répéter. Pour dire que c'est toi, que c'est bien toi. Donc, c'est ce numéro qui compte vraiment, n'est-ce pas? Tu perds ton nom et tu deviens ce numéro. »

Chenda N.: « Avant d'arriver en prison, j'avais des préjugés très négatifs sur les femmes emprisonnées. Je pensais qu'elles étaient toutes coupables et méchantes. Mais ce n'est pas le cas. Quand je regarde autour de moi, je vois plus de femmes victimes et d'innocentes que de coupables. La grande majorité des détenues sont là pour avoir vendu de la drogue... pour acheter leur propre dose. » ■

Josh



Audrey Guillier, *Emprisonnées*, Libertalia, 2024.

Quatre des témoignages sont disponibles sous format audio dans le podcast <<https://www.ouest-france.fr/podcasts/emprisonnees/>>.

# 200 mots : le fascisme, c'est aussi l'interdiction d'accéder aux mots qui désignent...

## A

*Accessible* : accessible  
*Activism* : activisme  
*Activist* : activiste  
*Advocacy* : plaidoyer  
*Advocate* : militant·e, défenseur·se  
*Affirming care* : soin d'affirmation de genre  
*All-inclusive* : tout inclus  
*Alllyship* : allié, alliance  
*Anti-racism* : antiracisme  
*Antiracist* : antiraciste  
*Assigned at birth* : assigné·e à la naissance  
*Assigned female at birth* : assignée au sexe féminin à la naissance  
*Assigned male at birth* : assigné au sexe masculin à la naissance  
*At risk* : à risque

## B

*Barrier* : barrière  
*Belong* : appartenir  
*Bias* : biais  
*Biased* : biaisé  
*Biased toward* : biaisé en faveur de  
*Biases towards* : préjugés à l'égard de  
*Biologically female* : biologiquement femme  
*Biologically male* : biologiquement homme  
*BIPOC (Black, indigenous and people of color)* : Noir, autochtone et personne de couleur  
*Black* : noir  
*Breastfeed people* : personne allaitée

## C

*Chestfeed person* : personne qui allaite  
*Clean energy* : énergie propre  
*Climate change* : changement climatique  
*Climate science* : science du climat  
*Commercial sex worker* : travailleuse du sexe

*Community diversity* : diversité  
*Community equity* : équité communautaire  
*Confirmation bias* : biais de confirmation  
*Cultural competence* : pertinence culturelle  
*Cultural differences* : différences culturelles  
*Cultural heritage* : héritage culturel  
*Cultural sensitivity* : sensibilité culturelle  
*Culturally appropriate responsive* : culturellement approprié

## D

*DEI (Diversity, Equity and Inclusion)* : programmes de diversité et d'inclusion du gouvernement fédéral  
*DEIA (Diversity, Equity, Inclusion and Accessibility)* : programmes de diversité, d'équité, d'inclusion et d'accessibilité

*DEIAB (Diversity, Equity, Inclusion, Accessibility and Belonging)* : programmes de diversité, d'équité, d'inclusion, d'accessibilité et d'appartenance  
*DEIJ (Diversity, Equality, Inclusion, Justice)* : diversité, égalité, inclusion, justice  
*Disability* : handicap  
*Discriminated* : discriminé·e  
*Discrimination* : discrimination  
*Discriminatory* : discriminatoire  
*Disparity* : disparité  
*Diverse* : divers, varié  
*Diverse backgrounds* : diversité des origines  
*Diverse communities* : diversité des communautés  
*Diverse community* : communauté hétérogène  
*Diverse group* : groupe hétérogène  
*Diverse groups* : groupes divers  
*Diversified* : diversifié  
*Diversify (to)* : diversifier  
*Diversifying* : diversification  
*Diversity* : diversité

## E

*Enhance the diversity* : renforcer la diversité  
*Environmental quality* : qualité environnementale  
*Equal opportunity* : égalité des chances  
*Equality* : égalité  
*Equitable* : équitable  
*Equitableness/ Equity* : équité  
*Ethnicity* : origine ethnique  
*Excluded* : exclu  
*Exclusion* : exclusion  
*Expression* : expression

## F

*Female* : femme  
*Feminism* : féminisme  
*Fostering inclusivity* : favoriser l'inclusion



## G

*GBV (gender based violence)*: violence basée sur le genre  
*Gender-s*: genre-s  
*Gender based*: basé sur le genre  
*Gender diversity*: diversité de genre  
*Gender identity*: identité de genre  
*Gender ideology*: idéologie de genre  
*Gender-affirming care*: soins de santé d'affirmation de genre  
*Gulf of Mexico*: golfe du Mexique

## H

*Hate speech*: discours haineux  
*Health disparity*: inégalités en matière de santé  
*Health equity*: égalité de santé  
*Hispanic minority*: minorité hispanique  
*Historically*: historiquement

## I

*Immigrants*: migrants  
*Implicit bias-es*: biais implicite-s  
*Inclusion/ Inclusiveness*: inclusion  
*Inclusive*: inclusif  
*Inclusive leadership*: leadership inclusif  
*Inclusivity*: inclusivité  
*Increase (the) diversity*: accroître la diversité  
*Indigenous community*: communauté autochtone  
*Inequality/Inequalities*: inégalité-s  
*Inequitable*: inéquitable, injuste  
*Inequity/Inequities*: injustice-s  
*Injustice*: injustice  
*Institutional*: institutionnelle  
*Intersectional*: intersectionnel  
*Intersectionality*: intersectionnalité

## K

*Key groups*: groupes cibles  
*Key people*: individus cibles  
*Key populations*: populations cibles

## L

*Latinx*: latino-s américains  
*LGBT*: lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres  
*LGBTQ*: lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et queer

## M

*Marginalize (to)*: marginaliser  
*Marginalized*: marginalisé

*Men who have sex with men (MSM)*: hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes  
*Mental health*: santé mentale  
*Minority/Minorities*: minorité-s  
*Most risk*: risque le plus élevé  
*Multicultural*: multiculturel-le  
*Mx*: pronom non-genré

## N

*Native American*: amérindien  
*Non-binary/Nonbinary*: non binaire

## O

*Oppression*: oppression  
*Oppressive*: oppressif, oppressive  
*Orientation*: orientation



## P

*People + uterus*: personnes avec utérus  
*People/Person-centered care*: soins centrés sur la personne  
*Polarisation*: polarisation  
*Politique*: politique  
*Pollution*: pollution  
*Pregnant people/person*: personne enceinte  
*Prejudice*: préjugé  
*Privilege-s*: privilèges  
*Promote (to) diversity*: promouvoir la diversité  
*Promoting diversity*: promouvant la diversité  
*Pronoun-s*: pronom-s  
*Prostitute*: prostitué-e

## R

*Race*: race et ethnie  
*Race and ethnicity*: race et origine ethnique  
*Racial*: racial  
*Racial diversity*: diversité de race  
*Racial identity*: identité de race  
*Racial inequality*: inégalité de race  
*Racial justice*: justice raciale  
*Racially*: racialement, selon la race  
*Racism*: racisme

## S

*Segregation*: ségrégation  
*Sense of belonging*: sentiment d'appartenance  
*Sex*: sexe  
*Sexual preferences*: préférences sexuelles  
*Sexuality*: sexualité  
*Social justice*: justice sociale  
*Sociocultural*: socioculturel-le  
*Socioeconomic*: socioéconomique  
*Status*: statut, position, état  
*Stereotype*: stéréotype  
*Systemic*: systémique

## T

*They/them*: ils, elles, eux, iels  
*Trans*: trans  
*Transgender*: transgenre  
*Transsexual*: transsexuel  
*Trauma*: trauma, traumatisme  
*Traumatic*: traumatique, traumatisant  
*Tribal*: tribal

## U

*Unconscious bias-e*: biais implicite-s  
*Underappreciated*: sous-estimé  
*Underprivileged*: personnes défavorisées  
*Underrepresentation*: sous-représentation  
*Underrepresented*: sous-représentés  
*Underserved*: mal desservi  
*Undervalued*: sous-estimé

## V

*Victim-es*: victime-s  
*Vulnerable populations*: populations vulnérables

## W

*Women*: femmes.

# Réseau féministe Ruptures

**Le réseau féministe Ruptures date de la fin des années 1980. Il s'inscrit dans la continuité du collectif de pratiques et de réflexions féministes Ruptures, dont Monique Dental a été à l'initiative en 1974, dans la période du Mouvement de libération des femmes (MLF).**

**À** L'ÉPOQUE, c'était une association non mixte, comme la plupart des associations féministes. Constitué à la faveur des luttes pour la parité, où nous avons été très engagées, le réseau féministe Ruptures est désormais mixte.

Il vise à interroger les problèmes de société d'un point de vue féministe en établissant des passerelles avec des associations féministes et généralistes. Cette approche permet d'appréhender ce qui serait un véritable changement social.

## Objectif

Notre association se donne pour objectif de substituer à la société patriarcale une société fondée sur une égalité réelle entre les femmes et les hommes dans les domaines économique, social politique et culturel. Elle promeut un féminisme de transformation sociale, universaliste, laïque, paritaire, antiraciste et écologiste.

## Nos principaux champs d'action

Nos militant-es sont bénévoles : dans une période de financiarisation effrénée du monde associatif, c'est la garantie de notre indépendance.

## Au niveau national

Nous sommes membre du collectif IVG en Europe, Les Femmes décident, qui a lutté pour obtenir la constitutionnalisation de l'IVG en France et poursuit son action pour la reconnaissance de l'IVG dans la Charte des droits humains fondamentaux en Europe;

– la lutte contre les féminicides et les violences sexistes et sexuelles à l'encontre des femmes, ainsi que les viols en temps de guerre;

– contre l'appropriation du corps des femmes dans le système prostitutionnel, la pornographie, la gestation pour autrui (GPA). En effet, tant que le corps des femmes sera un objet de marchandisation, il ne pourra y avoir d'émancipation réelle des femmes. La liberté des femmes est, pour notre association, un acquis essentiel datant des luttes du MLF des années 1970. C'est pourquoi nous participons au collectif Abolition 2030, qui fait suite au collectif Abolition 2012, dont les luttes ont abouti à la loi de 2016 qui vise particulièrement le client de la prostitution.

– les luttes pour la parité, non seulement en politique, mais dans tous les domaines de la vie sociale, économique et culturelle;

– les droits des femmes migrantes, exilées et réfugiées: pour un statut autonome et le retrait de la mention des codes de statut personnel des pays d'origine dans les conventions bilatérales;

– la lutte contre tous les intégrismes religieux et les pouvoirs politico-religieux qui exercent un véritable « apartheid sexuel » comme en Afghanistan ou en Iran, ou limitent les droits des femmes;

– Mémoire et transmission des droits des femmes et du féminisme. À chaque commémoration importante de l'histoire du féminisme ou des luttes féministes internationales, nous organisons un événement pour faire acte de mémoire et de transmission. C'est une démarche qui nous semble intéressante parce qu'elle permet de revisiter ces situations passées à l'aune des expériences présentes; cela s'avère toujours très riche de découvertes inattendues. Ainsi, nous avons commémoré les luttes de femmes, Lip au féminin, les 17 et 18 juin 2023;

– actions d'information:

1. lettre électronique d'information réservée aux membres et ami-es du réseau,



Merci à Monique Dental pour cette présentation!

2. lettre agenda électronique bimensuelle,
3. site: <<http://www.reseau-feministe-ruptures.org>>,
4. Page Facebook: <<https://facebook.com/reseaufeministeruptures>>.

## Au niveau européen

Notre association est membre de la Coordination française pour le lobby européen des femmes (CLEF) qui agit pour que toutes les femmes en Europe bénéficient des mêmes droits. En effet, de nos jours, plusieurs pays européens refusent aux femmes le droit à l'IVG, même en cas de viol. Nous demandons que la Convention d'Istanbul soit ratifiée par l'ensemble des pays de l'Union européenne. Pour y parvenir, il est indispensable que l'Union européenne se dote d'un-e commissaire en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes.

## Au niveau international

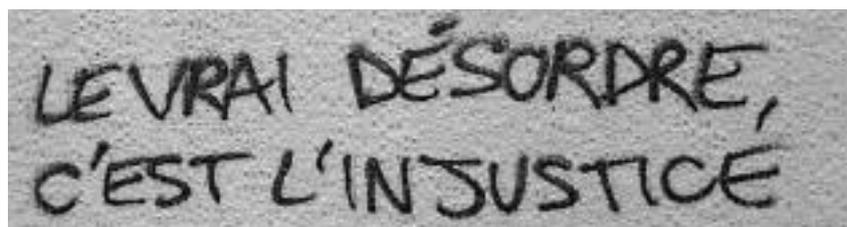
Nous assurons le suivi des principales conférences mondiales de l'ONU:

- conférences mondiales sur les droits des femmes depuis celle de Pékin en 1995, suivies du forum Génération égalité en 2021 et de la Commission on the Status of Women (CSW69) sur l'évaluation des trente ans de Pékin;

- conférence mondiale du Sommet de la Terre depuis 1992 (Rio de Janeiro), suivie de celle sur le développement durable, du climat (COP 21) dans la perspective des objectifs du développement durable à l'horizon 2030.

## Publications principales

- « Ruptures » et féminisme en devenir, éditions Alternatives, 1984.
- Bulletins mensuels du réseau féministe Ruptures, 1986 à 2021;
- Cahiers n° 2, « Parité, commission femmes hommes et patriarcat », Mouvement Arc-en-ciel, 1986;
- Rapport des ONG, « Voir le monde avec des yeux de Femmes », conférence de Pékin, 1996;
- 20 ans de luttes féministes contre tous les intégrismes et pouvoirs religieux, réseau féministe Ruptures, 2008;
- De Mai 68 au Mouvement de libération des femmes (MLF), sous la direction de Monique Dental et Marie-Josée Salmon, éditions du Croquant, 2022. (Ce livre reprend les communications d'un colloque organisé par notre association en 2008, intitulé « Le mai des féministes »). ■



## CASSE-RÔLES

Journal trimestriel

## (RÉ)ABONNEMENT

Je m'abonne ou me réabonne à partir du numéro .....

Prix libre ..... euros\*

Frais postaux (là aussi, approximatifs) ..... 6,00 euros

TOTAL ..... euros

\*Pour info, le prix de revient (approximatif, puisque les numéros ont un nombre de pages variable) tourne autour de 20-25 euros par an. Dans le prix de l'abonnement, sont compris les éventuels hors-séries.

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

TÉL. .... COURRIEL ..... DATE .....

Libellez le chèque à l'ordre de : **Association Les amies et amis de Casse-rôles**  
Adressez-le à **Christine Rebatel, 2, lieu-dit La Brière, 72260 Courgains**

**Contact** [casse-roles23@proton.me](mailto:casse-roles23@proton.me)  
<<http://casse-roles.revolublog.com/>>

Compte ouvert au Crédit agricole Centre-Ouest. IBAN: FR76 1950 6000 1128 1207 4100 666 BIC AGRIFRPP895

Dans la société « marchande », tout produit doit engendrer des bénéfices, au nom de la rentabilité. À ce titre, le prix à payer pour un produit est le même pour tout le monde, que l'on soit avec ou sans ressources, au RSA ou député, c'est-à-dire volé ou voleur assermenté... Et selon ses moyens, on n'aura pas la possibilité d'acquiescer le même bien, mais celui d'une qualité inférieure, défraîchie, en somme spécial pauvre.

Parce que l'on paye un produit selon ses moyens, celui-ci devient accessible à tout le monde, désargenté ou plus fortuné: c'est l'égalité. Il y en a qui ne pourront rien don-

ner, ou peu, mais d'autres compenseront en donnant beaucoup plus: c'est la solidarité. Quant à la fraternité et à la sororité, celles-ci s'installent spontanément dès lors que le profit, la rentabilité et l'inégalité ont cessé d'être les moteurs des rapports humains.

Le prix libre peut se pratiquer dans tous les domaines, par tous les temps, et sans modération. Il s'inscrit dans la lutte anticapitaliste qui nous anime. À ce jour, ni Carrefour, ni Leclerc, ni les marchands d'armes, ni les marchands de soupe de la politique, ni l'OMC n'ont adopté le prix libre! Sinon, ça se saurait...

# Rencontre avec Aurélien Verdun, créateur de *Duality*

**Casse-rôles – Qu'est-ce qui t'a poussé à écrire *Duality* ? Pourquoi cette histoire ?**

**Aurélien** – L'idée de *Duality* m'est venue il y a quinze ans, environ. À l'époque, j'étais adolescent et je me posais beaucoup de questions, en particulier : qu'est-ce qui différencie les hommes des femmes, précisément ? J'avais été éduqué à penser que les femmes étaient différentes du garçon que j'étais. De là, d'autres interrogations ont suivi : qu'est-ce qui nous divise ? qu'est-ce qui nous rassemble ? Avec le temps, ces questions n'ont pas quitté mon esprit. Devenu adulte, l'université m'a ouvert les yeux sur beaucoup de choses. La sociologie du genre, en particulier, est un domaine pour lequel je me suis vite passionné. En parallèle, j'écrivais de nombreuses histoires, mais le scénario de *Duality* m'habitait encore. Alors, des années plus tard, lorsque j'ai fondé ma maison d'édition et proposé ce nouveau format, j'ai décidé de le développer.

**C.-R. – Pourquoi as-tu choisi ce format de « série » ?**

**A.** – Je suis passionné par les séries télévisées depuis toujours. La façon qu'ont les créateurs et scénaristes de développer des histoires sur la durée m'émerveille encore

aujourd'hui. Maintenir l'intérêt des publics, susciter l'envie de découvrir la suite d'un récit est un art qui, selon moi, nécessite une grande inventivité. En fondant Trilogie, l'idée était de proposer un format nouveau. En reprenant le genre du roman-feuilleton pour l'hybrider à celui de la série télé, beaucoup de codes étaient à calibrer pour donner à ce format inédit ses spécificités, et *Duality* m'a semblé être le projet idéal. C'est une histoire dense et complexe, dont je sentais qu'elle avait besoin de temps pour éclore et s'épanouir, et aussi d'espace pour faire s'élever les nombreuses voix qui y figurent ; le format épisodique est parfait pour ça.

**C.-R. – Combien d'épisodes sont parus à ce jour ?**

**A.** – La saison 1 compte 10 épisodes, dont 8 sont déjà parus.

**C.-R. – Comment vis-tu le féminisme ? Ou, plutôt, les féminismes ?**

**A.** – Pour moi, les féminismes sont cruciaux. En grandissant, et particulièrement grâce à la sociologie, j'ai pris conscience de l'ampleur des inégalités de genres, et ce qui m'a fait froid dans le dos, à l'époque, me nourrit encore à ce jour. Je crois que chaque acte, aussi minime soit-il, a son importance – qu'il s'agisse d'un simple refus ou d'une action coup de poing des Femmes –, toutes les voix doivent être entendues et considérées. Tout comme il n'y a pas qu'une forme de féminisme, je crois qu'il existe d'innombrables façons de lutter pour obtenir l'égalité de genres. Je suis aussi très sensible à l'intersectionnalité des luttes et à leur convergence, par lesquelles je reste convaincu que les voix « minoritaires » peuvent s'unir et s'affranchir plus efficacement.

**C.-R. – Est-on, selon toi, sur une pente qui amène à cette furie entre hommes et femmes comme le montre *Duality* ?**

**A.** – C'est difficile à dire... *Duality* reste avant tout une fiction, et j'espère de tout cœur qu'elle n'a rien de prémonitoire. Pourtant, ce *pitch*, qui était parti d'une réflexion personnelle, commence, lentement mais sournoisement, à prendre forme au-delà du manuscrit. Où que je regarde, quoi que je lise dans les brèves, j'ai le sentiment d'être abreuvé d'une source intarissable d'actions et de réactions qui prennent le chemin de ce récit. Pour citer une anecdote qui peut faire sourire tant elle est simple, mais qui me glace le sang : mes personnages (surtout des hommes) tiennent, dans certains épisodes, des discours volontairement forcés pour appuyer leur vision dégradante des femmes. Si je suis moi-même loin de penser comme eux, ces discours ne doivent pas pour autant manquer d'authenticité. Alors, je m'inspire généralement de commentaires, trouvés sur Instagram par exemple, postés par de parfaits inconnus qui crachent leur venin. Beaucoup des mots durs qui figurent dans *Duality* proviennent de véritables opinions tapotées sur leurs claviers. Et ce n'est pas que ça ; je ne sais plus où



donner de la tête entre les différentes annonces de Trump et de son gouvernement qui, chaque jour, creusent toujours plus loin dans l'offense. J'ai donc cette désagréable sensation que tout s'extrémise, y compris et surtout les rapports de force entre les genres.

**C.-R. – Quelle est ta vision des rapports femmes-hommes, aujourd'hui, et ne vois-tu comme « solution » que la guerre des sexes ?**

A. – Sans vouloir spoiler *Duality*, il y a une chose dont je suis certain : se faire la guerre n'a rien d'une solution, bien au contraire. Ce n'est pas le message que porte mon récit, et ça ne le sera jamais. D'ailleurs, dès le premier épisode, la guerre est critiquée et remise en question, notamment par les points de vue de Felicity et Lara, mais aussi et surtout par le sergent Salengro, lui-même outil de guerre. Je crois que, comme beaucoup de codes sociaux, la guerre est une « réponse sociale », un code enraciné profondément en chacun de nous, tant elle nous a été inculquée par l'Histoire, la culture, le divertissement (qui y a-t-il d'amusant, au juste, dans le *paintball*?)... et, surtout, par cette culture de la virilité qui cultive « le plus fort », met sur un piédestal celui (ou celle) qui sort vainqueur d'un combat. La guerre est partout dans nos rapports, même les plus quotidiens. Une simple joute verbale, un étalage de richesse, une insulte, une pichenette ; tout ce qui vise à repousser l'autre et induit une position dominant-dominé est un acte violent, une petite guerre.

**C.-R. – Prévois-tu une incursion dans le masculinisme ? Je suppose qu'il est central ?**

A. – C'est le principe de la dualité : chaque facette a son opposé, chaque lumière a son ombre. Si le récit aborde les féminismes, il est évident que les masculinismes auront également une place de choix dans le scénario. Certains seront évidents, d'autres, plus tacites, mais tous auront un rôle à jouer dans les interactions des divers personnages. Là encore, la réalité est tristement un puissant moteur d'inspiration : l'ascension ouverte et fière de ces masculinismes, en particulier depuis une dizaine d'années, m'apporte une indécente pluralité d'archétypes et de « visions des choses ». Du mâle Alpha, qui fait son beurre sur ses idées rétrogrades, aux prédateurs sexuels confirmés, la domination masculine est loin d'être derrière nous, malheureusement...

**C.-R. – Dans ce premier épisode, tu montres que les femmes se comportent finalement comme les hommes, ce qui n'est pas très réjouissant...**

A. – C'est inquiétant, en effet. L'histoire démarre seulement un an après un événement dont on ignore tout, pour l'instant, mais dont on comprend qu'il a été suffisamment brutal pour créer une véritable rupture entre les genres. L'extrême a trouvé son apogée, durant ce laps de temps, et les femmes sont sur leurs gardes. Leur méfiance à l'égard des hommes reste vorace, mais nous les rencontrons dans une position de défense et de protection. Le discours de Mère, en fin d'épisode, le souligne bien : cette fois, plus question de subir la violence sans rien faire, la contre-attaque doit être anticipée. Il faut être à armes égales avec

le camp adverse, et en passer par la guerre s'il le faut – le seul moyen de répondre efficacement à la menace du camp adverse est d'être prêtes à imiter son ardeur, à savoir la guerre. Il ne s'agit pas d'un discours poussant à l'offensive, mais d'un rappel que, tôt ou tard, les hommes vont revenir pour faire ce qu'ils font de mieux : dominer. En attisant la furie de ses femmes, Mère espère faire front commun contre eux, ce qu'elle voit comme la solution ultime – mais ce n'est peut-être que la sienne...

**C.-R. – Le « pouvoir » de Mère, plutôt autocratique, est intéressant. Comment expliques-tu son comportement, et ceux des autres personnages ?**

A. – Dans *Duality*, la société a sombré. On pourrait s'attendre que ses codes aient disparu avec elle, mais certaines habitudes sont tenaces. Ce qui motive ces personnages, c'est l'intime. Le vécu de chacun-e, son passé et sa personnalité (construite selon les codes de la société qui n'est plus) sont décortiqués au fil des épisodes. Là où l'on pourrait attendre une sorte de *reboot* de la société, un *tabula rasa* collapsologiste, force est d'admettre qu'il n'en est rien – si la société nous façonne, nous l'amenons avec nous-même quand elle n'est plus là. Dans la série, cette « guerre des sexes » découle de nombreux facteurs (pas uniquement liés au genre), mais la force des positions prises par ces personnages est influencée par l'acquis : ces rapports entretenus pendant toute une vie, ces actes commis ou subis dans l'injustice, l'impunité... ou encore, ce besoin d'appartenance au collectif, de se sentir important au sein d'un groupe. À l'heure où nous vivons dans une société qui, malgré ses nombreux outils pour rapprocher, isole et éloigne, il faut garder en tête que tous ont vécu comme nous. *Duality* pourrait se passer en 2025 comme en 2030, c'est une histoire actuelle. Le comportement de Mère ne tient pas qu'à son genre, mais bien à un vécu étroitement lié à sa condition de femme. Ce besoin de pouvoir, de contrôle est quelque chose qui lui est propre ; tout comme la bienfaisance d'autres personnages.

**C.-R. – Est-ce que tu envisages, par la suite, une autre façon d'agir entre humains ?**

A. – Bien sûr. Dès ce premier épisode, d'autres formes d'interactions sont exposées. Je pense en particulier au sergent Salengro et à l'adolescent charpenteur, Wade. C'est une relation que j'aime beaucoup, et que j'ai pris plaisir à développer par la suite. L'avantage d'avoir autant de personnages est que cela permet de montrer une diversité d'échanges, de rapports et de complicités entre eux. Pour le moment, la voix des plus bruyants couvre celles qui seraient plus douces... mais avec le temps, le volume s'ajustera. C'est aussi pour ça que j'ai choisi ce point de départ : un an après l'Éclat, les plaies commencent tout juste à se refermer, le choc est passé et la lucidité peut faire son retour. Alors, seulement, la guérison (au propre comme au figuré) peut s'enclencher. ■

Pour s'abonner : <<https://trilogie-editions.fr/>>.

# Prochain dossier

## L'écriture au féminin

Pour le prochain *Casse-Rôles*, qui paraîtra cet été, nous avons choisi un thème de dossier plus léger et qui vous donnera des idées de lecture: des récits d'émancipation.

D'ici ou d'ailleurs, nous avons choisi des autrices dont les écrits témoignent de leurs conditions de vie, de leurs luttes.

Nous vous parlerons de celles qui nous ont intéressées, passionnées et même inspirées.

N'hésitez pas à nous envoyer vos contributions sur ce thème !

**CASSE-RÔLES**

Prochaine rencontre du collectif...

6 et 7 septembre 2025

Château de Ligoure (Haute-Vienne)

Samedi: soirée d'autodéfense féministe autour du jeu « Moi, c'est Madame ».

Plus de détails dans le prochain *Casse-rôles*

(n° 33, 1<sup>er</sup> août).



Édito.....	2	Chronique d'un camp de Gilets jaunes dans le 78, six ans après.....	24
La nationalité, entre contingences et ségrégation.....	3-6	<b>DOSSIER: FEMMES DE TOUTES LES COULEURS.....</b>	<b>25-56</b>
Arabie saoudite, l'enfer du décor.....	6-7	8 mars.....	57
Argentine: nouvelle répression et nouvelle résistance.....	8-9	Femmes catholiques en grève.....	57
Des Juifs contre le sionisme.....	10-13	Le silence des enfants. <i>La Loi des pères</i> de Patric Jean.....	58-59
Blanche Gardin est antisémite! (Moi aussi).....	14-15	Le Syndrome d'aliénation parentale.....	59-60
Orwell, sa femme et.....	16-17	<i>Emprisonnées</i> d'Audrey Guillier.....	61
Mika Etchebéhère.....	18	200 mots: le fascisme et l'interdiction d'accéder aux mots qui désignent... ..	62-63
Contre toutes les guerres.....	19	Réseau féministe Ruptures.....	64-65
<i>Le Petit Commerce</i> de Boris Vian.....	20	Bulletin d'abonnement.....	65
Abolir la prédation. Redevenir humain, avec Raoul Vaneigem.....	21	Rencontre avec Aurélien Verdun, créateur de <i>Duality</i> .....	66-67
Féminisme et antimilitarisme.....	22-23		